

N° 3 ÉPISODES ET VIES RÉVOLUTIONNAIRES N° 3
COLLECTION AUTORISÉE PAR LA SOCIÉTÉ DES VIEUX BOLCHÉVIKS DE MOSCOU

A. F. ILLINE-GÉNEVSKI

ENTRE DEUX RÉVOLUTIONS



1931

BUREAU D'ÉDITIONS 132, Faub. St-Denis, PARIS (10^e)

ÉPISODES ET VIES RÉVOLUTIONNAIRES

COLLECTION AUTORISÉE PAR LA SOCIÉTÉ DES VIEUX BOLCHEVIKS DE MOSCOU

Déjà parus

1. Pierre Nikiforov : LA GRÈVE. (1,50)
2. C. Bobrovskaïa : IVAN BABOUCHKINE. (1,50)
3. A.F. Illine-Génevski : ENTRE DEUX RÉVOLUTIONS. (3 fr.)

En préparation

Kédrov : UNE IMPRIMERIE CLANDESTINE.

A paraître

Malychov : LE SOVIET DES CHOMEURS.

LÉNINE CONSPIRATEUR.

Kanatchikov : LE SOULÈVEMENT DU « POTEMKINE ».

Kédrov : L'ÉDITION « SERNO ».

F. Kohn : L'ENLÈVEMENT DE DIX CONDAMNÉS À MORT.

Lépéchinskt : BIOGRAPHIE DE LÉNINE.

BIOGRAPHIE DE KAMO.

BIOGRAPHIE DE SVERDLOVSK.

BIOGRAPHIE DE FRUNZE.

Tchernomordik : L'ATTITUDE DES BOLCHÉVIKS
CHEZ LE JUGE D'INSTRUCTION ET DEVANT
LE TRIBUNAL.

Avant-propos

L'année 1917 est la plus grande de l'histoire mondiale. Cette année vit commencer dans la Russie arriérée, ignorante et ruinée, ce que les meilleurs esprits de l'humanité n'avaient pu jusqu'alors que rêver. La classe ouvrière prit le pouvoir et commença l'édification d'un régime socialiste.

Les siècles passeront et la pensée de millions d'hommes se reportera sans cesse vers cette grande année. Et nos descendants en étudieront les moindres détails avec une fervente ardeur.

Notre génération a été la plus heureuse comparée à celles qui l'ont précédée et le restera comparée à celles qui la suivront. Que d'hommes ont vécu avant nous, que d'hommes vivront après nous ! Mais il n'a été donné qu'à nous de vivre cette grande année qui marque pour l'humanité le début d'une nouvelle ère, et d'en connaître toutes les émotions et les épreuves. La conscience de ce fait et la joie d'avoir vécu si intensément nous imposent de grandes obligations. Nous, de la génération de 1917, qui avons participé aux événements, nous devons laisser aux générations futures notre témoignage sur cette grande année. Nous devons décrire cons-

ciencieusement et minutieusement les événements auxquels nous avons assisté et participé. A cet égard chaque détail a sa signification. Les moindres choses imprégnées de l'atmosphère de 1917 seront intéressantes et utiles à nos descendants.

Certes, chacun de nous, livré à ses seules forces, est bien au-dessous de cette tâche. Mais en réunissant nos efforts, par notre travail collectif, nous corrigeant et nous complétant les uns les autres, nous tracerons petit à petit le tableau des grandes journées révolutionnaires. Grande et féconde tâche !

ENTRE DEUX RÉVOLUTIONS

A la veille de la révolution de Février

Il ne fallait pas être un grand prophète pour prévoir, à la veille de février 1917, la révolution comme imminente et inéluctable. De fait, la révolution avait déjà commencé en juillet 1914.

Des complications internationales inattendues et la déclaration de guerre survenue peu après avaient retardé de trois ans la chute de la monarchie des Romanov.

Je me souviens des jours d'inquiétude et d'anxiété de juillet 1914. Je venais d'arriver de Genève à Pétrograd, pour passer quelque temps parmi les miens, ayant été obligé de me rendre en Suisse après mon arrestation et mon exclusion du lycée en 1912. Je faisais mes études à l'Université de Genève. Les entretiens avec les camarades du Parti m'apprirent que la réaction noire des années 1907-1908 était à jamais révolue et que nous étions à la veille d'une nouvelle vague révolutionnaire. J'eus bientôt l'occasion de m'en convaincre. M'acquittant d'une petite tâche dont m'avaient chargé mes amis politiques de Genève, je m'étais rendu au faubourg de Vyborg ; je vis au bout d'une rue, sur le quai Sampsonievski, défiler une foule nombreuse qui portait des drapeaux rouges et chantait des chants révolutionnaires. Ce spectacle inattendu, me rappelant vivement la ma-

nifestation du 1^{er} mai 1912 à laquelle j'avais participé, me remplit de joie et me fit penser que des événements importants ne devaient pas tarder à se produire. Le lendemain même les tramways de Pétrograd s'arrêtaient. Les ouvriers se jetaient sur les tramways, en faisaient sortir les voyageurs, plaçaient des crics sous les roues et renversaient promptement les wagons. Cela se passait presque exclusivement dans les quartiers ouvriers. Mais les conducteurs et les wattmen se refusèrent dès lors à circuler en ville et se hâtèrent de rentrer au dépôt. On commençait ça et là à construire des barricades autour des wagons renversés. Le mouvement s'étendait. Comme plus tard, pendant la révolution de Février, des groupes se formaient aux coins des rues, discutant passionnément les événements, non sans lancer les plus violentes accusations à l'adresse de la monarchie et du pouvoir. Ces meetings improvisés se tenaient librement. La police n'osait pas intervenir.

Les nuages s'amoncelaient cependant à l'Occident. La guerre éclata tout à coup, fort mal à propos. Tout changea instantanément.

Il me souvient d'avoir rencontré, quelques jours après les événements auxquels je viens de faire allusion, sur la perspective Litéyny, une foule nombreuse qui se dirigeait en chantant vers la perspective Nevski. L'apparition d'une manifestation en plein centre me bouleversa. J'en eus la respiration coupée. « Serait-ce la révolution ? » — pensai-je avec une joie immense. Hélas ! je ne tardai pas à être dé trompé. J'entendis chanter : « ...règne pour confondre nos ennemis ». La foule chantait l'hymne du tsar. Je discernai bientôt les couleurs nationales et le portrait de l'empereur que l'on portait en tête du cortège.

Je ne saurais dire l'amertume que j'éprouvai à cette vue.

La révolution cessa tout aussi vite qu'elle avait commencé. Une partie de la presse bourgeoise eut plus tard l'impudence d'affirmer que les troubles fomentés par les ouvriers avaient été organisés avec les fonds de l'Allemagne pour contrecarrer la mobilisation de l'armée russe. Cette calomnie inqualifiable reçut même la consécration du cinéma dans un film, *le Livre d'or russe*, que l'on projeta dans de nombreux cinés de Pétrograd.

La mobilisation commença.

Je fus incorporé en décembre. En ma qualité d'étudiant, je fus bientôt reçu à l'école des aspirants, puis nommé dans l'infanterie et envoyé au front. Je ne fis pas longtemps campagne. Je fus gazé le 30 mai 1915. A peine remis et revenu au feu, je fus gravement contusionné le 9 juillet. Je perdais l'ouïe, la mémoire et fus paralysé. Je passai le reste de l'année 1915 et six mois de l'année suivante dans les lazarets et les hôpitaux. C'est là que je me trouvai en présence d'un fait nouveau : la prompte révolutionnarisation de l'armée. Il faut noter que les hôpitaux offraient à ce point de vue de grands avantages. Transportés après avoir connu les horreurs sanglantes du front dans un milieu calme et silencieux, les hommes pensaient involontairement à la cause de leurs sacrifices. Le contraste entre le front et l'arrière était réellement impressionnant. On oubliait en quelque sorte au feu la vie calme et paisible de l'arrière, mais ici elle sautait littéralement aux yeux pour exaspérer les blessés et exciter leur envie. Les conversations entre blessés roulaient de coutume sur la contradiction entre le front et l'arrière. « Pendant que nous versons notre sang là-bas dans des abris boueux, sous la chanson des balles et des

obus, des tas d'embusqués qui se portent comme un charme boivent ici du thé, font l'amour, s'invitent aux fêtes et ne s'en font pas ! » De la constatation de cette iniquité on passait habituellement à des idées plus générales. On se mettait à critiquer, sans merci, comme il le méritait, le gouvernement.

Officier, j'étais soigné dans les salles réservées des lazarets, mais l'esprit d'opposition y régnait aussi. Les officiers se demandaient souvent ce qu'ils feraient si les ouvriers provoquaient des troubles et si l'on nous envoyait diriger la répression. La question était toujours tranchée dans le même sens : les temps avaient changé, aucun officier ne ferait plus tirer sur la foule désarmée. La plupart des blessés étaient de jeunes sous-lieutenants ou des officiers de réserve ; mais les officiers de carrière avaient pour la plupart le même esprit.

Je me souviens qu'un lieutenant s'attira l'approbation générale en déclarant hautement qu'à son avis la dynastie vieillie n'était plus en état de gouverner le pays.

Avant la guerre, des déclarations de ce genre eussent été tout à fait inconcevables de la part d'un officier.

En juillet 1916, j'étais enfin plus ou moins rétabli et la commission médicale du centre d'évacuation de Pétrograd me reconnut bon pour le service, mais dans les bureaux de l'arrière. Je fus envoyé au bataillon de réserve de l'arme chimique et des lance-flammes à Pétrograd.

La révolution de Février

J'étais de garde dans la nuit historique du 26 au 27 février. Me rendant au bataillon, j'avais remarqué la présence en ville de foules d'ouvriers. Elles allaient du faubourg de Vyborg vers le centre de la ville et la perspective Nevski. Le pont du Litéyny était barré par la police montée et à pied qui empêchait de passer les groupes tant soit peu suspects. Mais les ponts, ont-ils une si grande importance en hiver ? Sous le nez même de la police, les ouvriers descendaient sur la glace et continuaient tranquillement leur chemin. Il y avait quelque chose d'élémentairement puissant dans ce mouvement de masse. Tous les chemins tracés sur la glace étaient noirs de monde ; des gens traversaient même le fleuve en dehors des chemins avec de la neige jusqu'à la ceinture, au risque de tomber dans une crevasse.

On ne voyait pas de tramways. Je me dirigeai à pied vers mon bataillon qui était caserné sur la rive dite de Pétrograd, près du pont Toutchkov. Dans la rue de l'Archevêché, un tramway bondé de monde me rattrapa et je m'empressai d'y prendre place. Nous ne voyageâmes pas longtemps. A peine étions-nous arrivés au *Bolchoï Prospekt* (Grande perspective) qu'un groupe de jeunes ouvriers se jeta sur la plate-forme et exigea du wattman sa clef de direction. Le wattman la leur donna aussitôt et ils disparurent aussi promptement qu'ils étaient apparus. Les voyageurs, les uns injuriant, les autres silencieux des-

cendirent. La Grande perspective offrait un tableau inaccoutumé qui me rappela vivement 1914. La foule encombrait les trottoirs. Des gens vaquaient à leurs affaires, d'autres stationnaient observant l'animation ou formaient de petits rassemblements où l'on discutait.

Au bataillon, dans la chambre de l'officier de service, les téléphonistes me reçurent par un concert d'exclamations : « Votre Haute Noblesse, on a tiré sur le Nevski, la police et troupe sont là, le peuple se soulève ! » Les soldats du bataillon, bien que ne connaissant pas en moi un militant du Parti, me voyaient bien disposé, libre d'esprit et ne craignaient pas dès lors de me faire part de leurs impressions et de leurs idées. Ils accouraient à tout moment pour me donner les dernières nouvelles de la perspective Nevski.

Les choses paraissaient devenir sérieuses. Déjà l'on parlait du passage de certaines unités au peuple insurgé.

J'hésitai profondément. D'une part j'eus voulu être là où coulait le sang, là où se dressait la révolte contre l'autocratie ; d'autre part je me rendais compte de mes responsabilités à l'égard des soldats qui me portaient tant d'affection et de confiance. Je ne me croyais pas en droit de les quitter à cette heure. L'ordre de faire donner contre l'insurrection les lance-flammes et les gaz asphyxiants pouvait nous arriver d'un moment à l'autre. Je passai toute la soirée et toute la nuit dans les transes. Comme on le pense bien il ne fut pas question de dormir.

J'attendis avec impatience, le lendemain, l'arrivée de mon remplaçant. Je m'étais décidé à aller trouver Stark et à discuter avec lui les formes de notre participation à la révolution. Voir mon frère (F. F. Ras-kolnikov) eût été beaucoup plus difficile, car il était

caserné à l'Ecole de marine. Ayant passé la consigne, je descendis dans la rue et me rendis aussitôt compte qu'il était tout à fait impossible de parvenir au centre de la ville. La rue était un véritable champ de bataille. La fusillade et les mitrailleuses crépitaient partout. Les rares passants rasaient les murs et quand ils se rencontraient, s'interrogeaient craintivement sur la possibilité de traverser une rue. Je vis à la Grande perspective de la rive de Pétrograd deux soldats armés réclamer son sabre à un officier qui passait et qui le leur remit sans faire d'objection. Cette scène me décida à rentrer chez moi et à me mettre en civil car le manteau d'officier n'était visiblement pas de circonstance.

A en juger par la fusillade, il ne devait pas m'être facile de rentrer chez moi. Je ne rencontrai cependant pas d'obstacle. Le pont Sampsonievski, sur la Petite Neva, fut l'endroit le plus dangereux. Des soldats abrités derrière les poutres du vieux pont démoli tiraient par-dessus la Néva dans ma direction. Etaient-ce des insurgés ou des soldats demeurés fidèles au gouvernement, je ne pouvais pas m'en rendre compte. Un petit détachement commandé par un officier venait également à peu de distance derrière moi. Après un moment d'hésitation je me décidai à passer le pont. Au faubourg de Vyborg, la fusillade était beaucoup moins intense et j'arrivai chez moi sans encombre. J'avais eu de la chance. J'avais encore mon revolver et mon sabre.

J'éprouvais, après une nuit sans sommeil et une journée mouvementée, une fatigue sans borne. Je ne m'en rendis compte que dans le calme de la demeure. La tension nerveuse s'était dissipée, je ne pouvais plus lutter contre le sommeil. Je me laissai tomber sur un divan et m'endormis d'un sommeil troublé.

Un bruit de voix animées dans la chambre voisine me réveilla. Les yeux gonflés, la tête lourde, je me levai et ouvris la porte. J'aperçus mon frère. Les chefs de l'Ecole des aspirants de marine, sous la pression des marins du II^e corps des équipages de la flotte qui s'étaient rendus en foule à l'école, avaient renvoyé les élèves chez eux. Mon frère, d'excellente humeur, racontait avec animation ce qu'il avait observé en chemin. On désarmait les officiers. Des troupes de plus en plus nombreuses passaient à l'insurrection.

Nous nous demandâmes ce que nous avions à faire. Il était déjà trop tard pour nous assigner un but précis. Nous allâmes voir ce qui se passait. Je laissai mes armes à la maison pour ne pas m'exposer à être désarmé, ce qui eut été absurde et vexant. La rue était déjà noire. De coutume, à cette heure, les lanternes s'allumaient. Mais tout était sens dessus-dessous, on ne songeait plus aux lanternes. La fusillade avait cessé, on n'entendait plus claquer que des coups de feu isolés.

Prudemment, en évitant avec soin les rencontres, nous gagnâmes la rue de Nijni-Novgorod. Là, un spectacle impressionnant s'offrit tout à coup à nos yeux. Au bout du pont Litéyny, le tribunal régional flambait. D'énormes langues de feu montaient vers le ciel, projetant autour d'elles une terrifiante lueur rougeâtre. Des groupes de soldats mêlés aux ouvriers venaient du pont vers nous, dans cet éclairage singulier. Ce n'était déjà plus les soldats que nous étions accoutumés à voir pendant la guerre. Mantoux déboutonnés, visages excités, ils allaient en gesticulant et en discutant à haute voix. Il y en avait qui portaient leurs fusils à la bretelle, d'autres les traînaient par le canon. On sentait le souffle

de la révolution. Après avoir flâné un peu dans les rues, nous rentrâmes.

Le lendemain 28 février, mon frère se rendit chez Stark tandis que j'allai à mon bataillon. Je trouvai dans la chambre de l'officier de garde plusieurs gradés qui s'entretenaient de la révolution qu'ils appréciaient de diverses façons. D'aucuns, malveillants, faisaient preuve d'une joie maligne ; la plupart reconnaissant la révolution comme un fait digne d'approbation, exprimaient pourtant l'avis qu'elle ne venait pas à son heure, pouvant avoir de fâcheuses répercussions au front.

La conversation fut tout à coup interrompue par un jeune civil élégant qui, entré d'un pas rapide dans la chambre, nous félicita tous de la victoire de la révolution et, s'étant présenté comme le délégué du Comité provisoire de la Douma, nous invita avec insistance à nous joindre au mouvement victorieux et à l'accompagner au palais de Tauride. On me dit plus tard que c'était un comte ou un prince.

Quand il eut achevé, il se fit un silence gênant. Les officiers lui jetaient des regards hésitants. Même ceux qui, quelques instants auparavant, approuvaient la révolution, ne disaient mot, craignant visiblement de se compromettre. Je rompis le silence en déclarant que j'accompagnerais volontiers le délégué à la Douma. Ce monsieur qui venait de passer un instant désagréable s'anima aussitôt et me demanda allègrement d'être vite prêt. Nous suivîmes le quai de la Jdanovka. Au bout de quelques minutes un des vieux officiers du bataillon, l'enseigne Rikman, nous rejoignit. Le monsieur l'accueillit avec joie. Je sus plus tard que, après mon départ, les officiers, craignant que je ne prisse la parole à la Douma au nom du bataillon, avaient chargé l'enseigne Rikman

de m'accompagner pour apporter, si besoin était, à mes déclarations, les corrections désirables.

A la Grande perspective, nous rencontrâmes le sous-lieutenant Nadéjdine, adjoint au commandant du bataillon. Il nous apprit que le colonel Martiouchev, commandant le bataillon, s'était lui-même rendu à la Douma pour se joindre à la révolution et que notre démarche était par conséquent sans objet.

Le monsieur qui nous accompagnait remercia en nos personnes le bataillon entier de s'être joint à la révolution, prit congé de nous et disparut.

Le sous-lieutenant Nadéjdine, comme nous nous quittons, m'informa que les officiers du bataillon étaient convoqués le lendemain à midi à l'état-major.

Je résolus de joindre à tout prix Stark.

En cours de route, me dirigeant vers le centre de la ville, j'observai malgré moi combien le tableau s'était modifié. Les rues avaient déjà un tout autre aspect que la veille. On était en pleine insurrection. Une foule émue et joyeuse remplissait les trottoirs. Partout des fleurs rouges et des rubans rouges. Des camions et des automobiles bondés de soldats armés passaient à tout moment. La foule, sur le trottoir leur criait des hurrahs en agitant les chapeaux. Les soldats répondaient de même.

Au premier abord, on pouvait penser que les soldats se bornaient à se promener en automobile et à saluer la foule. Mais non ! Bien que d'une façon assez chaotique, ils s'acquittaient d'une fonction de première importance : ils maintenaient dans la ville l'ordre révolutionnaire. J'en eus bientôt la preuve. Une fusillade éclata tout à coup dans une artère centrale. Des agents de police cachés dans les greniers ouvraient le feu. Quelques instants plus tard, une auto pleine de soldats arriva, les soldats s'engouffrèrent dans la porte cochère. La fusillade cessa au

bout de deux minutes. Sans doute les agents de police avaient-ils été traités comme ils le méritaient.

Deux mots sur la police. On s'imaginerait difficilement situation plus absurde et plus sottée que celle des agents de police, ces serviteurs fidèles et dévoués de la monarchie en perdition. Maintenant que des années ont passé et que les passions se sont calmées, on peut dire tranquillement et impartialement que les agents de police de Pétrograd ont fait preuve en ces journées d'un héroïsme rare et tout à fait insensé. Enfermés dans les greniers, ils ne quittaient pas leurs postes tant qu'on ne les en éloignait pas par la force. Le deuxième et le troisième jour, quand les rues furent pleines d'insurgés ou de gens sympathisant avec la révolution, quand il fut évident que l'ancien régime s'effondrait à jamais, des agents de police tiraillaient encore quelque part sous les toits, et cette fusillade, la plupart du temps inoffensive, était absurde. Du haut des maisons, les agents voyaient naturellement très bien ce qui se passait dans les rues. S'ils s'étaient paisiblement et tranquillement dispersés, changeant de vêtements ou se cachant, ils auraient eu de grandes chances de survivre et même de garder leur liberté. Mais ils tiraient sans obtenir d'autre résultat que de faire connaître leur propre refuge.

J'arrivai ainsi, accompagné d'une rare fusillade et de cris de joie, au *Lechtoukov péréoulouk*¹ où habitait à cette époque Stark. Chez Stark, je trouvai mon frère et Dachkévitich qui, à l'annonce des événements de Pétrograd, s'était mis en civil et avait quitté Péterhof. Tous deux se préparaient à aller voir ce qui se passait, puis à se rendre à un petit meeting organisé par un groupe de camarades de notre parti. Je

1. Péréoulouk veut dire rue, plus exactement ruelle. (N. du Tr.)

les accompagnai. Les rues avaient le même aspect insurrectionnel. Les automobiles pleines de soldats avaient maintenant un type plus uniforme. Il y avait toujours de chaque côté de la voiture, couché sur les marchepieds et les pare-boue, un soldat, le canon du fusil braqué en avant. Cela donnait aux voitures une certaine allure.

Nous étant proménés et égosillés à loisir, nous nous rendîmes au meeting.

Il se tenait dans une grande baraque en planches, meublée de bancs posés sur un simple plancher de bois. Une centaine de personnes attendaient déjà.

L'auditoire disparate prêtait une grande attention aux orateurs. Hier encore, on ne pouvait songer à rien de semblable; aujourd'hui, les discours révolutionnaires coulaient comme un fleuve qui vient de rompre ses digues. Fait caractéristique, plus un orateur était ardent et excité et plus il trouvait d'échos. Mon frère prit la parole pour soutenir la nécessité du vote des femmes. L'envie de parler m'était venue, mais au dernier moment je n'osai pas. Jamais encore je n'avais pris la parole devant un public aussi nombreux. Il me sembla que l'émotion ne me permettrait pas de terminer mon discours. Cette crainte est celle de tout agitateur à ses débuts. Par la suite, m'étant accoutumé à parler dans les réunions et les meetings, je me suis convaincu qu'il faut, avant et pendant le discours, penser le moins possible à la façon dont on parle et à la façon dont on est écouté. Toute la pensée doit se concentrer sur l'idée maîtresse du discours; dès lors on n'a plus à craindre aucune gêne et les mots nécessaires se présentent d'eux-mêmes. « Ce n'est pas la forme qui importe, mais le fond ». Telle doit être la devise de tout agitateur débutant.

C'est à ce meeting que je rencontrai pour la pre-

mière fois Cyrille Orlov, qui devait être bientôt à Helsingfors et à Cronstadt, mon compagnon d'armes. Il prononça une brève harangue au nom du Comité pétersbourgeois du Parti. Sa parole fut la plus ardente et c'est pourquoi le public lui fit le plus brillant succès. En nous séparant, Stark qui, lui aussi, venait d'entendre Cyrille pour la première fois, dit en souriant : « Celui-ci sait parler ! Un vrai démagogue ! ». Et, comme toujours, il eût été difficile de savoir si Stark louait sincèrement l'orateur ou s'il s'en moquait, à son habitude, avec bonhomie.

Nous primes congé de Stark et rentrâmes, mon frère et moi. Par moment la fusillade devenait tellement intense que nous nous abritions sous les portes cochères, laissant passer la rafale. Au coin de la rue Serguéevskaya et de la perspective Litéyny, une sorte de barricade se dressait. Toute la rue était barrée de caisses vides derrière lesquelles apparaissaient les gueules de deux canons de six pouces. C'était un ouvrage de la défense intérieure établi pour le cas où les troupes fidèles au tsar débarqueraient à l'une des trois gares : Nicolas, de Tsarskoé-Sélo ou de Varsovie. Plusieurs jours durant j'eus l'occasion de voir ces canons. La neige les recouvrait peu à peu. Une semaine plus tard, ils furent enfin ramenés à la batterie.

Le jour suivant vers dix heures, je me rendis à l'état-major du bataillon où devait se tenir une réunion des officiers. Le mess était déjà bondé d'officiers qui commentaient avec animation les événements. Parfois se montraient les figures décontenancées des deux ordonnances attachées au mess. Ces soldats ne savaient visiblement pas quel maintien adopter : se conduire comme auparavant ou s'inspirer du nouvel état de choses ?

Je sus en conversant avec les officiers ce qui

s'était passé au bataillon le 27 février après mon départ. La vague révolutionnaire avait gagné notre coin tranquille et obligé les soldats à prendre part sinon au renversement de l'ancien régime du moins à sa liquidation. La fusillade donna aux hommes le désir de prendre les armes. Les fusils du bataillon étaient enfermés au magasin d'armes. L'officier chargé de la garde des armes étant absent, les soldats témoignèrent de leur volonté révolutionnaire en enfonçant la porte du magasin. L'officier de service joua dans ces circonstances un rôle aussi sot que ridicule. Ne réussissant pas à ramener les soldats à l'obéissance, il les suivit pas à pas, s'accrochant à eux, pleurant presque et les exhortant à ne pas toucher aux magasins et à rentrer à la caserne. Ses exhortations ne servirent à rien. Les soldats enfoncèrent les portes, s'armèrent et descendirent bientôt par groupes dans la rue où ils ripostèrent aux agents de police installés dans les greniers.

Revenons à la réunion. Le sous-lieutenant Nadéjdine, adjoint au commandant du bataillon, ouvrit la séance. Le commandant lui-même était absent.

Je dois dire ici que notre bataillon, unité spéciale formée récemment à la suite des nouvelles conquêtes de la technique militaire, ne renfermait presque pas de vieux officiers de carrière. La plupart des officiers avaient une instruction supérieure. Ils ne portaient l'uniforme qu'en raison des circonstances.

C'est ce qui décida en somme à l'avance du caractère de notre réunion. Pas une voix ne s'éleva en faveur de la monarchie qui s'effondrait. Le rapporteur, le sous-lieutenant Nadéjdine, réalisa sans peine l'unanimité pour l'adhésion à la révolution. L'assistance fut d'ailleurs tout aussi unanime à souhaiter que la révolution fût maintenue « dans les limites

déterminées » et à trouver nécessaire, avant toutes choses, le rétablissement de la discipline. Afin de ne pas ruiner le prestige des officiers, il fut décidé que nous nous rendrions tous, sur l'heure, dans les casernes, pour y organiser des meetings de compagnie. C'était naturellement, pour les officiers, chose nouvelle, mais ce moyen leur paraissait nécessaire pour « maîtriser » tant soit peu « les éléments déchainés ».

Les officiers du bataillon, au nombre d'une trentaine, se dirigèrent par la Grande perspective vers le quai de la Jdanovka où était caserné le bataillon. Je résolus de les suivre. Nous ne pouvions manquer d'attirer l'attention du public. Les gens suivaient des yeux avec intérêt et curiosité ce groupe d'officiers. Un jeune intellectuel que nous croisâmes s'arrêta et s'exclama avec un joyeux sourire : « Eh bien, camarades, peut-on vous féliciter ? Etes-vous avec nous ? » La plupart des officiers, mécontents et soucieux, passèrent en silence. Le vieux particularisme des militaires et l'habitude de considérer de haut le reste des hommes régnaient chez les officiers du bataillon. Peut-être quelques-uns craignaient-ils en outre d'affronter « en égaux » les soldats.

Les meetings dans les compagnies réussirent on ne peut mieux. Les soldats furent en général enchantés de voir les officiers venir les entretenir des événements; ils prêtaient naïvement foi à toute parole. Ils n'avaient pas encore appris à distinguer entre amis et ennemis. Leur ingénuité se représentait la révolution comme celle du peuple entier, celle de toutes les classes de la société. J'observai ici le même phénomène qu'au meeting de la veille. Ce qui importait à l'auditoire, c'était moins le contenu du discours que l'ardeur de l'orateur. Je me souviens qu'un de nos vieux officiers, s'étant déclaré,

ce qui nous surprit tous, « socialiste-chrétien », commença son discours en arrachant son chapeau et en criant d'une voix hystérique : « Vive la liberté ! Vive la grande révolution russe ! Hourrah ! » — et les soldats, se levant tous, reprirent ce cri. Il fut le plus applaudi.

Certains officiers assumaient la tâche ingrate de démontrer que la méfiance des soldats envers les gradés se fonde sur un malentendu, que les officiers étaient corps et âme dévoués aux intérêts du troupiér, etc. Il y en avait qui évoquaient leur passé d'étudiants et tentaient même de se présenter comme de vieux révolutionnaires.

Les soldats croyaient tout et applaudissaient tout le monde.

Pendant le meeting, des soldats me prirent à part et l'un d'entre eux me dit : « Votre Haute Noblesse ! Vous ne portez pas de sabre. Nos soldats ont décidé de vous offrir l'un des sabres qu'ils ont pris dans la rue aux autres officiers ! » et il me tendit un beau sabre de cavalerie. Je fus infiniment touché de cette manifestation de confiance. Bien que je me fusse borné à laisser mon sabre à la maison, j'acceptai ce présent avec reconnaissance.

Après le meeting, je m'entretins encore quelques instants avec les soldats. J'aperçus dans un réduit une quinzaine de mitrailleuses gardées par un factionnaire. M'étant enquis de leur provenance, j'appris qu'on les avait prises à la police.

J'allai ensuite chez Stark, car nous pensions assister ensemble à une réunion de militants bolchéviques du rayon central. Je trouvai de nouveau mon frère chez Stark. Mon frère et Léonid Nikolaévitch Stark étaient très agités. On venait d'apprendre que Tchernomazov appartenait à la police secrète.

Tchernomazov était, depuis longtemps déjà, sus-

pect de provocation, mais des camarades du Parti, et Stark notamment, le défendaient avec énergie. Quand les premiers documents démasquant Tchernomazov furent apportés à Stark, ce dernier, accompagné d'un camarade, — Loukitch, si je ne me trompe, — alla sur l'heure interroger et arrêter Tchernomazov. Et les derniers doutes s'évanouirent : Tchernomazov avoua qu'il était un agent provocateur. Il devait mourir avant la révolution d'Octobre, avant son jugement. Il mourut, dit-on, d'une rupture d'anévrisme. Selon une autre version, il s'empoisonna. Le contre-coup de cette trahison atteignit Stark. On l'écarta de toute activité politique et il ne fallut pas moins d'une déclaration officielle du Comité central et de l'insistance obstinée de camarades (Jemtchoujine, mon frère et moi-même) qui connaissaient bien Stark et répondaient de son honnêteté politique, pour provoquer sa réhabilitation complète.

Les conversations sur l'affaire Tchernomazov nous amenèrent insensiblement à l'heure du départ. La réunion des militants bolchéviques du rayon central avait lieu dans un appartement privé. Une quinzaine de personnes y assistaient. La question principale à l'ordre du jour était celle-ci : Quel travail aborder dans la situation créée par la révolution ? Les opinions se divisèrent. L'organisateur de la réunion, qui était aussi le maître du logis, proposait de consacrer nos forces à la formation du Parti et à l'organisation du Comité du rayon. La plupart des assistants, tout en reconnaissant l'extrême importance de ce travail, pensaient qu'il fallait, en outre, créer sur-le-champ, dès le lendemain si c'était possible, dans le rayon, une permanence du Soviet de Pétrograd. La création de permanences dans les rayons accroîtrait considérablement la force du Soviet de Pétrograd. Cette opinion l'emporta et la permanence du

Soviet fut organisée le lendemain (5 mars) dans un magasin désaffecté, quelque part, Grande rue de Moscou, à peu de distance de la cathédrale Saint-Vladimir.

L'ouverture de ce bureau coïncida précisément avec la publication du premier numéro de la *Pravda*. L'un des objets de la permanence du Soviet étant de répandre les publications d'agitation, nous nous mîmes énergiquement à la diffusion du premier numéro de l'organe du Parti. Je me souviens d'avoir, avec quelques autres jeunes camarades qui travaillaient là, crié d'une voix retentissante sur le trottoir, devant le bureau, les premiers numéros du journal. Nous scandions chaque syllabe : « la *Pravda*¹, organe du Comité central du Parti ouvrier social-démocrate de Russie ! »

La nouveauté de la situation était captivante. Nous avions peine à croire que nous vendions ouvertement l'organe central de notre parti en le proclamant tel. Tout cela paraissait un rêve. Et je portais un manteau d'officier, ce qui, loin de me troubler, ajoutait au piquant de la situation.

Au jour tombant, nous nous séparâmes, chacun rentrant chez soi en emportant un paquet de journaux à vendre en route. Je suivis l'exemple des autres et ma voix fit longtemps retentir la sévère et morne perspective Litéyny, tandis que je m'acheminais vers le faubourg de Vyborg. On achetait volontiers le journal. Un ouvrier s'exclama joyeusement : « Enfin, le voilà notre canard ! » et m'en prit deux exemplaires.

Chez moi, quand il fallut ramasser dans mes poches la menue monnaie, la ranger et la compter, ce fut toute une affaire.

La permanence du Soviet de Pétrograd créée par

1. La Vérité.

nos soins n'eut qu'une brève existence. Au bout de quelques jours, quand il apparut, d'une part, que la révolution avait remporté une victoire définitive, et de l'autre que le Soviet de Pétrograd n'exprimait pas les aspirations et les idées de notre parti, la liquidation de ce bureau fut décidée et tous les camarades qui y travaillaient invités à reporter leurs forces sur l'organisation du Parti dans le rayon central.

Une activité analogue commençait dans tous les rayons. Le Parti sortait peu à peu de l'illégalité et se formait dans des conditions nouvelles. Le Comité pétersbourgeois se constitua et occupa un petit local incommode au *Kronverski Prospekt*, sur la Rive de Pétersbourg, en face de la Maison du Peuple, dans le bâtiment aujourd'hui occupé par la Bourse du travail. Il fallait, pour y arriver, gravir jusqu'au second ou au troisième, un escalier obscur et sale. On étouffait et on se bousculait sans cesse au Comité. Le directeur de la commission d'agitation, Antipov, donnait ses instructions aux agitateurs envoyés dans les meetings. C'est là que je vins recevoir pour la première fois ma carte du Parti, car il va sans dire que les cartes n'étaient pas employées dans l'illégalité. Le Comité de Pétrograd m'envoya muni d'un mot au Comité du rayon de Vyborg, qui venait lui aussi de se légaliser. Là, une jeune fille assise à une table de travail me remit sur présentation de la note du Comité, la carte du Parti.

On voit que cette carte s'obtenait alors sans grandes formalités.

La jeune fille qui me la remit ne me donna aucun éclaircissement sur le travail politique que le Comité de rayon devait me confier. Je m'en allai, décidant de me faire assigner une tâche par le Comité de Pétersbourg. L'occasion d'aborder l'activité révolutionnaire ne tarda pas à se présenter.

Un voyage à Helsingfors

Un groupe de camarades de Pétrograd et de Cronstadt décidait en mars 1917 de se rendre à Helsingfors pour y commencer l'activité révolutionnaire et y créer une organisation bolchévik. Helsingfors avait pour nous une grosse importance : c'était le port d'attache de presque toute la flotte de la Baltique.

Je voulais faire ce voyage avec les camarades, mais c'était assez difficile.

Militer dans le parti à Pétrograd était une chose ; — quitter le bataillon et me rendre dans une autre ville sans l'autorisation de mes chefs, était assez risqué.

Je n'hésitai pas longtemps. La révolution nous offrait un immense champ d'action. Il fallait battre le fer tant qu'il était chaud. Dédaignant les formalités, je me joignis aux camarades qui portaient pour Helsingfors.

Notre groupe comprenait Boris Jemtchoujine (aussi appelé Dimitri) alors membre du Comité de Pétrograd, Simon Pélikhov, Fédor Dingelstaedt et le soldat Zintchenko. Nous étions cinq. Mes camarades étaient de braves garçons énergiques et actifs. Hélas ! Deux d'entre eux ne sont plus. Jemtchoujine devait périr le premier. Ayant milité à Helsingfors jusqu'en mai 1918, il tomba aux mains des blancs quand ceux-ci prirent la ville et fut passé par les armes. Pélikhov trouva la mort le second. Etudiant

à l'Université Sverdlov en 1921, il participa en qualité de volontaire à la répression du soulèvement de Cronstadt et fut tué.

Avant notre départ, Jemtchoujine passa au Comité de Pétrograd, chez Podvoïski, pour lui demander si notre délégation n'avait pas à recevoir d'instructions particulières. Podvoïski considérait notre entreprise sans enthousiasme. D'après lui, un membre du Comité de Pétrograd récemment arrivé d'Helsingfors annonçait que les menchéviks étaient très forts dans la ville et qu'il serait exceptionnellement difficile d'y commencer notre action. « Ce n'est pas à vous, jeunes militants, d'y aller, — déclarait Podvoïski, — il faudrait envoyer un membre du Comité central. » La déclaration de Podvoïski ne fit qu'accroître l'intérêt que nous portions à ce voyage. Si les bolchéviks peuvent se laisser effrayer par quelque chose ce n'est pas, en tout cas, par la difficulté du travail ! Je me souviens que Jemtchoujine, tout rayonnant, les yeux brillants, s'exclama : « Eh bien, nous allons leur en mettre plein la vue, aux généraux du Parti, si nous jetons à Helsingfors la base de l'organisation et si nous publions un journal ! » Le côté sportif de l'entreprise le séduisait. Je dois dire que nous n'étions armés que d'une foi ardente dans le succès. Nous ne connaissions pas la ville, nous n'y avions pas de relations, nous étions sans argent. Munis des billets et de quelques vivres achetés avec nos derniers fonds, nous prîmes place dans un petit wagon propre du chemin de fer de Finlande et partîmes, insouciantes comme les « oiseaux du ciel », joyeux et pleins de bonne humeur. Nous étions si certains de surmonter tous les obstacles que, pour ne pas perdre de temps, nous nous mîmes aussitôt, dans le wagon, à préparer la copie du premier numéro de notre futur journal.

C'est ici, en chemin de fer, que je connus de plus près le marin Pélikhov, le plus intéressant et le plus original d'entre nous. Socialiste-révolutionnaire avant la révolution, il avait été jugé et condamné en cette qualité aux travaux forcés; la révolution de Février l'avait libéré. Internationaliste convaincu, il avait résolument rompu avec ses anciens camarades de parti qui, au début de la guerre, s'étaient ralliés à la défense nationale. Quand on parlait de la trahison des socialistes-révolutionnaires, il avait peine à maîtriser son indignation. Il flétrissait l'attitude de ses anciens camarades dans les termes les plus cinglants. Plus tard, quand il fallut faire la contradiction aux orateurs socialistes-révolutionnaires, nous fîmes toujours appel à lui. En général, excellent orateur, il était alors véritablement transfiguré. Sa fougue et sa connaissance parfaite de l'idéologie socialiste-révolutionnaire lui assuraient un triomphe complet.

Nous passâmes la nuit sur les banquettes du wagon et débarquâmes le lendemain à Helsingfors. Nous nous rendîmes tout droit au Comité exécutif du Soviet. Nous observâmes dans les rues que des marins et des civils portaient à la boutonnière un insigne rond à revers rouge. Ces insignes auxquels se mêlaient de plus gros, pareils à de grosses médailles, étaient nombreux au Soviet. Le premier marin venu, interrogé, nous apprit que les petits insignes étaient ceux des membres du Soviet et les grands ceux des membres du Comité exécutif. Cette façon de distinguer les membres du Soviet provoqua notre indignation. Nous sentions là quelque chose d'étranger à la révolution, l'apparition d'une nouvelle caste bureaucratique. Ce petit trait nous apprit que la situation était bien différente de celle de Cronstadt et que de

nombreux obstacles se dresseraient sur notre chemin.

Nos fâcheux pressentiments se justifiaient promptement. Les dirigeants du Soviet, le lieutenant Brilantov et plusieurs marins vêtus avec élégance, ayant pris connaissance de nos papiers et appris que nous représentions le Soviet de Cronstadt nous firent d'abord un excellent accueil. Mais, apprenant que nous comptions rester à Helsingfors, et y créer un organe bolchévik, ils s'en émurent. Leur courtoisie s'évanouit sans laisser de traces. Après de longs pourparlers, ils finirent pourtant par consentir à nous donner un local et par nous promettre un certain concours. Cette promesse manquait naturellement de sincérité. Nous avions bien compris que nous ne pouvions compter sur aucune aide sérieuse.

Le local qu'on mit à notre disposition, rue Vissokogornaya, était une pièce assez grande, dans une maison naguère occupée par les chefs de la gendarmerie. La pièce était meublée de quelques lits et d'une table, ce qui nous suffisait. Mais aussi fatigués que nous fussions, il ne nous restait pas de temps pour le repos. Nous avions promis à Pétrograd de lancer notre journal dans les trois jours, il fallait tenir cette promesse. Sans perdre de temps en conversations, nous nous divisâmes en deux groupes. Je me chargeai avec Jemtchoujine de faire choix d'une imprimerie, tandis que Dingelstaedt, Pélikhov et Zintchenko feraient des meetings sur les bâtiments de la flotte et, par la même occasion, réuniraient des fonds.

Je passai le reste du jour avec Jemtchoujine à parcourir la ville à la recherche d'une imprimerie. Nous finîmes par arrêter notre choix sur la typographie Gorchkov qui nous parut un peu mieux ou-

tillée que les autres. Nullement embarrassés de n'avoir pas un sou en poche, nous entrâmes en pourparlers avec le patron; nous discutâmes pour chaque copeck et obtînmes des conditions assez avantageuses. — Sur le chemin du retour, éreintés, nous échangeâmes à la lueur des réverbères nos impressions de la journée. Nous avions une imprimerie. Nous pourrions commencer tout de suite la publication du journal si les fonds ne nous faisaient pas défaut. Réussirions-nous à les trouver promptement ?

Un « hourrah ! » retentissant nous accueillit à notre retour. Nos camarades, émus et joyeux, se mirent à nous raconter en s'interrompant les uns les autres leur premier meeting sur le cuirassé *Empereur Paul I^{er}*. Les marins ne s'étaient pas contentés de voter à l'unanimité une résolution bolchévik, ils avaient encore décidé de prélever sur leur caisse d'économies 1.000 roubles au profit du journal. Nous poussâmes un soupir de soulagement. Le dernier obstacle était écarté. Nous discutâmes avec une joyeuse animation de l'action future; les plus belles perspectives se dessinaient à nos yeux.

Le lendemain matin, des marins qui avaient entendu parler du meeting du *Paul I^{er}* vinrent nous trouver. Il y avait parmi eux de vieux membres du Parti bolchévik; le marin Khovrine, condamné peu de temps avant la révolution dans l'affaire de l'organisation bolchévik de la flotte, était du nombre. Ils nous mirent au courant de la situation à Helsingfors. Outre l'organisation socialiste-révolutionnaire et diverses autres organisations, il y avait ici un groupe qui s'intitulait social-démocrate, dirigé par le président du Soviet de Helsingfors, un ancien officier, Serge Alexandrovitch Garine. C'était un groupement peu défini, plutôt menchévik et qui com-

prenait pas mal de ralliés plus que douteux. Formé par en haut, il n'avait aucun contact avec les masses et à plus forte raison avec les marins. Nous décidâmes de créer une organisation bolchévik par en bas et d'ignorer complètement les groupements existants. Dès que nous aurions créé des groupes sur les bâtiments et dans des unités de troupe, nous réunirions une conférence de la ville et élirions un Comité du Parti. Le groupement existant, n'ayant aucune base, était condamné à se désagréger tôt ou tard. Les marins approuvèrent sans réserve notre façon de voir et notre plan de travail. Nous étudiâmes ensuite la question du journal. Comme il était désirable d'en faire l'organe d'une organisation, si insignifiante fût-elle, il fut décidé de le lancer au nom du groupe de marins réunis chez nous. Nous arrêtâmes le titre : *la Vague*. La diffusion se ferait de la façon la plus simple. Les camarades marins viendraient à une heure précise, à l'imprimerie, prendre une centaine de numéros pour les vendre dans les rues et sur les bâtiments, à 3 copecks. La perspective d'une large activité nous enthousiasmait tous. Les marins nous remercièrent avec ardeur d'être venus troubler la quiétude du marécage d'Helsingfors. Et la conversation prit tout à coup un tour inattendu. Comment étions-nous couchés, de quoi nous nourrissions-nous ? nous demandait-on. De ce côté, à la vérité, ça n'allait pas. Logés, nous l'étions tant bien que mal, mais quant à manger, le temps nous en faisait littéralement défaut. Au cours des 24 heures écoulées, nous avions cassé la croûte, et fort médiocrement, au hasard des circonstances. Et nous ne savions pas du tout si nous réussirions à prendre un repas ce jour-là. Les marins nous invitèrent sur leurs bateaux. Nous acceptâmes de venir le soir sur le transport militaire *Chitcha* ancré dans

le port, où l'on nous nous nourrirait et nous coucherait. Nous étions donc libérés de tout souci domestique. Nous remerciâmes de tout cœur nos camarades si attentionnés et si hospitaliers. Nous nous préparions déjà à nous séparer quand un marin essoufflé arriva et nous informa que nous étions convoqués sans délai au Soviet de Helsingfors.

Comme il fallait se mettre à l'œuvre sans perdre un instant, nous déléguâmes au Soviet nos agitateurs Pélikhov, Dingelstaedt et Zintchenko ; je me rendis avec Jemtchoujine à l'imprimerie pour sortir le journal.

A l'imprimerie, tout était déjà prêt. Nous livrâmes la copie préparée et notamment les articles écrits en route. Nous vîmes naître notre œuvre, le journal bolchévik de Helsingfors. Il serait difficile de trouver des mots pour exprimer l'émotion et la joie que nous éprouvions. Mais plus nous étions soucieux de voir notre journal prêt, mieux nous voyions combien l'imprimerie choisie était mal outillée. Elle n'avait pas de linotypes et les casses y étaient d'un vieux modèle incommode. L'enquête de la veille nous avait appris qu'à l'exception de l'imprimerie du Sénat finlandais qui publiait les journaux du pays, la ville n'avait pas de meilleur établissement. Nous peinâmes toute la journée sur notre numéro. Nous ne vîmes que le soir les premiers exemplaires imprimés. Notre joie était sans borne.

A vrai dire, si nous nous plaçons à notre point de vue actuel, le journal avait bien des défauts. Il suffit d'indiquer qu'il ne contenait presque rien en dehors des articles politiques. Mais tous les organes du Parti avaient alors cette allure et les articles présentaient, pour les masses, qui ne savaient pas s'orienter parmi les événements, un intérêt essentiel.

Bientôt vinrent nos « vendeurs » improvisés qui

prirent les numéros imprimés. La joie était générale à la vue du journal. Nous partîmes avec ces marins.

Avant de nous rendre au *Chtcha* comme il avait été convenu le matin, nous passâmes chez nous. Nous trouvâmes nos agitateurs dans une grande animation. Leur journée avait été extrêmement orageuse.

J'ai déjà dit qu'à notre arrivée, le Soviet s'était montré méfiant et soupçonneux en apprenant nos intentions de travail politique. Mais notre action n'était encore qu'à l'état de projet et les dirigeants du Soviet pouvaient espérer que nous n'arriverions à rien. Dès le lendemain, ils se convainquirent de l'impossibilité de nous ignorer et de nous passer sous silence. Effrayés, les officiers du cuirassé *Empereur Paul I^{er}* s'étaient empressés d'informer le Soviet du succès de notre agitation sur le vaisseau, non sans résumer nos discours sous la forme la moins séduisante et la plus terrifiante. D'autre part le Soviet avait été informé que nous commencions à publier un journal. Les dirigeants du Soviet s'étaient émus. D'abord résolus à nous arrêter tout bonnement, ils étaient revenus sur cette décision et nous avaient convoqués en séance plénière du Soviet. Nos agitateurs durent soutenir là une véritable bataille rangée. Ce n'étaient, partout, à leur adresse, qu'éclats de cris d'indignation et menaces d'arrestation. Les copains, ne perdant pas la tête, tinrent le coup avec sang-froid et se mirent à expliquer ce que nous venions faire. L'assemblée se calma peu à peu. Des assistants se montrèrent même sympathiques. Pour finir, les dirigeants du Soviet, durent, bien à contre-cœur, autoriser nos représentants à continuer la tâche commencée. Tout est bien qui finit bien ! Sans nous attarder à discuter cet événement, nous nous dirigeâmes vers le transport *Chtcha* où nos camarades marins nous avaient préparé le souper et

le thé. Je ne saurais décrire dans quelle atmosphère fraternelle nous nous trouvions. Les entretiens se prolongèrent jusqu'à une heure avancée de la nuit, nous nous installâmes confortablement sur les couchettes de l'équipage et nous endormîmes d'un sommeil réparateur.

La première pensée de Jemtchoujine le lendemain matin fut de saisir une occasion pour envoyer le premier numéro de la *Vague* à Pétrograd. « J'imagine, disait-il joyeusement, la tête que vont faire nos « généraux » pétersbourgeois quand ils verront que nous avons publié notre journal dans les trois jours, comme nous l'avions promis ! » Une occasion se présenta en effet ce jour-là et le premier numéro de la *Vague*, accompagné d'une lettre explicative, partit solennellement pour Pétrograd. Prenant congé de nos hôtes, je pris sur le pont un cliché où l'on voyait Jemtchoujine, entouré de marins ; nos autres camarades étaient déjà partis.

La répartition du travail fut la même que la veille. Je publiai avec Jemtchoujine le deuxième numéro de la *Vague* tandis que nos agitateurs faisaient des réunions sur le bateau, répandaient le journal et recueillaient les fonds. Ce soir-là, nous rencontrâmes pour la première fois le leader de l'organisation social-démocrate de Helsingfors, Khiliani. Il se montra très aimable et nous invita à prendre la parole dans un grand meeting au théâtre Alexandre. Nous y consentîmes et l'accompagnâmes. Chemin faisant nous eûmes avec lui un entretien détaillé qui nous éclaira à fond sur sa physionomie politique. Il nous déclara d'emblée qu'il ne se considérait ni comme bolchévik ni comme menchévik et se refusait à admettre semblable distinction. Mais quand nous nous mîmes à l'interroger sur les questions les plus brûlantes de l'actualité, il se révéla menchévik et parti-

san endurci de la défense nationale. Sceptique à l'égard de notre projet de créer une organisation par en bas, il invoqua son expérience de 1905, quand, disait-il, les ouvriers furieux l'avaient fait passer par la fenêtre.

Nous l'écoutions en souriant. Le chemin de ce « camarade » n'était évidemment pas le nôtre.

Alexandra Mikhaïlovna Kollontaï, arrivant de Suède, de passage à Helsingfors, devait prendre la parole au meeting ainsi que Khiliani et nous. Nous décidâmes d'abréger nos discours et de ne donner la parole qu'à Dingelstaedt et Pélikhov.

Le discours de Khiliani, qui prit la parole le premier, fut étonnamment terne et inconsistant. Jusqu'à la fin il fut impossible de se rendre compte de ce que voulait l'orateur. Ayant fini, il nous adjura à mi-voix de ne pas poser trop nettement la question de la guerre, de peur que les marins indignés ne nous assomment ou ne nous attaquent. Ces craintes s'avérèrent dénuées de fondement. Quand Dingelstaedt en vint à dire avec circonspection qu'il était nécessaire d'agir avec énergie pour provoquer la fin de la guerre et une paix démocratique, la salle tout entière applaudit avec ensemble. Le discours de Kollontaï qui parla très bien, avec flamme, n'eut pas moins de succès.

Rentrant du meeting en échangeant nos impressions, nous fûmes unanimes à conclure qu'il était inadmissible de tolérer plus longtemps l'existence d'une organisation qui avait des chefs tels que Khiliani. Il fallait multiplier les efforts pour hâter le groupement des éléments bolchéviks de la flotte, de l'armée et de la classe ouvrière, puis briser du dedans l'organisation existante ou révéler avec éclat son caractère menchévik.

Nous avions du travail en abondance, ça marchait,

il fallait seulement renforcer notre petit groupe en y faisant entrer de nouveaux militants qualifiés. Nous résolûmes d'appeler à la rescousse quelques-uns de nos amis.

Le lendemain matin, tous mes camarades étant allés à leurs affaires, comme je préparais seul les matériaux du prochain numéro deux civils entrèrent dans la chambre et demandèrent à voir le rédacteur de la *Vague*. Je leur dis que c'était moi. « Voyez-vous, commença l'un des deux, le plus grand, nous sommes de la gauche du Parti ouvrier social-démocrate de Finlande. La lecture de votre journal nous a appris qu'il adopte la plate-forme bolchévik, sur laquelle nous nous plaçons aussi. Nous sommes venus prendre contact avec vous, et vous dire que si vous avez besoin d'un coup de main, vous pouvez entièrement compter sur nous ! »

L'émotion faillit me rendre muet. L'Internationale m'apparaissait très réelle, bien vivante. Les délégués des ouvriers révolutionnaires finlandais venaient nous tendre une main fraternelle et nous offrir de combattre ensemble l'ennemi commun. Je remerciai avec chaleur ces deux camarades. C'étaient Wasten, plus tard commandant de la garde rouge finlandaise, avec laquelle il combattit Mannerheim, et Sidorov, un ouvrier russe, aujourd'hui secrétaire de l'un des grands comités provinciaux du Parti. Après les premières poignées de main, nous passâmes à l'étude de la situation à Helsingfors et des perspectives du travail immédiat. Je reçus une fois de plus les renseignements les plus fâcheux sur l'organisation social-démocrate de la ville.

Quand j'informai mes visiteurs que nous organisions déjà des groupes bolchéviks sur les vaisseaux et nous préparions à former un comité pour la ville, ils accueillirent ces nouvelles avec joie. Nous

passâmes à la question du journal. Je me plaignis de l'insuffisance du matériel d'imprimerie. « Pourquoi n'essayez-vous pas de mettre à profit l'imprimerie du Sénat ? » demanda Wasten. — « Mais c'est une imprimerie finlandaise, répondis-je, sans doute n'a-t-elle pas de caractères russes et d'ailleurs les sénateurs finlandais l'autoriseraient-ils à publier notre journal ? » Wasten m'assura que l'imprimerie du Sénat possédait des caractères russes et que nous obtiendrions certainement l'autorisation, la majorité du Sénat étant formée de social-démocrates qui ne feraient pas d'objections. « Enfin, si c'est nécessaire, nous exercerons une pression », acheva Wasten en souriant. Nous nous quittâmes amis, bien décidés à garder le contact.

Jemtchoujine, quand je le vis à l'imprimerie, fut tout aussi heureux que moi de cette visite matinale. Il s'intéressa particulièrement à la possibilité de nous servir de l'imprimerie du Sénat. Nous convînmes de nous y rendre dès le lendemain matin pour tâter le terrain.

Un incident inattendu modifia le lendemain matin nos projets. Nous étions encore couchés, quand la porte s'ouvrit et Cyrille Orlov, tout joyeux, fit son entrée. Au reçu d'une lettre de l'un de nous, il accourait de Cronstadt pour nous donner un coup de main. Inutile de dire quel accueil nous lui fîmes. Nos forces augmentaient, les socialistes de défense nationale n'avaient qu'à se bien tenir !

Je ne reconnus pas tout de suite Cyrille et ce n'est qu'au bout d'un certain temps que je me souvins de l'avoir vu à Pétrograd dans un premier meeting, pendant la révolution de Février. Les questions et les récits n'eurent plus de fin et me prirent toute la matinée.

Vers une heure, nous nous ressaisîmes, Jemtchou-

jine et moi, il fallait nous hâter si nous voulions nous rendre au Sénat. Nous nous préparâmes. Cyrille, également brûlant du désir de se mettre au travail, se joignit à nos agitateurs qui se dirigèrent vers les vaisseaux.

Notre première démarche au Sénat, c'est-à-dire au vice-président Tokoy, n'eut pas de succès. Craignant de tout gâcher, nous nous gardions bien de dire qu'il s'agissait d'un journal social-démocrate. Tokoy, me voyant en manteau d'officier, alors que Jemtchoujine était vêtu d'un complet plutôt râpé, se montra soupçonneux et se borna à nous répondre évasivement qu'il consulterait ses collègues. Nous partîmes sans rien avoir obtenu de plus. Nous désespérions déjà, quand notre nouveau camarade finlandais, Wasten, nous tira d'embarras en nous expliquant que Tokoy était social-démocrate et que l'on pouvait lui parler clairement. Il documenta de même Tokoy sur notre compte. Et quand, quelques jours plus tard, nous revîmes le vice-président du Sénat, l'accord fut tout de suite conclu.

L'imprimerie du Sénat dépassa nos espérances. Un personnel nombreux, plusieurs ateliers de composition, des machines perfectionnées, tout cela promettait. Je transportai à l'imprimerie jusqu'à mon travail de rédacteur.

Ma situation de rédacteur était assez embarrassante. Au début Jemtchoujine m'avait aidé à rédiger le journal, mais il s'était peu à peu écarté du travail ; il dut bientôt se rendre à Pétrograd. Dingelstaedt le suivit bientôt. Je fus à la fois rédacteur, seul collaborateur régulier, metteur en page et correcteur. Il était toujours difficile de réunir la copie. Je devais par la force des choses, reproduire de nombreux passages de l'organe central du Parti. Je tirais une partie de ma copie des résolutions et des

lettres de marins et soldats ; je devais écrire à peu près la moitié du numéro, en signant mes articles de divers pseudonymes. Et c'était là le plus difficile. Devant écrire beaucoup, chaque jour, je n'avais pour cela pas un coin tranquille. La seule chambre dont nous disposions nous servait à la fois de chambre à coucher, de salle à manger, de cabinet de travail et de club ; on s'y réunissait sans cesse pour parler sans arrêt, crier, fumer jusqu'à rendre l'air irrespirable. Je tentai d'abord, héroïquement, d'écrire quand même, mais je n'y pus tenir et m'installai, avec ma feuille de papier et mon crayon, dans un corridor, sur un escalier, n'importe où pourvu que ce fût à distance du bruit et des cris obsédants. Je trouvai, à la fin, un refuge assez clair et, ce qui était le principal, bien tranquille, bien dérobé : le water-closet. Je m'y enfermai et, bien que sans grand confort, j'y écrivis mes articles dans le calme et le silence.

Notre installation à l'imprimerie du Sénat m'ouvrit la possibilité de travailler sur place. Désormais j'écrivis là mes articles qui étaient aussitôt composés.

Notre travail d'organisation de noyaux bolchéviks sur les vaisseaux fut bientôt assez avancé pour que l'on pût créer le Comité de Helsingfors du P.O.S.D.R. (bolchévik). Nous invitâmes les groupes les plus importants à nous envoyer des délégués et formâmes, au début d'avril, ce comité. Y entrèrent : Pélikhov, Orlov, Jemtchoujine (absent), le marin Khovrine, le marin Maroussev, plusieurs autres marins représentant les cellules de la flotte et moi. L'ouvrier Sidorov, dont j'ai déjà parlé, fut élu secrétaire. La *Vague* devint l'organe du comité. Le Comité central du Parti reconnut bientôt la nouvelle organisation. La recommandation de deux comités du Parti

nous était nécessaire : nous eûmes celles de Péetrograd et de Cronstadt. Sidorov, notre secrétaire, entrant en fonction, fit imprimer quelques milliers de cartes du Parti. La distribution de ces cartes nous permit de nous rendre un compte exact du nombre de nos affiliés.

Nous comprenions tous que notre comité n'avait qu'un caractère provisoire et nous préparions une conférence pour y faire élire un comité régulier et dûment mandaté.

L'événement suivant interrompit brusquement notre travail.

Le Soviet de Helsingfors annonça que l'on fêterait le 4 avril la révolution. Un grand cortège défilait dans les rues avec des drapeaux rouges, des banderoles et des orchestres. Nous participâmes à cette manifestation. Et la situation affligeante, bien que comique, que nous avions eu l'occasion d'observer auparavant à Helsingfors, se révéla on ne peut mieux. Les officiers dirigeaient et organisaient tout. Sur la tribune même on voyait briller au beau soleil printanier des épaulettes dorées. Ce fut un général gonflé d'importance qui prit la parole au nom du Parti socialiste-révolutionnaire. Je rencontrai le trésorier du Comité local de l'organisation social-démocrate : c'était un capitaine en second au nez rouge et qui avait la tête d'un « poivrot ».

Et toute cette aimable compagnie portant de larges rubans rouges et les insignes du Soviet et du Comité exécutif se pavait avec orgueil, jouant les « chefs de la révolution », et précédant les colonnes silencieuses de soldats et de marins !

Je me demandais : « La vie tardera-t-elle à vous démasquer et à montrer que vous n'êtes pas révolutionnaires ? »

Je ne m'attendais nullement à ce que la journée sui-

vante fût aussi édifiante à cet égard. Les masses ouvrières finlandaises apprirent le 5 avril que le Conseil central des syndicats avait obtenu à Péetrograd, du Gouvernement provisoire, un décret établissant la journée de 8 heures. Mais il n'y avait rien de changé en Finlande. Les masses ouvrières s'en émurent et descendirent dans la rue. Une nouvelle manifestation se produisit le lendemain de l'imposante manifestation officielle, pour des revendications immédiates, concrètes, authentiquement révolutionnaires. Et ce que l'on pouvait attendre arriva. Les masses ouvrières se trouvèrent seules dans la rue. Les galonnés qui, la veille, se pavait fièrement en tête des colonnes de manifestants, se cachaient maintenant. Ces deux manifestations, l'une succédant à l'autre, n'avaient entre elles aucun point de comparaison.

Les masses ouvrières finlandaises ne furent pourtant pas livrées à elles-mêmes. Nous mobilisâmes toutes nos forces et fîmes descendre dans la rue, à la rescousse des ouvriers finlandais, les marins révolutionnaires. Ce fut la première action sérieuse de notre jeune comité. En quelque sorte, notre baptême du feu. Et ce fut en somme un succès. Les marins se montrèrent assez nombreux dans les rues, mêlés aux ouvriers finlandais ou formés en colonnes séparées.

Je vis encore là s'attester la solidarité ouvrière. La manifestation pour les 8 heures donna aux ouvriers finlandais et aux marins russes maintes occasions de fraterniser.

Après le défilé dans les rues, un meeting, auquel nous participâmes, eut lieu devant le Palais du Travail. Les discours prononcés en russe ou en finlandais étaient aussitôt traduits dans l'autre langue. Cyrille Orlov prit la parole au nom du comité de

Helsingfors du P.O.S.D.R. (bolchévik) ; Pélikhov parla en qualité de représentant du 1^{er} équipage de la flotte.

Je me souviens comme si c'était d'hier, du discours ardent mais réfléchi et bien martelé de Pélikhov. Il convia les ouvriers finlandais à combattre résolument le patronat et les assura que les baïonnettes de la flotte de la Baltique soutiendraient toujours les actions du prolétariat finlandais. Il serait difficile de décrire l'enthousiasme que suscita ce discours.

On apprit, pendant le meeting, que l'association des industriels métallurgistes, réunie non loin de là chez un particulier, examinait la situation. La foule résolut de se rendre sur-le-champ à cette adresse. Une délégation, dans laquelle entrèrent Cyrille Orlov et Pélikhov, fut chargée des négociations. A mon grand regret, je dus quitter mes camarades pour mettre le journal sous presse. Les événements allaient prendre une tournure des plus curieuses.

Orlov et Pélikhov communiquèrent aux Finlandais habituellement froids leur fougue révolutionnaire et prirent en réalité la tête de la délégation. Ayant trouvé la maison où délibéraient les industriels, les délégués ouvriers y firent irruption le revolver au poing et exigèrent l'adoption immédiate, dans la Finlande entière, de la journée de 8 heures. Dans le cas contraire, ils menaçaient de réquisitionner toutes les fabriques et toutes les usines.

On se figure l'émotion des bourgeois paisibles qui délibéraient calmement, installés dans de confortables fauteuils, dans le silence d'un cabinet de travail. La clameur de la foule accourue sous les fenêtres accrut leur malaise.

Les patrons effrayés capitulèrent. La journée de 8 heures était conquise.

La joie de la foule ne connut plus de bornes. Marins et ouvriers finlandais s'embrassaient.

La fête se prolongea tard dans la soirée, dans toutes les rues de Helsingfors. Quand, à la lueur des réverbères, sous les scintillantes étoiles, je quittai la typographie pour rentrer chez moi, j'aurais pu me croire à Naples le jour du carnaval. Partout retentissaient de joyeuses chansons. On dansait çà et là. Des ouvriers finlandais et des marins russes, bras dessus bras dessous, plus ou moins saouls, me croisaient à chaque instant.

La presse finlandaise fit grand bruit le lendemain autour de l'immixtion des Russes dans les affaires de la Finlande. Mais il était trop tard, il y avait fait accompli et les journaux finirent par se taire.

Notre rôle dans la conquête par les ouvriers finlandais, de la journée de 8 heures, accrut sensiblement notre prestige et fit comprendre que nous étions une force.

La vieille organisation « social-démocrate » de la ville résolut d'engager avec nous des négociations pratiques.

Nous fûmes invités à envoyer nos délégués, à un jour fixé, chez le président de l'ancienne organisation, S. A. Garine, qui était aussi le président du Soviet de Helsingfors. Notre groupe désigna deux de ses membres : Cyrille Orlov et moi. Chez Garine, nous trouvâmes un autre personnage influent de l'ancienne organisation nommé Trofimov. Garine nous déclara tout de suite que, vieux bolchévik, il sympathisait sans réserve avec notre journal et notre action. Trofimov dit que, quoique menchévik, il avait constamment milité dans les organisations bolchéviks et croyait nécessaire de trouver un terrain d'entente avec nous.

Nous tombâmes d'accord sur l'inconvénient de

l'existence parallèle de deux organisations social-démocrates dans la ville. Il fallait une organisation unique. Mais comment faire l'unité ? Les opinions se divisèrent. Les représentants de la vieille organisation nous proposèrent la fusion. Nous soulignâmes la structure défectueuse de l'ancienne organisation et le rôle qu'y jouaient des éléments indésirables tels que Khiliani ; et nous insistâmes sur la nécessité de la dissoudre pour en réadmettre individuellement, après une sévère étude de chaque cas, les membres parmi nous. Une brève discussion suivit, à la fin de laquelle Garine et Trofimov cédèrent et il fut décidé qu'une assemblée générale de l'ancienne organisation se réunirait prochainement pour discuter de sa dissolution.

Cette réunion eut lieu deux ou trois jours plus tard dans l'ancienne résidence du général-gouverneur. Nous y assistâmes, Cyrille Orlov et moi, en qualité de représentants du Comité de Helsingfors.

Garine ouvrit la séance en déclarant que l'organisation, mal constituée, s'était montrée insuffisamment active. « Maintenant, ajouta-t-il, des organisateurs expérimentés sont arrivés à Helsingfors et ont créé une organisation, dirigée par le Comité de Helsingfors du P.O.S.D.R. (bolchévik), et qui s'appuie sur les masses. L'existence dans la ville de deux organisations social-démocrates étant inutile, je propose de dissoudre la nôtre et d'inviter les camarades à entrer dans celle du Comité de Helsingfors. » L'assemblée fut loin de se montrer unanime. Plusieurs orateurs manifestèrent leur étonnement de cette proposition. Cyrille Orlov prononça un réquisitoire véhément contre la politique de collaboration de classe des menchéviks, politique à laquelle il fallait mettre un terme parmi nous. Il invita tous les assistants à se grouper sous le drapeau révolutionnaire

des bolchéviks et de leur organisme local, le Comité de Helsingfors. Après quelques hésitations, la majorité se prononça pour la liquidation. Les intellectuels et les officiers présents votèrent, avec une mauvaise humeur visible, la résolution proposée par Garine. Ils se doutaient bien que la nouvelle organisation ne les recevrait pas et que, par conséquent, leur carrière politique était terminée.

Ainsi l'ancienne organisation avait vécu. Nous revînmes joyeux, Cyrille et moi, et rendîmes compte de notre mission au Comité de Helsingfors.

L'ancienne organisation ne devait pas nous donner un seul militant actif. Nous refusâmes d'admettre Khiliani ; Trofimov disparut et Garine se borna à une collaboration occasionnelle au journal.

Nos rangs grossissaient pourtant rapidement. Nos cellules se multipliaient, de nouveaux militants nous arrivaient du centre.

Antipov, qui portait le sobriquet d'*Anatole*, arriva le premier. C'est alors que je fis sa connaissance. C'était un brave garçon et un bon agitateur. Son arrivée fit sensation parmi nous. L'une des premières affaires auxquelles il eut l'occasion de participer fut un meeting monstre organisé place du Sénat, sur la question des terres.

Nous apprenions que le Gouvernement provisoire s'opposait par tous les moyens, sans reculer devant l'emploi de la force, à l'expropriation des propriétaires fonciers par les paysans ; sa thèse était que la question des terres devait être tranchée par l'Assemblée constituante. Tel était aussi l'avis des partis de collaboration de classe, menchéviks et socialistes-révolutionnaires, qui aidaient le Gouvernement provisoire à réprimer parfois cruellement le mouvement révolutionnaire des paysans.

Ces nouvelles firent naître parmi nous et aussi

parmi les marins une émotion profonde. Je me souviens qu'un groupe indigné de marins du cuirassé *Gloire* fit un jour irruption chez nous en jurant et criant que les marins ne permettraient pas aux bourgeois du Gouvernement provisoire d'étrangler les comités agraires. « Nous en avons assez ! » déclaraient les marins. — Il faut réunir un meeting monstre de la flotte et crier à la Russie entière que les propriétés foncières doivent être sur l'heure transmises aux paysans ! »

Cette initiative fut la bienvenue. Nous décidâmes l'organisation d'un grand meeting, nous en fixâmes l'heure et le jour et nous chargeâmes les marins du *Gloire* de convoquer sur les bateaux les copains.

Le meeting fut en effet des plus réussi. La question des terres passionnait les marins, les soldats et les ouvriers. Près de la moitié de la ville se trouva rassemblée sur la place du Sénat.

Cyrille Orlov parla le premier, Antipov lui succéda à la tribune. De nombreux marins parlèrent.

L'assistance était absolument unanime. Tous les orateurs se prononçaient pour la transmission immédiate des terres aux paysans, sans attendre la Constituante. Une résolution dans ce sens fut adoptée à l'unanimité et envoyée le jour même à Pétrograd au Gouvernement provisoire et au Soviet des députés ouvriers et soldats.

Mais un incident des plus désagréable vint assombrir le meeting et nous en gâter l'impression. Un des hommes que nous détestions le plus, le lieutenant Brillantov, vice-président du Soviet de Helsingfors, fit son apparition à la tribune.

J'ai déjà parlé de la campagne que ce monsieur avait commencée contre nous à notre arrivée. Il n'avait certainement jamais eu aucun rapport sérieux avec la révolution et ne s'était trouvé porté à

la crête des vagues que par hasard, dans la confusion des premiers jours de Février. Il s'efforçait maintenant de garder sa « haute » situation, de devenir « populaire » et de se rallier l'« estime générale ». Il ne pouvait naturellement pas manquer un événement tel que notre meeting.

Il fit une apparition théâtrale à la tribune, vêtu d'un superbe manteau d'officier, et dit à peu près ceci : « Chers camarades ! Je viens vous dire que je suis de toute mon âme avec vous, quand vous revendiquez la terre ! (*Vifs applaudissements.*) La terre doit appartenir aux paysans ! (*Vifs applaudissements.*) Et dès que nous aurons battu ces maudits Allemands (il cria ces derniers mots d'une voix de fausset), nous aborderons la juste solution de la question des terres ! »

Puis, il descendit de la tribune face à la foule. Une sorte de corridor vivant s'ouvrit devant lui et il y passa en vainqueur, sous un hourrah tonnant qui se prolongea en ovation.

L'ingénuité politique de cette foule nous eût fait pleurer. A peine l'auditoire avait-il écouté nos orateurs en les approuvant que le premier venu, un démagogue avéré, venait lui jeter une phrase révoltante et banale sur les maudits Allemands et se faisait accueillir en triomphateur ! Pourquoi ? Parce qu'il condescendait à « trancher », du haut de sa grandeur militaire, la question agraire qui tenait tant à cœur aux paysans. Les masses auraient donc encore à traverser bien des épreuves dans le creuset de la révolution, avant d'apprendre à distinguer les « loups » des « agneaux » !

Le meeting se terminait, la résolution était adoptée, la foule commença à se disperser. Il n'y avait plus rien à faire. Nous dûmes nous séparer nous aussi, le cœur gros.

Après Antipov arriva de Pétersbourg le jeune agitateur Samuel Brodski. Il ne resta pas longtemps parmi nous. Il visita les vaisseaux, il fit un peu d'agitation et repartit au bout de deux jours.

Le temps passait. Le jour attendu de la conférence des organisations du Parti se rapprochait. Nous devions nous hâter, car une conférence panrusse du Parti se réunissait à la mi-avril et nous tenions à y être représentés.

Nous convoquâmes la veille une réunion de militants actifs du Comité de Helsingfors dans laquelle nous préparâmes les travaux de la conférence et l'ordre du jour. Il fut décidé de proposer pour la présider la candidature de S. A. Garine, bien connu à Helsingfors. Mais comme Garine ne pourrait sans doute assister à toutes les séances, il fut décidé de me confier la direction générale de la conférence en me nommant vice-président.

Sur la situation politique, deux points de vue se manifestèrent au comité : le plus modéré se rapprochait de celui de Kaménev ; le plus révolutionnaire se basait sur les fameuses thèses publiées par Lénine dès son arrivée de l'étranger. Cyrille Orlov représentait la première tendance, Antipov la seconde. Pour que la question la plus importante de l'ordre du jour fût étudiée à fond, il fut décidé de donner aux deux tendances la possibilité de s'exprimer et de désigner les deux camarades en qualité de rapporteurs.

La conférence s'ouvrit le lendemain dans la grande salle de l'ancienne résidence du général-gouverneur. L'assistance était assez nombreuse. Presque tous les bâtiments de la flotte à l'ancre à Helsingfors étaient représentés. J'aperçus, parmi les invités, également nombreux, le trop fameux Khiliani. Cette fois il se tenait modestement à l'écart.

Cyrille Orlov ouvrit la conférence et proposa après un bref discours de constituer le bureau comme nous l'avions indiqué la veille. L'assemblée approuva à l'unanimité les candidatures présentées et Garine étant absent, comme nous nous y attendions, je présidai.

On commença, selon l'usage, par les messages de bienvenue. Wasten apporta à la conférence celui de la gauche du Parti ouvrier social-démocrate de Finlande, Antipov celui du Comité de Pétrograd, moi, celui de la rédaction de la *Vague*. Je ne me souviens pas exactement des autres messages. Puis la conférence commença ses travaux. Les orateurs furent nombreux.

C'est ici que je vis pour la première fois le marin Berg, figure intéressante et originale. De petite taille, trapu et râblé, taillé eut-on dit dans du granit, il donnait l'impression d'une puissance extraordinaire. Sa poitrine musclée le plus souvent découverte et sa voix très basse, mais chaude et ardente, s'harmonisaient parfaitement avec son allure. Il tonna en brandissant d'énormes poings contre la perfide bourgeoisie et invita les marins et les soldats à défendre fermement leur conquête : les Soviets des députés des ouvriers, des soldats et des marins.

Par la suite, après la révolution d'Octobre, j'eus souvent l'occasion de rencontrer Berg : il resta le même révolutionnaire fougueux, passionné, irréductible.

Il n'est plus. Atteint d'un mal grave en 1918, il se suicida dans une crise de désespoir. Ce combattant du rang était une personnalité.

Garine vint passer un moment à la conférence. Il prit la parole et, dans une courte harangue réussie, montra la trahison du Gouvernement provisoire et

la duplicité de sa politique. Son discours eut un gros succès.

Une résolution conciliante fut adoptée. Le Gouvernement provisoire y était reconnu dans la mesure où ses actes n'étaient pas en contradiction avec ceux des ouvriers du Soviet de députés ouvriers et soldats de Pétrograd. Soulignant d'autre part le caractère bourgeois du Gouvernement provisoire, la résolution revendiquait pour les Soviets la plénitude du pouvoir.

Le Comité de Helsingfors fut élu à la séance du soir ainsi que les délégués à la conférence panrusse du Parti. Presque tous les membres sortant du Comité furent réélus.

Cyrille Orlov et Antipov furent délégués à la conférence panrusse, avec le marin Nicolas Alexandrovitch Khovrine, porte-parole de la flotte de la Baltique.

Fait curieux montrant le faible degré d'éducation politique des assistants, un des délégués proposa la candidature de Khiliani, « l'un des premiers militants social-démocrates de Helsingfors », disait-il.

Ce camarade semblait ne pas se rendre compte de l'immense différence existant entre nos idées et celles de Khiliani.

Wasten combattit résolument cette proposition que je ne mis même pas aux voix.

Deux ou trois jours plus tard, deux nouveaux militants, Vladimir Zalejski et Bon, arrivèrent à Helsingfors. Leur arrivée coïncida avec un incident amusant.

En dépit de nos succès, nous étions loin d'avoir conquis la garnison de Helsingfors et la flotte de la Baltique. Nous recevions des informations alarmantes et parfois même menaçantes sur l'attitude de l'armée et de la flotte à notre égard. Dans les pre-

miers jours, il était arrivé que les marins vendant la *Vague* fussent chassés des bateaux et même frappés. Nous recevions des lettres d'injures où l'on nous invitait à « repartir pour l'Allemagne ». On nous donnait même un délai pour décamper, après quoi nous serions déclarés hors la loi. Ces épîtres nous faisaient bien rire.

Mais le jour de l'arrivée à Pétrograd des deux camarades que je viens de nommer nous faillîmes être écrasés.

A peine Zalejski et Bon avaient-ils pris quelque repos et nous avaient-ils informés de la situation à Pétrograd qu'un groupe de marins surexcités, visiblement animés de mauvaises intentions, firent irruption chez nous. Sans doute venaient-ils dans l'intention de démolir le mobilier et d'assommer les assistants ; mais nous trouvant trop nombreux et apercevant parmi nous des visages qui étaient inconnus, ils s'arrêtèrent un moment, interloqués, n'osant pas passer aux actes. Au lieu de nous assaillir, ils nous apostrophèrent avec ensemble, nous accusant de tous les crimes imaginables. Nous eûmes grand peine à les calmer et à donner la parole à l'un d'entre eux pour qu'il formulât leurs griefs. Je ne me souviens plus exactement de tout ce qu'il nous reprocha, mais deux griefs sont gravés dans ma mémoire. Ils permettent de juger les autres.

D'abord, il déclara que nous avions arbitrairement qualifié la *Vague*, « organe des marins de Helsingfors ». « Vous n'auriez eu le droit de qualifier ainsi votre journal, dit-il, que si l'ensemble des marins participaient à sa publication. »

C'était évidemment un malentendu. Il nous fut facile d'expliquer que les mots « des marins » ne sous-entendent pas obligatoirement la participation

de tous les marins et peuvent ne désigner qu'un groupe.

L'autre grief était plus risible encore.

« A quel parti appartenez-vous ? » demanda brusquement notre interlocuteur à Cyrille Orlov — « Je suis social-démocrate bolchévik ». — « Tiens ! tiens ! s'écria d'une voix mauvaise le marin triomphant, et chez nous à bord, vous vous êtes déclaré révolutionnaire ! » Nous ne pûmes nous empêcher de rire. Nous expliquâmes que les social-démocrates étaient aussi des révolutionnaires, bien qu'ils n'eussent rien de commun avec le Parti socialiste-révolutionnaire. Nos interlocuteurs se trouvèrent tout quinauds. Quelques-uns tentèrent de faire valoir que nous invitions les soldats et les marins à quitter le front, mais ils manquaient déjà de fermeté. L'attaque était terminée, nous passâmes à notre tour à l'offensive. Dans une harangue vibrante, fort bien construite, Bon expliqua ce qu'était le Parti bolchévik et quelles étaient ses aspirations ; Zalejski sut aussi se montrer convaincant et entraînant en citant l'exemple de la Commune de Paris et en exposant notre façon d'envisager le problème de la guerre.

Les marins étaient maintenant tout à fait calmés. Leur chef, désorienté, nous avoua sans malice qu'il avait toujours été menchévik et que l'influence acquise par les bolchéviks à Helsingfors, si grande qu'ils avaient détruit l'organisation modérée, l'avait mis hors de lui et poussé à l'action. Les autres s'excusèrent aussi et nous remercièrent pour nos explications. Ces ennemis s'en allèrent transformés en amis sincères.

Notre activité reprit son cours normal. Il y avait maintenant à Helsingfors tout un groupe de bons militants et l'on attendait d'un jour à l'autre l'arri-

vée de Léonide Nikolaévitch Stark. Je songeais à rentrer à Pétrograd.

C'est qu'en réalité j'étais déserteur, ayant quitté mon bataillon sans autorisation pour me consacrer entièrement au travail du Parti. Il fallait régulariser ma situation et pour cela rentrer à Pétrograd et poser la question, avec le concours du Parti, au ministère de la Guerre.

Le Comité de Helsingfors consentit à mon départ et désigna Jemtchoujine pour rédiger la *Vague* jusqu'à l'arrivée de Stark.

L'organisation militaire du P.O.S.D.R. (bolchévik) et la « Pravda des soldats »

De retour à Pétrograd, je me présentai tout d'abord au bataillon de réserve de l'armée chimique et des lance-flammes. Dans la désorganisation naturelle des premiers jours de la révolution, ma disparition n'avait pas eu de conséquences, bien que les chefs s'en fussent inquiétés. Si je m'étais attardé davantage, peut-être m'eût-on fait rechercher. Je repris le service. Je pensai un moment à me faire envoyer dans une unité de la garnison de Helsingfors pour y continuer le travail si bien commencé. J'obtins avec mon frère le concours de Kaménev qui tenta de faire décider par le Comité exécutif du Soviet de Pétrograd mon changement de garnison. Mais l'affaire traîna; d'autre part, je pris contact avec nos militants à l'armée, Podvoïski et Nevski, et commençai avec eux à former l'organisation militaire du Parti. Bref, je restai à Pétrograd.

Je me souviens, comme si elles étaient d'hier, des premières réunions de l'organisation militaire du Parti au palais de la Krzesinska¹. La première eut lieu dans une petite salle du premier étage. J'y trouvai, à mon grand étonnement, le sous-officier Tchirkov, de mon peloton, que j'avais presque cha-

que jour rencontré au service pendant un an. C'était un soldat admirable et aussi un homme sympathique et réfléchi. Je fus enchanté de le voir là. C'est dans ces réunions que commencèrent à se former les cadres de l'organisation militaire qui devait porter par la suite à travers les orages de la révolution tout le poids des événements de la dernière période. Je me souviens du lieutenant Ter-Aroutiouniantz, abondante chevelure noire, caractère pondéré; je me souviens de l'enthousiaste et fougueux lieutenant Koudelko; du prudent et toujours vigilant sous-lieutenant Tarassov-Rodionov, du soldat Béliakov, grisonnant, mais éveillé, du docteur Nakhimson, d'aspect taciturne, un peu voûté, toujours ferme et inflexible; et de bien d'autres. Plusieurs d'entre ces hommes ne sont plus. Ils ont prouvé leur dévouement à la révolution. Ils lui ont donné ce qu'ils avaient de plus précieux : leur vie.

Un soldat du régiment des grenadiers, Constantin Alexandrovitch Mékhonochine, fut élu secrétaire de l'organisation militaire. Il convenait parfaitement à cette fonction. Tranquille, réfléchi, appliqué, infatigable, il sut passer des heures dans la chambre réservée à l'organisation à s'entretenir avec les délégués venus de toutes parts. Je savais toujours en allant au palais de la Krzesinska que j'y trouverais Mékhonochine à son poste. Mes conversations avec lui m'apprirent que ce n'était pas seulement un soldat, mais aussi un homme profondément instruit et intéressant, un jeune savant qui s'était rendu peu de temps avant la révolution au Turkestan pour y poursuivre des travaux scientifiques.

Le travail d'organisation ne m'absorba pas longtemps. Podvoïski trouva que je pourrais rendre de plus grands services en qualité de publiciste et de journaliste. L'organisation militaire me nomma bien-

1. Danseuse à l'opéra de Pétrograd. Maîtresse de Nicolas II. (N. du Tr.)

tôt membre de la rédaction de l'organe militaire du parti, la *Pravda des soldats*. A la mi-avril, j'entrai dans mes nouvelles fonctions.

Mais il faut que je dise deux mots de mon service au bataillon de réserve de l'arme chimique et des lance-flammes, où j'étais officier de second rang du cadre permanent. Il m'arriva une chose curieuse.

Le ministre de la Guerre du Gouvernement provisoire, Goutchkov, s'adressa au bataillon, unité spéciale qui devait avoir un état d'esprit de gauche plus ou moins prononcé, en lui demandant, pour le travail dans ses bureaux, un des officiers connus pour leurs idées avancées. Il n'y eut rien d'étonnant à ce que les yeux du commandant du bataillon tombassent sur moi bien qu'il ne pût se douter — comme les autres officiers — du degré de mon extrémisme. Quoi qu'il en soit, je reçus l'ordre de me présenter au quai de la Moïka, chez le ministre de la Guerre, et d'entrer en fonction dans son secrétariat personnel. Cela, juste au moment où le Parti me désignait pour appartenir à la rédaction de la *Pravda des soldats*. Et il arriva que, travaillant le matin au secrétariat de Goutchkov, en raison de mes fonctions professionnelles (je ne pouvais pas refuser), je préparai le soir avec Podvoïski et Nevski les numéros de la *Pravda des soldats* qui combattait vigoureusement le même Goutchkov. D'ailleurs, je n'étais pas le seul bolchévik dans cette situation ambiguë. Le service militaire nous faisait travailler pour la défense nationale, c'est-à-dire pour l'affermissement du régime que nous combattons en tant que militants. Il n'y avait rien à faire à cela. Il fallait seulement tâcher de tirer parti de la situation. C'est ce que je fis, et même d'une façon assez humoristique.

Goutchkov, recherchant visiblement la popularité,

entendait que pas un télégramme de félicitations ou de vœux reçu à son nom ne restât sans réponse. Je fus chargé de rédiger les réponses du ministre, sous la direction de deux colonels autorisés par Goutchkov à signer à sa place. Ces officiers supérieurs passablement flemmards, s'étant convaincus que je savais écrire et n'étais pas monarchiste signaient presque sans les lire les télégrammes que je rédigeais.

Mais au bout de quelques jours ils sentirent que ça n'allait pas. Il arrivait que mes réponses fussent pour les patriotes exaltés de véritables douches froides. Je répondais à un télégramme réclamant la guerre jusqu'au bout, par un télégramme sur la paix sans annexions ni contributions ; à un télégramme parlant de la défaite totale des Allemands maudits, je répondais par un télégramme sur la solidarité internationale. Les colonels me regardèrent de travers. Je remarquai que mes textes étaient parfois modifiés à mon insu ; quand Goutchkov tomba et fut remplacé par Kérénski, je fus renvoyé à mon bataillon.

La rédaction de la *Pravda des soldats*, quand j'y entrai, était formée des camarades Podvoïski, Nevski et Lilina. Notre siège central était au Palais de la Krzesinska où l'on trouvait toujours quelqu'un de nos collaborateurs et où l'on recevait le courrier ; nous faisions le plus gros du travail à l'Imprimerie de la préfecture sociale (8^e compagnie du régiment d'Ismailovski, n° 22) où la *Pravda des soldats* était imprimée. Nous disposions ici d'une pièce assez vaste où nous nous réunissions et où nous nous partageons, tout en corrigeant les épreuves et en faisant la mise en page, le travail courant : rédaction des articles, mise au point des lettres de soldats que nous recevions chaque jour en quantité du front

et de l'arrière. La meilleure camaraderie régnait entre nous. Les articles qui suscitaient des doutes étaient lus à haute voix, discutés et corrigés. Pour autant que je m'en souviens, il ne se produisit jamais entre nous de discussion sérieuse à ce sujet.

La tâche principale du journal était de conquérir au bolchévisme la masse des soldats et en premier lieu la garnison de Pétrograd. Sous ce rapport la *Pravda des soldats* fut dès ses débuts le principal instrument de l'organisation militaire.

La tâche assignée au journal déterminait son caractère et son contenu. Tout d'abord, le journal devait aborder le lecteur le moins préparé, le moins éduqué. Les articles et les entrefilets devaient donc être rédigés en les termes les plus simples et toujours commencer par l'essentiel. Les mots étrangers n'étaient admis en aucun cas. Afin d'adapter le mieux les articles aux besoins des soldats, nous échangeons presque toujours nos copies pour nous corriger mutuellement, si besoin était. Un autre trait caractéristique du journal, c'était son penchant à traiter des questions intéressant les paysans. Nous tenions compte du fait que l'immense majorité des soldats étaient des paysans. Dès lors les questions se rapportant aux campagnes et en premier lieu la question agraire devaient intéresser grandement l'armée.

L'orientation juste du journal contribua à son prompt succès. Dès le début, le tirage du journal fut de 50.000 exemplaires et eut tendance à augmenter.

Notre succès se manifestait par la quantité des lettres que nous recevions de toutes parts. Leur nombre grandissait de jour en jour. Ecrites d'une écriture maladroite, à peine lisible, la plupart de ces lettres nous décrivaient en termes brutaux, mais

véridiques et sincères, la rude existence des soldats et exprimaient une vive sympathie pour le journal et pour le Parti.

Grâce à mon ancienne habitude de garder tout ce qui a trait à la révolution, j'ai pu conserver presque entièrement les archives de la *Pravda des soldats*. Des lettres de l'époque me rappellent maintenant ces grandes journées. Je ne résiste pas au désir d'en citer quelques-unes. Voici par exemple celle d'un soldat qui vient de découvrir notre journal. Je n'y change rien :

Camarade rédacteur !

Je viens de recevoir par hasard et de lire les premiers numéros de votre journal la *Pravda des soldats*, pour lequel tout l'escadron vous adresse ses remerciements ainsi qu'à vos principaux collaborateurs, les camarades Lénine et Zinoviev.

Camarade rédacteur, je vous envoie par ce courrier un mandat de 5 roubles, pour recevoir jusqu'à la fin de l'année la *Pravda des soldats*; si cette somme n'est pas suffisante, nous la compléterons, nous vous prions seulement de nous envoyer votre estimable journal, dont nous avons le plus grand besoin.

Camarade rédacteur, ayez encore l'obligeance de nous dire où et comment on peut trouver des publications pour la propagande à l'armée. Nous en avons aussi le plus grand besoin, car nous ne connaissons pas la situation du Parti, nous sommes ignorants et Messieurs les officiers en profitent pour nous bourrer le crâne avec leur « Ligue militaire » dans laquelle ils veulent faire inscrire les soldats. Nous n'avons pas idée de ce que c'est que cette ligue et de son objet, mais nous pensons qu'elle a seulement pour but d'assurer la majorité à leur parti dans l'Assemblée constituante. Nous vous demandons de répondre si possible par lettre à quelques questions en nous donnant des éclaircissements même brefs. Voici mon adresse :

Armée active, 7^e division de cavalerie, régiment de fusiliers, 2^e escadron, V.M. Gorontchérov.

Le 11 mai 1917.

Autre lettre :

Citoyen rédacteur!

Nous vous prions de nous envoyer au front votre estimable journal *la Pravda des soldats* qui nous verse au cœur une abondante lumière. Nous ne voulons pas lire les journaux des capitalistes, tels que le *Novoïe Vrémia*, les *Birjévyé Viédomosti*, etc. Ces journaux ne font que nous désenchanter. Envoyez-nous le journal du 1^{er} juin au 1^{er} septembre. Nous vous adressons un abonnement de trois mois. Faire les envois à : Armée active, état-major du 442^e d'infanterie, régiment de Kachinsk. Stépan Melnikov.

Nous recevions des lettres de ce genre par centaines. Elles montraient toutes que la *Pravda des soldats* tombée entre les mains de ceux auxquels elle était destinée conquerrait vite leur sympathie.

Mais nous commençâmes presque en même temps à recevoir des lettres qui nous apprenaient que les officiers contre-révolutionnaires prenaient des mesures contre notre journal. Nous reçûmes d'abord, les soldats ne sachant pas encore pourquoi le journal ne leur parvenait pas, des lettres comme celle-ci :

Camarade rédacteur,

Je vous prie de bien vouloir me dire pourquoi vous ne nous adressez plus votre journal que nous sommes désireux de recevoir, pour lequel nous avons réuni nos derniers sous et qui ne nous parvient pas encore.

(Ilya Goussev, armée active, 20^e régiment des grenadiers dit de Bazardjik, groupe des armes de tranchée.)

Les soldats comprirent plus tard de quoi il retournait et leurs lettres ultérieures parlent de l'action des officiers contre-révolutionnaires. Un exemple :

Cher monsieur, Monsieur le rédacteur,

Les journaux, la *Pravda des soldats* que vous envoyez au nom de vos aimables abonnés, les défenseurs de la patrie, c'est-à-dire les soldats, n'arrivent pas à destination, c'est pourquoi je vous prie de nous donner une aide sérieuse pour parer à l'avenir à l'action indésirable de nos adversaires, messieurs les officiers, qui, pensant que lesdits journaux nous seront très utiles, ce qui fait que nous tâchons de résoudre la question, retiennent lesdits journaux pour leur propre usage, étant conscients que la lecture de ces journaux par les soldats pourrait porter préjudice aux officiers. Ce qui précède permet de demander pourquoi nous avons dépensé notre argent? Tout doit se perdre en vain sans laisser de traces. Considérant ce qui vient d'être dit, je vous prie, cher monsieur, de prendre des mesures énergiques pour parer à l'action contraire de nos rivaux. Notre adresse est : Armée active, équipe des éclaireurs à pied du 160^e régiment abkhaze.

Voici une autre lettre caractéristique traitant du même sujet :

Chers camarades soldats !

Vous nous priez et invitez à lire et faire connaître ce que vous écrivez dans vos journaux. Nous sommes vraiment touchés par votre vérité politique qui nous donne raison dans la défense de la liberté chère, mais la question est seulement que nous ne recevons pas le journal. Nous vous prions très instamment de tâcher de nous l'envoyer, parce que nos vrais camarades parlent dans la *Pravda des soldats* de l'existence du soldat. Nous vous demandons encore, chers camarades soldats, concernant la bourgeoisie d'étouffer à chaque pas ce qu'elle fait contre notre liberté, que sa vérité n'existe pas pour nuire à notre liberté. Cette bourgeoisie est encore prête à faire la guerre tant que l'on voudra, mais vous savez vous-mêmes que nos camarades et nos frères sont esquinés et à bout de forces. Voilà trois ans que nous souffrons dans cet abattoir maudit sans voir la fin du massacre. Combien de temps nos frères souffriront-ils encore inutilement au front ? Chers

camarades, nous vous demandons de faire des démarches pour la fin de la tuerie. Chers camarades, donnez-nous vite une réponse, nous attendons. Vos proches camarades, Paul Lejnev et Nicolas Alexéiev, armée active, 131^e régiment (de Tiraspol), 2^e compagnie.

Presque toutes les lettres parlaient de la pénible situation du soldat au front. En voici quelques passages caractéristiques :

Soldats des tranchées, nous avons connu la faim et le froid. Dans les Carpathes nous avons eu de la boue jusqu'au cou, jamais de repos, on nous logeait des 40 à 100 hommes dans des misérables cagnas, nous manquions de munitions et parfois de fusils dans les tranchées. On nous envoyait, les mains nues, contre les barbelés, l'artillerie ne nous soutenait pas parce qu'elle n'avait pas de munitions. Et les hommes désarmés tombaient vague après vague, sous les barbelés de l'ennemi, hachés par les balles et les obus des tranchées allemandes.

(Kouvarine, du 322^e régiment dit de Soligalitch.)

Je cite encore :

Camarades,

Soldats du 2^e corps, nous occupons la deuxième année des tranchées humides, sans relève, sans pouvoir sortir à l'air respirer un peu, faire provision de bon air. Presque tous, camarades, nous sommes tombés malades, nous, soldats du 2^e corps, pour n'avoir pas vu la lumière de tout l'hiver. Nous vivons dans la cagna. Pas de fenêtre, rien qu'une petite flamme comme un œil libre, et qui ne donne pas de lumière, rien que de la suie que nous respirons, ce qui nous rend malades.

(Goloubov de la 4^e compagnie du 13^e régiment de fusiliers de Sibérie.)

Ou encore :

...On a peine à croire que la Russie soit libre. Il n'y a pas de liberté dans les tranchées. Nous res-

tons terrés dans nos tanières, attendant la mort d'une minute à l'autre.

Et nos chefs habitent les villages et les villes. Ils font la fête, ils se promènent sans avoir pitié de nous.

(D'une lettre du soldat Katz.)

Ces conditions d'existence intolérables suscitaient naturellement les protestations des soldats contre la guerre et faisaient naître une aspiration unanime à la paix. Sous une forme ou l'autre toutes les lettres de soldats parlent de la paix. Les uns en rêvent comme d'un bonheur inaccessible, les autres l'exigent et parfois menacent. Voici à cet égard une lettre intéressante :

...Pourquoi les députés ouvriers et soldats de Pétrograd ne pensent-ils pas à la paix ? Toutes les aspirations des soldats vont à la paix. Pourquoi ? Mais parce que pieds nus, en haillons, affamés, ils disent : Nous attendons la paix et si on ne la fait pas, nous la ferons nous-mêmes, alors elle sera faite et nous nous reposerons. Mais il n'y a personne, personne qui pense à la paix parmi les députés ouvriers et soldats. Ils ne pensent pas à leurs frères, ou ils pensent mal à nous, c'est certain, ils nous ont oubliés dans nos tranchées froides et humides, mais chacun aura son tour et si la paix n'est pas faite avant l'hiver, vous verrez, chacun sera traité selon ses mérites et surtout chacun de ceux qui ne suivent pas le bon chemin.

(Lettre d'un sous-officier du 4^e peloton, 1^{re} compagnie du bataillon spécial de la 4^e division d'infanterie.)

Toutes les lettres nous donnaient une idée complète et très nette du moral des soldats au front et à l'arrière. Elles nous permettaient d'observer un phénomène extrêmement important : le développement rapide de la conscience et de l'esprit révolutionnaires dans l'armée. Si, dans les premières, on voit s'exprimer les aspirations encore confuses des

soldats, les lettres suivantes formulent déjà ces aspirations avec une netteté parfaite, dans l'esprit des revendications essentielles que notre parti inscrivait sur ses drapeaux.

Notre rédaction s'efforçait de ne laisser sans réponse aucune de ces lettres. Nous en publiions une partie après en avoir quelque peu amélioré la forme et nous répondions, autant que faire se pouvait, par la poste à celles qui nous posaient des questions. C'était naturellement un rude travail. Le nombre des lettres croissait sans cesse, nous étions littéralement débordés. Nous dûmes, pour rédiger ce courrier et y répondre, faire appel à de nouveaux collaborateurs. La sympathique Soulimova nous aida d'abord; Nicolas Ilitch Podvoïski nous assura ensuite le concours de la camarade Altaéva, membre du Parti, écrivain doué, auteur de livres pour enfants; enfin, ma femme, Lydie Borissovna, vint travailler avec nous et se chargea bientôt de la correction du journal.

Un vieux militant du Parti, Dobrokhotov, déjà âgé, participait à notre travail. Une quantité fabuleuse de lettres et d'articles de soldats passèrent également entre ses mains. Il écrivait parfois lui-même.

J'ai déjà dit que le tirage et l'influence de la *Pravda des soldats* augmentaient rapidement. En mai, une partie importante de la garnison adoptait notre plate-forme politique.

Nos ennemis se voyant dans l'impossibilité de nous combattre sur le terrain des idées, ne pouvaient naturellement manquer de tenter, sous une forme ou sous une autre, de nous étrangler. Une tentative de ce genre eut lieu le samedi 13 mai 1917. Ce jour-là, vers 5 heures du matin, deux officiers et un civil pénétrèrent au palais de la Krzésinska, arrosèrent de benzine les tas de journaux préparés pour l'expédition

gratuite au front et y mirent le feu. Leur sale besogne faite, ils remontèrent dans leur automobile et disparurent. Réveillés, les camarades réussirent à éteindre l'incendie. Près de 40.000 exemplaires du journal furent brûlés, les murs et le plafond de la pièce furent endommagés.

L'offensive contre la *Pravda des soldats* ne se termina pas là. Nous eûmes bientôt à surmonter, pour publier notre organe, diverses difficultés techniques, jusqu'au moment où l'Imprimerie de la préfecture sociale nous fit savoir que, « vu l'abondance des commandes », elle n'était plus en mesure de nous imprimer.

La situation devenait critique. L'œuvre commencée avec tant de peine menaçait de s'interrompre. Il ne nous restait qu'une chose à faire : demander l'aide de nos amis et fidèles défenseurs, les ouvriers et les soldats de Pétrograd. Notre numéro suivant, daté du 19 juin (6 juin, vieux style) parut avec cet appel en caractères gras, à la première page :

Camarades soldats, camarades ouvriers et ouvrières! La typographie de la préfecture sociale, débordée de travail, ne peut pas continuer la publication de votre journal la *Pravda des soldats*. La *Pravda des soldats* ne paraîtra plus demain. Soldats, ouvriers et ouvrières, vous n'entendrez plus notre voix.

Camarades soldats, ouvriers et ouvrières! Si vous avez besoin du journal qui, sans zigzags d'aucune sorte ni hésitations, vous a conduits dans la voie du socialisme, si vous avez besoin du journal dont vos lettres, vos résolutions et vos articles fournissent plus de la moitié du texte, si vous avez besoin du journal qui vous a parlé en termes simples de ce que vous ne saviez pas ou ne compreniez pas, faites le nécessaire pour que la *Pravda des soldats* puisse paraître. Ouvriers et soldats pauvres, allez dans les casernes et dans les usines, ramassez les gros sous et achetez une imprimerie pour la *Pravda des soldats*!

Ce n'est qu'ainsi que vous assurerez la publication

régulière de votre journal et que vous pourrez en augmenter le format.

Que chaque lecteur, que chaque auditeur de la *Pravda des soldats* réunisse en un ou deux jours 2 ou 3 roubles pour notre imprimerie !

Camarades, ne perdez pas une minute ! Que pas une minute, à partir du moment où vous aurez lu notre appel, ne se passe sans que vous ayez recueilli pour notre imprimerie au moins quelques copecks !

A l'œuvre, camarades : la *Pravda des soldats* est entre vos mains.

LA RÉDACTION.

L'aide des soldats et des ouvriers ne se fit pas attendre longtemps. Notre appel était encore à la composition que nous reçûmes le produit de la première collecte, 33 r. 50 donnés par les typographes qui composaient notre journal.

D'autres dons suivirent. Des groupes de soldats, ayant décoré les attelages de leur compagnie de drapeaux y attachèrent des placards portant des mots d'ordre d'agitation et firent des collectes dans les rues. Ils nous apportèrent un concours sérieux. Mais nous avions quitté l'Imprimerie de la préfecture sociale et le journal ne put pas paraître pendant plusieurs jours.

Ce fut pour notre organisation un moment difficile. Soldats et ouvriers sympathisant avec nous s'efforçaient de réunir le plus de fonds possible et de donner au journal la possibilité de paraître.

Bien que nos capitaux eussent vite grandi, nous n'étions naturellement pas en état de faire rapidement l'acquisition d'une imprimerie. Notre organe central, la *Pravda*, qui poursuivait le même but, vint à notre aide. Nos faibles ressources mises en commun, il nous fut enfin possible d'acquérir une assez bonne imprimerie, l'Imprimerie du travail, située non loin du palais de Tauride, rue des Chevaliers-Gardes, 40.

C'est là que reparut, à la grande joie des soldats et des ouvriers de Pétrograd, notre *Pravda des soldats*.

A la mi-juin, presque en même temps que notre emménagement au nouveau local, un gros événement se produisit dans la vie de l'organisation militaire : ce fut la conférence panrusse des organisations militaires du Parti du front et de l'arrière. Nous nous y préparions depuis longtemps. Nous avions envoyé au front et dans certaines villes de l'arrière dont les garnisons étaient importantes, des émissaires chargés de rechercher les militants bolchéviks et de faire déléguer leur représentant à la conférence de Pétrograd. Ces émissaires s'étaient acquittés d'un gros travail de préparation. Il arrivait que l'un ou l'autre des nôtres arrivant dans une ville inconnue sans y avoir d'adresse d'aucune sorte, dût se renseigner à l'état-major ou encore demander tout simplement dans la rue au premier soldat venu : « Où sont les bolchéviks ? »

On l'envoyait de coutume à l'organisation bolchévik où tout au moins à un militant avec l'aide duquel il trouvait les autres. Nous réussîmes ainsi à réunir à la conférence 160 délégués représentant près de 500 régiments et 26.000 soldats appartenant aux cellules communistes. A première vue, la conférence réussit pleinement. Lénine et Zinoviev que la plupart des délégués voyaient pour la première fois furent rapporteurs. Les résolutions adoptées s'inspiraient de l'esprit et de l'action du Parti.

Mais une chose nouvelle nous fit réfléchir : le formidable esprit de révolte des orateurs de province.

Nous ne mettions pas encore à l'ordre du jour la question de l'insurrection. Nous n'avions ni les forces ni les moyens de la poser et les circonstances ne

s'y prêtaient pas. Nous ne faisons que nous organiser et accumuler les forces. Or, certains délégués nous invitèrent dans leurs discours à trancher tout de suite, par la force des armes, la question du pouvoir. Les dirigeants de la conférence réussirent avec peine à l'écarter de cette voie dangereuse et à mener à bien l'étude pratique des questions posées.

La conférence prit fin, mais la fermentation révolutionnaire de l'armée, exprimée par une partie des assistants, ne cessa pas. Elle devait bientôt se manifester dans la rue avec une force irrésistible : ce furent les journées de Juillet.

Les journées de Juillet

L'approche des journées de Juillet se fit sentir partout. Le mécontentement des larges masses de soldats, provoqué par la politique contre-révolutionnaire du Gouvernement provisoire, grandissait avec une force élémentaire.

Les lettres de soldats, qui affluaient au journal, étaient pleines de récriminations contre ceux qui s'opposaient à l'application des mesures révolutionnaires et aussi de menaces à l'adresse des bourgeois et des contre-révolutionnaires.

Il m'était donné d'observer le même développement de l'esprit d'opposition au bataillon de réserve de l'arme chimique et des lance-flammes. Des discussions animées s'y livraient à toute heure. Mais, dans son ensemble, cette unité était encore favorable à la défense nationale. Des menchéviks, des socialistes-révolutionnaires et des sans-parti indéterminés, élus au début de la révolution, siégeaient encore dans ses comités.

Par contre, tout était vraiment en ébullition à Cronstadt. J'y passai près d'une semaine, avant les journées de Juillet. Mon frère, F.F. Raskolnikov, parcourait en ce moment avec une délégation du Soviet de Cronstadt la côte de la Baltique, et m'avait prié de le remplacer à Cronstadt même, à la rédaction du *Goloss Pravdy* (la *Voix de la vérité*). On entendait fréquemment crier dans les meetings : « A bas le

Gouvernement provisoire ! » Les têtes chaudes préconisaient une marche immédiate sur Pétrograd pour exiger la transmission du pouvoir au Soviet des députés ouvriers et soldats. On entendait déjà reprocher aux chefs bolchéviks d'avoir peur et de ne pas vouloir renverser le Gouvernement provisoire.

J'ai conservé jusqu'aujourd'hui un billet rapidement écrit sur un petit morceau de papier, datant de cette époque, concis mais des plus caractéristique. Ce billet avait été adressé par notre camarade marin Kondakov, alors secrétaire du Comité du Parti à Cronstadt, au tribun de Cronstadt, Rochal, qui s'était arrêté chez moi. Le voici :

Camarade Simon ! Revenez au plus tôt ! Un meeting a eu lieu hier. La masse s'est tellement révolutionnarisée qu'elle nous chasse de la tribune en disant que nous avons peur de l'offensive, tandis qu'elle veut marcher en armes sur Pétrograd. Rentrez vite. Kondakov.

Rochal revint aussitôt et réussit à enrayer temporairement le mouvement qui menaçait d'éclater.

De grands débats se produisirent à Cronstadt à la veille de la manifestation du 18 juin, sur la façon d'y participer : en armes ou sans armes. Le Soviet de Cronstadt, craignant avec raison une provocation, décida que l'on irait à la manifestation sans armes. La plupart des marins, mécontents de cette décision, se refusèrent à manifester, et le fait est que le lendemain, à Pétrograd, on n'en vit que deux ou trois mille.

Ces faits montrent comment se préparaient les événements de juillet.

Les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires ont par la suite présenté les journées de Juillet comme le résultat d'une action préméditée et préparée

par les bolchéviks. C'est naturellement tout à fait faux. Les journées de Juillet surprirent tout autant nombre de militants influents de notre parti que les menchéviks et les socialistes-révolutionnaires. L'impétuosité des événements dépassa toute espérance et brouilla les vues et les prévisions de bien des gens. On vit se répéter trait pour trait ce que j'avais eu l'occasion de voir à Cronstadt en juin. La masse poussaif avec une force élémentaire les chefs à l'action décisive. Le 1^{er} régiment de mitrailleurs surtout donnait beaucoup de fil à retordre à notre organisation militaire. Il n'aspirait qu'à descendre dans la rue; officiellement, ce ne devait être que pour une manifestation. Mais en secret, les représentants autorisés du régiment disaient volontiers que, disposant d'un grand nombre de mitrailleuses, le régiment pourrait seul, sans peine, renverser le Gouvernement provisoire. Le comité de l'organisation militaire ne pouvait en aucun cas approuver pareille aventure. Le seul officier bolchévik du régiment, l'enseigne Sémachko, jouait un rôle singulier dans tous les pourparlers entre l'organisation militaire et cette unité. Jouissant au régiment d'une grande influence, il eût certainement pu, s'il l'avait voulu, le retenir. Membre discipliné du Parti, c'était son devoir. Le régiment descendit pourtant le premier dans la rue. Fait caractéristique, ce jour-là précisément, l'enseigne Sémachko, venu au palais de la Krzésinska, nous avait assuré que les mitrailleurs étaient tranquilles. Cette conduite de l'enseigne Sémachko ne nous étonne plus. Sémachko a trahi en 1922, en désertant, pour s'enfuir à l'étranger, son poste de premier secrétaire de la représentation soviétique en Lettonie. Peut-être poursuivait-il, dès 1917, des desseins que nous ignorions.

Après le 1^{er} régiment de mitrailleurs, le 180^e d'in-

fanterie, le régiment de réserve de grenadiers et diverses autres unités de la garnison de Pétersbourg descendirent dans la rue. La manifestation menaça de dégénérer en émeute. Le Comité central de notre parti décida alors de prendre la direction du mouvement et convoqua pour le 4 juillet une manifestation pacifique sous le mot d'ordre : « Tout le pouvoir aux Soviets ».

Je passais presque tout mon temps à la rédaction de la *Pravda des soldats*. Le 3 juillet, j'allai pour un moment à la conférence de la ville qui se tenait au palais de la Krzészinska. La plupart des délégués des rayons étaient très surexcités ; une partie d'entre eux insistaient sur la nécessité de l'insurrection. « De quelle manifestation pacifique peut-il encore être question, — criait un délégué de haute taille, en gesticulant avec force, — quand on tire dans les rues, quand c'est une nouvelle révolution ? »

Le fait est que la fusillade retentissait au centre de la ville. Des greniers et des balcons des maisons bourgeoises on avait tiré sur les premiers groupes du régiment de mitrailleurs et d'autres régiments descendus ce jour-là dans la rue de leur propre initiative. Mais les organismes dirigeants du Parti considéraient encore l'insurrection comme prématurée et entendaient donner au mouvement un caractère pacifique.

Nous voici au 4 juillet, jour fixé pour la manifestation. Temps splendide, soleil éclatant. Dès le matin au palais de la Krzészinska nous sommes pleins d'entrain. Des unités de troupe passent de temps à autre par la perspective Kaménnoostrovski. Elles s'arrêtent devant le palais et poussent des hurrahs. On leur répond du balcon. Discours. Il semble que la manifestation soit parfaitement réussie.

Je me rends, d'excellente humeur, à mon bataillon.

J'ai honte de penser qu'il se joindra bon dernier au mouvement. J'espère vaguement qu'il est déjà en marche, entraîné par le flot des manifestants. Mais non : personne n'a bougé. Une assemblée générale des comités de compagnie et de vaisseaux a justement lieu aujourd'hui. La première question à l'ordre du jour est celle de la manifestation. Je prends la parole. Les visages de l'auditoire me disent que je n'aurai pas de succès. Les officiers qui forment presque la moitié de l'assistance gardent un silence morne ; les autres assistants, simples visages de paysans, sont confus : pas encore accoutumés aux discussions politiques, il leur est malaisé de décider qui a raison et qui a tort.

Un menchévik me répond. Je me souviens comme si c'était hier du début hypocritement doux de son discours : « Chers camarades ! Je regrette vivement d'avoir à contredire un camarade de parti. Mais il est bolchévik et je suis menchévik ». Puis il est question du fameux appel du Comité exécutif central des Soviets, cet « organe autorisé de la démocratie révolutionnaire », et c'est l'argument décisif. La majorité vote une résolution approuvant celle de l'Exécutif des Soviets. Une joie maligne éclaire les visages des officiers. L'adjoint au commandant du bataillon, le sous-lieutenant Nadéjdine, jubile. Il tient à saisir l'occasion de m'anéantir. Il propose de porter à la connaissance de l'Exécutif central des Soviets que malgré la décision de cet organisme, j'ai invité les soldats à descendre en armes dans la rue et à se joindre à la manifestation. L'assemblée vote docilement cette proposition.

Je reviens au palais de la Krzészinska. Le moral n'y est plus aussi bon que le matin. On parle de la fusillade du centre de ville et des victimes. Les marins de Cronstadt, venus au nombre de 5.000, ont éprouvé

des pertes sensibles. Des marins, ayant quitté le gros de leur détachement, ont été arrêtés. Les marins sont furieux. Ils jurent de ne pas quitter Pétrograd tant que leurs camarades n'auront pas été libérés.

Bien que la manifestation soit officiellement terminée, le Comité central décide de laisser les marins dans la ville car, d'après des renseignements que nous avons, le Gouvernement provisoire concentre des forces et l'on ne sait pas à quoi il faut s'attendre de sa part. Des marins passent la nuit au palais de la Krzésinska. Ils ont aujourd'hui une allure martiale: le fusil à la bretelle, le revolver et la baïonnette japonaise à la ceinture. Et ils se tiennent aussi d'une façon particulière, comme à la parade.

5 juillet. Dès la matinée des bruits inquiétants nous parviennent. On dit que les troupes du Gouvernement provisoire se rassemblent devant le Palais d'Hiver pour marcher sur le palais de la Krzésinska. Presque tous les ponts importants sont levés. Les rumeurs s'aggravent de ce fait. Au palais de la Krzésinska on commence à se préparer à la résistance. Des mitrailleuses sont partout placées. Une liaison permanente est établie avec les unités bolchéviks. Tout à coup arrive le rédacteur-metteur en pages de la *Pravda*, Constantin Stépanovitch Eréméev, qui nous apporte une nouvelle sensationnelle. Ce matin des aspirants — les junkers — et des mutilés ont envahi les locaux de la *Pravda* et les ont mis à sac. Eréméev a été arrêté, mais comme il portait l'uniforme, on l'a pris pour une sentinelle et relâché.

Quelqu'un annonce que quatre camions portant des marins en armes, des équipages de la garde, dont l'esprit est très réactionnaire, se dirigent de la place du Palais vers notre quartier général. Podvoïski, président de l'organisation militaire, commence à ré-

partir rapidement les rôles : il faut tout d'abord assurer le commandement en chef des forces disposées autour du palais de la Krzésinska. La plupart de nos défenseurs étant des marins, il est décidé de confier le commandement en chef à mon frère qui prend aussitôt les dispositions pour parer à une attaque brusquée. Les soldats et les marins présents sont invités à ne pas tirer sans l'ordre de mon frère qui donne longuement ses instructions au mitrailleur placé dans la tourelle du jardin, à l'angle de la rue; isolé, ce mitrailleur doit agir sans attendre les ordres. Tous les défenseurs du palais reçoivent des cartouches. Les mitrailleuses sont approvisionnées en munitions. Tout se fait fiévreusement, car on s'attend à repousser d'un moment à l'autre l'attaque du Gouvernement provisoire.

Nous étions tous prêts à nous battre. Pour améliorer la défense, mon frère demanda au polygone d'artillerie de marine d'envoyer des canons. Pendant une heure, chez notre agitateur Bon, rue Bolchaïa Dvorianskaya, je m'évertuai avec ce camarade à obtenir la communication avec Helsingfors pour demander le secours de vaisseaux sympathisants de la flotte de guerre.

Il était évident que le palais de la Krzésinska ne deviendrait une forteresse imprenable que si la citadelle Pierre et Paul¹ consentait à nous soutenir en prenant nos assaillants de flanc. Rochal, Evdokimov et Antipov furent envoyés à la citadelle pour y faire de l'agitation et y organiser l'action de soutien. Nous savions d'ailleurs à l'avance qu'ils étaient assurés d'un succès complet, la garnison de la citadelle nous ayant donné de grandes preuves de sympathie.

Il fut décidé de nous approvisionner en muni-

1. Située à proximité.

tions. A cette fin Podvoïski nous envoya, Eréméev et moi, pour demander au chef du dépôt de la citadelle les cartouches dont nous avions besoin.

Je n'ai pas oublié le désarroi des officiers de la citadelle pris entre deux feux. D'une part la volonté de la garnison révolutionnaire, avec laquelle il fallait bien qu'ils comptassent, et de l'autre le courroux de leurs supérieurs. Le chef du dépôt nous reçut poliment, mais nous déclara que sans autorisation de la direction des dépôts d'artillerie, qui occupait le 14 de la rue Malaya Dvorianskaya, il ne pouvait rien nous donner.

Nous dirigeant vers notre auto pour nous rendre à cette adresse, nous aperçûmes devant le palais de la Krzésinska un rassemblement que des orateurs haranguaient. C'était un meeting organisé par nos camarades Rochal, Evdokimov et Antipov. Evdokimov parlait. J'entendis une femme murmurer d'une voix larmoyante : « Seigneur ! Encore ces bolchéviks qui excitent les gens ! Et comme il brandit ses poings, ce maudit-là ! » Après Evdokimov, un menchévik prit la parole. Il parlait bas, d'un air coupable comme si, au lieu de faire de l'agitation, il eut demandé pardon à la foule et confessé des péchés. Un soldat, à côté de moi, fit de la main un geste découragé, cracha et s'éloigna. « Et celui-là va encore nous dire qu'il faut attendre et attendre, murmura-t-il. — Attendre quoi ? Nous avons assez attendu ! »

Nous trouvâmes notre auto et poursuivîmes notre chemin. A la direction des dépôts d'artillerie, le spectacle fut amusant. Les fonctionnaires n'étant pas bien certains de l'existence du Gouvernement provisoire multipliaient les courbettes, promettaient tout ce que nous voulions, mais craignaient en réalité de bouger le petit doigt de peur des responsabilités.

Profitant de la situation, nous les menaçâmes avec autorité d'une foule de sanctions. Mais, usant de tous les prétextes formels imaginables, ils ne nous donnèrent pas l'autorisation de prendre les cartouches. Revenus au palais de la Krzésinska, nous fîmes notre rapport au Bureau de l'Organisation militaire.

Les ponts demeuraient levés, des rumeurs inquiétantes circulaient. Tout cela n'annonçait rien de bon. Notre téléphone était coupé. Les téléphonistes nous boycottèrent.

Comme j'essayai de prendre par téléphone des dispositions concernant l'impression de la *Pravda des soldats*, la téléphoniste se mit à me cribler de sarcasmes et d'épithètes malsonnantes. Je ne voulus pas abandonner la partie et réclamai la communication avec insistance. La téléphoniste voulut à son tour me faire honte de travailler « pour l'argent allemand ». Notre discussion eut une fin inattendue. Une autre employée me cria tout à coup dans l'oreille d'une voix retentissante : « C'est sans doute Lénine lui-même qui parle ! Espion ! Gredin ! » et coupa la communication. J'en fus tout décontenancé.

Pour éclaircir la situation je proposai au Bureau de l'Organisation militaire d'envoyer une délégation au commandant de la place de Pétrograd. Cette délégation devait indiquer au général Polovtsev que nous ne préparions pas d'hostilités, s'enquérir des raisons pour lesquelles les ponts restaient levés, connaître les intentions du général Polovtsev à notre égard et, par la même occasion, voir ce qui se passait sur la place du Palais, voir s'il était vrai que des troupes destinées à marcher contre nous s'y concentraient.

Le Bureau de l'Organisation militaire fut de mon avis et l'on nous délégua, Eréméev et moi, auprès du général Polovtsev. Nous dûmes traverser presque

toute la ville pour arriver à la place du Palais. Tous les ponts étaient levés à l'exception des ponts du Palais et de la Bourse dont la moitié seulement était levée, l'autre étant gardée par des sentinelles qui vérifiaient les papiers des passants. Il fallait, pour circuler en automobile, l'autorisation spéciale de l'état-major de la place, mais quand on sut qui nous étions et où nous allions on nous laissa passer.

Au centre de la ville, les passants nous considéraient avec étonnement et curiosité.

Notre aspect seul était révélateur. Il suffit de dire que notre chauffeur et son aide étaient des marins de Cronstadt, objet d'horreur pour la bourgeoisie exaspérée et terrifiée.

Nos deux marins, nullement troublés, étudiaient tranquillement la ville. Les rubans de leurs bérets flottaient gaîment au grand soleil.

Des troupes étaient réellement rassemblées place du Palais, mais peu nombreuses. Des faisceaux étaient formés ça et là. Par contre l'état-major de la place offrait un tableau sans précédent : des dizaines de têtes de soldats se montraient à toutes les fenêtres. Des soldats étaient assis sur les entablements des fenêtres, les pieds en dehors. D'autres se dressaient debout dans les fenêtres. Ce tableau fit sourire Eréméev. L'idée me vint que, pendant que nous nous préparions à repousser une attaque imaginaire, on craignait peut-être ici une agression de notre part. Et peut-être n'avait-on levé les ponts que par mesure de précaution. Cette idée me réconforta.

On nous dit à l'état-major que le général Polovtsev était chez lui, dans le même bâtiment, mais qu'il n'avait pas dormi depuis trois jours, qu'il était terriblement fatigué et se reposait probablement. Nous suivîmes le chemin que l'on nous indiqua. Nous dûmes faire antichambre pendant quelque temps. Le

suisse nous raconta avec horreur un incident qui s'était passé peu de temps auparavant : « Ils arrivèrent en camion automobile, et ouvrirent sur l'état-major un feu de mitrailleuse ». « Mais qui donc ? » demandâmes-nous. — « Les bolchéviks ! », répondit le suisse avec assurance. Nous lui certifiâmes naturellement que c'avait été une provocation, les bolchéviks n'ayant pu tirer à la mitrailleuse sur l'état-major. Un adjudant du général Polovtsev parut enfin et nous invita à passer dans son cabinet. Le général, nous dit-il, venait de se coucher, mais il l'informerait néanmoins de notre arrivée.

Le général parut bientôt. Il vint à notre rencontre au bout de quelques minutes, bâillant encore et bougonnant sa tunique tcherkesse. Il se montra extrêmement courtois et affable.

Nous lui posâmes trois questions essentielles :
1. Pourquoi la rédaction de la *Pravda* avait-elle été saccagée ?
2. Pourquoi les ponts étaient-ils levés ?
3. Était-il vrai que les troupes gouvernementales se concentraient pour agir contre nous ?

Polovtsev nous répondit qu'il avait donné l'ordre de désarmer tous les groupes armés dans la ville ; comme il y avait des hommes armés à la rédaction de la *Pravda*, il fallait qu'ils fussent désarmés. Quant aux excès commis, Polovtsev nous dit qu'il venait lui-même d'en être informé et qu'il avait aussitôt donné l'ordre de nous restituer les objets pris et adressé un blâme sévère au chef du détachement. Il nous présenta la levée des ponts comme une précaution et nous déclara catégoriquement qu'il ne se préparait nullement à employer la force armée contre les bolchéviks. Nous ne prêtâmes pas grande foi à ses déclarations et nous eûmes raison. Les événements n'allaient pas tarder à nous démontrer qu'il mentait effrontément.

L'état-major de la place nous accorda un laissez-passer pour notre auto et nous descendîmes. Nous eûmes l'occasion d'observer la vive agitation qui régnait à l'état-major. J'ai gardé le souvenir très net d'un étudiant affairé qui portait sur son uniforme tout neuf un fusil en bandoulière. Il nous donnait par anticipation l'image de la future garde blanche.

Le tableau qui s'offrit à nos yeux sur la place nous mit en éveil. Pendant notre entretien avec le général Polovtsev, notre auto, sur le siège de laquelle les deux marins étaient restés assis, avait attiré l'attention des badauds. On demandait aux marins qui ils étaient et ce qu'ils venaient faire. Ils répondaient de mauvaise grâce. Des groupes de plus en plus soupçonneux se rassemblaient, menaçants, autour de l'auto, non sans jeter des injures à la flotte, soutien des traîtres et des espions bolchéviks.

Nous primes rapidement place dans la voiture. La foule s'agita. « Ils vont partir ! Ce sont des bolchéviks ! Retenez-les ! » Dans les derniers rangs, quelqu'un cria même : « Assomme ! » Minute dangereuse. Un des marins mit rapidement le moteur en marche, la machine fit un bond, obligeant la foule à s'écarter vivement et, poursuivis par des cris menaçants, nous tournâmes rapidement le coin de la rue Millionnaya où nous respirâmes plus à l'aise.

Nous voulions, avant de rentrer au palais de la Krzèsinska, jeter un coup d'œil sur la ville et voir si vraiment le Gouvernement provisoire n'y concentrait pas de troupes. Nous ne vîmes rien de particulier dans les rues. Peu de monde. Le calme et le silence régnaient partout. Le Champ-de-Mars qui nous inquiétait tout particulièrement était désert. A la perspective Liteyny, en deux ou trois endroits, gisaient encore des chevaux de cosaques abattus pendant la fusillade. Les curieux s'attroupaient au-

tour d'eux. Les patrouilles nous arrêtaient parfois, nous exhibions le laissez-passer de l'état-major. Suffisamment renseignés sur ce qui se passait en ville nous nous dirigeâmes vers le quai de la Moïka, où se trouvait la rédaction de la *Pravda*, afin de dresser procès-verbal de l'agression du matin.

Les salles de rédaction offraient un spectacle navrant. Des manuscrits et des papiers en désordre jonchaient le sol ; les tiroirs étaient vidés et souvent même défoncés, à coups de pied. La sauvagerie des assaillants éclatait partout. Une machine à écrire qu'on avait brisée avec un objet massif était jetée dans un coin ; on avait arraché les fils téléphoniques et emporté les cornets acoustiques. Bientôt arriva un officier de la milice qui rédigea, à la demande d'Eréméev un procès-verbal. Je revins au palais de la Krzèsinska où je fis mon rapport. J'appris de Podvoïski que le menchévik Liber venu avec Kaménev, en mon absence, avait également donné aux camarades l'assurance qu'aucune agression n'était à craindre pour nous.

Devant me rendre à l'Imprimerie du travail, rue des Chevaliers-Gardes, pour mettre en page la *Pravda des Soldats*, et les ponts étant levés je décidai de passer la Néva avec mon frère sur le petit canot à vapeur qui l'avait amené de Cronstadt et qui était à sa disposition. Notre chemin était presque le même, car il se rendait au Comité exécutif panrusse des Soviets au palais de Tauride. Cinq marins de Cronstadt désignés par le Soviet de cette ville en qualité de dirigeants faisaient route avec lui. Mon frère était très excité ; il déclara, avec l'approbation des autres, que si le Comité exécutif panrusse des Soviets ne donnait pas satisfaction aux marins, en libérant leurs camarades arrêtés, les marins ne quitteraient

pas Pétrograd. Le canot à vapeur nous amena sans encombre à destination et nous nous séparâmes.

Le séjour à l'imprimerie n'était pas sans danger. Il n'y avait pas de garde et les attroupements, dans la rue, nous étaient très hostiles ; les régiments de cavalerie et de cosaques cantonnés aux alentours pouvaient d'ailleurs se livrer à des excès. Pour parer à toutes les éventualités, nous demandâmes au commandant du palais de Tauride de nous donner un poste de garde. Un officier chamarré se présenta à la rédaction en faisant sonner ses éperons. Il nous fit un salut désinvolte et dit : « Le commandant du palais de Tauride m'envoie. Nous allons vous donner un poste de cosaques ». — « Pourquoi de cosaques ? » — demandai-je, étonné. — « Mais parce que les cosaques vous sont particulièrement hostiles et que si des cosaques avaient envie de vous assaillir, ils s'abstiendraient en vous voyant gardés par leurs propres compagnons d'armes ». Cette raison était plus que suspecte, mais je ne voulus pas engager une discussion avec cet officier et le remerciai même. Il me fit un grand salut et s'en alla. Nous ne reçûmes ni cosaques ni garde d'aucune sorte.

Mon travail fini, tard dans la nuit, je me disposai à rentrer. Je m'aperçus alors que ma situation était assez embarrassante. Comment arriverai-je au faubourg de Vyborg ? Les ponts étaient levés et le canot à vapeur qui m'avait amené avec mon frère avait dû repartir depuis longtemps. Je suivis le quai, comptant sur la chance. Elle me secourut. Bien qu'il fût nuit, j'aperçus une barque dans laquelle était assis un homme. Cet homme consentit, moyennant bon prix, à me faire passer la Néva. Nous nous préparions déjà à démarrer quand un passager attardé sauta dans le canot. C'était un soldat au manteau déboutonné, sans casquette. Il se fit connaître comme

un manifestant qui, pendant la fusillade, avait perdu son groupe. Il nous raconta qu'une véritable bataille avait eu lieu au Champ-de-Mars entre son unité et les cosaques. Les cosaques étaient les plus nombreux, les soldats s'étaient trouvés en mauvaise posture. Les marins leur avaient prêté un concours inattendu en ouvrant le feu des barques, par derrière, sur les cosaques. Le soldat ne savait pas où il avait perdu sa casquette.

A la maison, j'appris que mon frère n'était pas encore rentré. Il arriva beaucoup plus tard avec Rochal. Le Comité exécutif central des Soviets se refusait à élargir les marins arrêtés et avait même failli faire arrêter mon frère et les autres délégués de Cronstadt. Bien que tenant à peine debout, tant il était fatigué, Raskolnikov voulait encore visiter les détachements de marins disposés ça et là, mais nous l'obligeâmes, presque de force, à ne plus sortir.

Le lendemain matin, 6 juillet, vers 9 heures, je me rendis avec Rochal au palais de la Krzèsinska. Si j'ai bonne mémoire, mon frère alla de nouveau au Comité exécutif panrusse des Soviets demander la libération des marins.

Au Palais, nous apprîmes une chose des plus grave. Le capitaine en second, Kouzmine, adjoint au commandant en chef de la place de Pétrograd avait invité trois quarts d'heure auparavant, par téléphone, les détachements occupant le palais de la Krzèsinska à déposer immédiatement les armes. « Si vous n'avez pas déposé les armes dans une demi-heure, vous serez bombardés par l'artillerie. » Tel était le langage que nous tenait le Gouvernement provisoire maintenant qu'il se sentait fort. Les promesses et les assurances d'hier étaient oubliées.

Podvoïski qui avait parlé par téléphone avec Kouzmine, lui avait répondu, pour gagner du temps,

qu'aucun des dirigeants du Parti n'était au palais à ce moment et que le délai donné devait être prolongé pour qu'il fut possible de les informer. Kouzmine s'était montré inflexible. Une réunion improvisée avait lieu où l'on discutait de la façon de gagner du temps. Les uns conseillaient de nous transporter dans les casernes du régiment de réserve des grenadiers de la garde qui nous était acquis, les autres de passer à la citadelle de Pierre et Paul. Mais il fallait se presser, car le délai était écoulé et l'on pouvait s'attendre, d'un moment à l'autre, à ce que l'artillerie ouvrit le feu. A la majorité, il fut décidé que nous irions au régiment de réserve des grenadiers de la garde. Nous nous y rendîmes les premiers, Rochal et moi, pour avertir le Comité du régiment.

La chambre du Comité du régiment des grenadiers était pleine d'officiers qui nous entourèrent à l'instinct et se mirent à nous interroger avec une politesse forcée, sur les événements. Nous leur répondions avec humeur. Le temps passait et aucun de nos camarades ne se montrait. Il avait dû se produire du nouveau en notre absence. Nous décidâmes de revenir au palais de la Krzészinska. En chemin, un camarade nous apprit qu'une nouvelle décision était intervenue au dernier moment et que tout le monde s'était rendu à la citadelle de Pierre et Paul. « N'y allez cependant pas, nous dit ce camarade, la citadelle est déjà cernée par les troupes du Gouvernement provisoire et vous ne réussirez pas à entrer. » Nous continuâmes pourtant notre chemin.

Ce camarade avait un peu exagéré. Rochal m'ayant quitté, je passai sans encombre devant le palais de la Krzészinska et me trouvai bientôt sous les portes massives de la citadelle.

En ce moment Podvoïski montait à la hâte dans une auto. « Je vais à l'Exécutif central des Soviets,

me cria-t-il, je vous laisse le commandement de la forteresse, à vous et au camarade Maltzev. » L'enseigne Maltzev, membre du Bureau panrusse des organisations militaires, était là. Nous primes congé de Podvoïski et songeâmes à préparer la défense de la citadelle. Nous avions des mitrailleuses en grand nombre et quelques canons légers de la défense aérienne. Des mitrailleuses placées sur les remparts attiraient l'attention du public. Nous les fîmes retirer. D'autres étaient tout bonnement rassemblés en bas. Nous les plaçâmes. Il fallait surtout craindre les coups de feu tirés par provocation, aussi donnâmes-nous des ordres sévères interdisant de répondre aux coups tirés par l'ennemi ; ne tirer qu'en cas d'agression manifeste. Nous plaçâmes des observateurs sur les remparts. Le cercle des troupes du Gouvernement provisoire se resserrait autour de nous. On voyait déjà dans le parc Alexandre les soldats armés progresser par bonds entre les arbres. Le palais de la Krzészinska fut bientôt occupé sous nos yeux sans que l'on eût tiré un coup de fusil. Résister à tout prix eût été de la folie. Nous avions au total près de 300 marins et quelque 200 hommes du premier régiment de réserve des mitrailleurs. Il ne pouvait être question que de savoir ce que voulait l'ennemi. S'il voulait notre vie, nous nous défendrions jusqu'à la dernière goutte de notre sang.

Un parlementaire des assiégeants nous invita à envoyer des négociateurs au palais de la Krzészinska. Une rapide réunion désigna, pour nous représenter, l'anarchiste de Cronstadt, Yartchouk, un marin dont j'ai oublié le nom, et moi. Des officiers de la garnison de la citadelle appartenant au Comité de la garnison, nous accompagnèrent.

Les lignes des assiégeants franchies, nous pénétrâmes au palais que nous occupions quelques ins-

tants auparavant. Comme tout y était changé ! On entendait partout sonner les éperons, tout était rempli d'officiers. Je n'aperçus qu'un visage de connaissance, celui du camarade Raknia, membre du Comité de Pétersbourg. Il était assis sur une table, non loin de l'entrée, entouré d'un groupe nombreux de soldats. Sans doute était-il arrêté.

Les parlementaires du Gouvernement provisoire étaient : le menchévik Bogdanov, qui se disait représentant du Comité exécutif panrusse des Soviets, le capitaine en second Kouzmine, adjoint au commandant de la place, et le lieutenant Mazourenko, un des chefs de l'action contre les bolchéviks. Le lieutenant Mazourenko avait une main bandée dans une écharpe noire et un visage plus que sévère, inflexible. Interrogé sur ce que l'on voulait de nous, il répondit : « Le désarmement et la reddition ».

Nous répondîmes qu'il n'y avait dans la citadelle que des soldats et des marins qui avaient occupé le palais de la Krzésinska en qualité de poste de garde. Il était insensé de jeter des soldats contre des soldats. Si le Gouvernement provisoire garantissait la sécurité de tous, les soldats rentreraient aussitôt dans leurs casernes et les marins s'embarqueraient pour Cronstadt. Si le Gouvernement provisoire craignait qu'une fusillade se produisît, nous consentions à déposer les armes sur un autre bâtiment qui suivrait aussi à Cronstadt.

Ces conditions furent repoussées par les représentants du Gouvernement provisoire. Ils exigèrent catégoriquement la reddition et le désarmement.

Je ne saurais passer sous silence le triste rôle des officiers de la garnison de la citadelle qui nous avaient accompagnés. Ils exigeaient notre capitulation et, oubliant que nous étions venus à la citadelle sur les invitations pressantes des soldats de la gar-

nison et que nous étions attaqués, ils s'exclamaient furieux : « Vous êtes chez nous et vous voulez encore livrer des batailles ! C'est un scandale ! n'oubliez pas que nous sommes les maîtres de la citadelle ! » Etc.

— Votre Comité central, nous dirent les parlementaires du Gouvernement provisoire, consent à ce que vous rendiez les armes. Son représentant est ici.

Nous aperçûmes Staline, le visage sombre. « Nous rendre ? » lui demandai-je à mi-voix, m'étant approché de lui. — « Il n'y a rien d'autre à faire ! » répondit Staline. Après un bref conciliabule avec les autres délégués je dis aux représentants du Gouvernement provisoire que nous consentions à nous rendre, mais que cette question sérieuse devait être décidée par nos camarades demeurés à la citadelle. Bogdanov et Staline nous y accompagnèrent. Bogdanov parla le premier. Il évoqua dans son discours grandiloquent, « la volonté du front », « l'organe autorisé de la démocratie révolutionnaire », « les intrigues allemandes », et faillit tout gâter. Par bonheur les camarades Staline et Yartchouk, prenant la parole après lui, provoquèrent une certaine détente et l'assemblée se prononça à une grande majorité pour la livraison des armes.

Le temps passait et, désarmés, on nous retenait encore. Certains d'entre nous commençaient à s'en inquiéter. Ils parlaient d'une perfidie, d'une nouvelle trahison. Un dîner inattendu nous fut offert par les soldats de la garnison. Cette attention nous toucha et améliora notre moral qui avait quelque peu fléchi.

Enfin, vers trois heures, arriva un groupe de civils et de militaires qui installèrent des tables en plein air et se mirent à enregistrer les prisonniers. Les hommes inscrits étaient aussitôt libérés.

Bogdanov vint encore et resta un moment pour proposer aux marins libérés de se rendre à bord sous escorte en leur expliquant qu'ils seraient ainsi protégés contre la colère de la foule. Mais les marins repoussèrent catégoriquement cette proposition.

En ma qualité d'officier, je pensais être retenu plus longtemps et peut-être même arrêté, mais, à mon grand étonnement, je fus enregistré et libéré comme les autres.

En franchissant la porte de la citadelle, gardée par les factionnaires du Gouvernement provisoire, j'entendis l'un de ceux-ci s'écrier d'une voix forte : « Le diable m'emporte ! On nous a joliment roulés aujourd'hui. On nous a dit que des bandits occupaient la citadelle et il n'y avait là que des soldats et des marins comme nous. » Cette réplique me fit tout à coup comprendre nettement l'immense portée que les derniers événements devaient avoir dans l'agitation au cours du développement ultérieur de la révolution.

A la veille d'Octobre

L'action des ouvriers et des soldats, l'action de Juillet, était brisée. Grâce aux unités inconscientes appelées du front, le Gouvernement provisoire avait réussi à désarmer et à réduire à l'obéissance les régiments qui exigeaient la transmission du pouvoir aux Soviets de députés ouvriers et soldats. Les journaux bolchéviks, *la Pravda* et *la Pravda des Soldats*, furent supprimés. Les organisations du Parti chassées des locaux qu'elles occupaient, durent passer à l'illégalité. Pour que nous ne puissions en aucun cas revenir au palais de la Krzésinska, on y installa un bataillon cycliste. Plusieurs chefs de notre parti furent arrêtés et enfermés à la prison Kresti.

Ce n'était pas encore assez pour nos ennemis. Ils avaient décidé de nous anéantir. Ils eurent recours au moyen le plus révoltant et le plus infâme, la calomnie. Je me souviens de ma stupéfaction quand, sorti pour la première fois depuis les événements, je vis dans la rue un petit placard. Il y était dit, noir sur blanc, documents précis à l'appui, que Lénine et Zinoviev étaient des agents de l'Allemagne. Ce « document » portait la signature d'Alexinski. Des placards de ce genre couvraient les murs de Pétrograd. Leur objet manifeste était de préparer contre les bolchéviks un pogrom. Jamais encore la contre-révolution n'était arrivée à ce degré d'infamie. Je considérerai longuement ce placard. L'impuissance

et la colère m'étouffaient. Nous ne pouvions rien faire pour repousser les flèches empoisonnées que l'on nous lançait. Notre presse était détruite et, nous qui étions encore libres, nous pouvions d'un jour à l'autre être emprisonnés. Bien d'autres idées me passèrent par la tête. Il m'apparut tout à coup avec clarté que tous les moyens sont bons dans la lutte des classes. Nous n'avons pas de pitié, pas de noblesse à attendre de nos ennemis de classe. C'est pourquoi nous aussi nous devons être cruels et impitoyables. « Maintenant, pensai-je, vous triomphez, mais notre tour viendra. » Certes, moins que tout autre chose, je pouvais supposer à ce moment que notre tour viendrait si tôt.

Mais il fallait, sans perdre de temps, reprendre le travail. A notre grande joie, il se trouva que la plupart des militants influents de l'Organisation militaire avaient échappé à la prison. Podvoïski avait littéralement glissé entre les mains de ceux qui venaient l'arrêter. Nevski avait également réussi à échapper aux recherches. On avait en revanche arrêté et enfermé à la prison militaire de la place bon nombre de nos militants, officiers bolchéviks et membres des cellules de régiment. La liaison entre ceux qui étaient demeurés en liberté fut promptement rétablie. Nous nous réunîmes enfin chez un membre de l'organisation, Henri Grégoriévitich Iagoda. Cette réunion fut semblable aux réunions clandestines d'avant la révolution. Selon ma coutume j'eus soin, en y allant, de m'assurer si je n'étais point suivi. Et ce n'est que bien convaincu d'être « net » à cet égard que je me risquai à entrer dans la maison.

Quel plaisir de revoir de vieux amis après tant d'émotions ! Des années semblaient s'être écoulées depuis que nous nous étions vus et pourtant il n'y avait que quelques jours. Quel changement ! Après

les vastes salles d'un palais luxueux, après les foules de soldats et d'ouvriers qui nous entouraient sans cesse, voici que nous nous retrouvions dans une chambrette, autour d'une table sur laquelle le samovar faisait entendre son agréable ronronnement. Nous revenions au bon vieux temps de l'action clandestine. Mais il eût mieux fait, le bon vieux temps, de ne pas revenir ! Outre mes vieilles connaissances, Podvoïski, Nevski, Iagoda, je vois encore une nouvelle tête. C'est le docteur Kédrov, un vieux bolchévik, parent de Podvoïski. Il était président du Soviet dans une région du Sud-Est, dans une sorte de République, et il vient maintenant militer à Pétrograd.

La question principale inscrite à l'ordre du jour est celle de la continuation légale ou illégale de notre travail. Il est bien évident que la situation diffère nettement de ce qu'elle était naguère. Une partie de nos camarades sont en prison, d'autres se cachent, deux d'entre les assistants, Podvoïski et Nevski, sont recherchés, je suis inculpé ; on ne saurait penser dans ces conditions à donner à notre Organisation militaire une forme entièrement légale. Ce serait la livrer au Gouvernement provisoire. Mais d'autre part, il serait inutile de passer entièrement à l'illégalité. Nous n'avons pas encore perdu toutes nos positions. Nous pouvons toujours espérer qu'en cas de difficultés, la masse des ouvriers et des soldats qui nous est fidèle saura nous défendre. Nous concluons à l'unanimité que le mieux sera de combiner l'action légale et l'action illégale. Le centre de l'organisation restera dans l'illégalité, mais nous continuerons sur place notre large action de masse. Pour mieux cacher notre organisme dirigeant, nous décidons que les militants reprendront des sobriquets comme au temps de l'action clandestine. Nevski redevient « Spitz », Podvoïski devient André Tcher-

vonny ; quant à moi je suis assez protégé par mon pseudonyme de publiciste « Gènevski », mes papiers portant le nom d'Illine. Mais aucun de nous ne consent à sortir de la légalité quand il s'agit de la publication du journal. Sur ce point nous sommes plus unanimes que sur nul autre. Le journal doit être à tout prix remis sur pied. Aucun sacrifice ne doit nous arrêter. Nevski consent généreusement à se faire assommer. « Eh bien, dit-il, je veux bien que l'on nous casse quelques côtes. — Nous nous en tirons ! Mais nous mettrons le journal sur pied ! » Nous sommes tous d'accord. Nous nous mettrons, Podvoïski et moi, dès le lendemain, à la recherche d'une imprimerie. En nous quittant, nous nous serons longtemps les mains. Qui sait quand nous nous reverrons ! Les jours suivants, nous cherchons une imprimerie, Podvoïski et moi. Inutile de nous risquer dans une grande imprimerie, on nous y découvrirait de suite. Nous nous adressons donc aux établissements de moindre importance. Nous évitons avec soin, de prononcer le mot « bolchévik » ; nous entendons simplement publier, disons-nous, un journal social-démocrate. Nous n'arrivons cependant à rien. Le bolchévik se reconnaît, paraît-il, à son aspect. Nous sommes partout identifiés et l'on nous renvoie poliment.

La chance semble enfin nous sourire. Nous dénichons à Vassili-Ostrov, une imprimerie, petite boutique sombre dont il ne m'est resté que le souvenir d'un grand nombre d'icônes suspendues dans tous les coins. Le patron, plutôt ingénu en politique, nous autorisa à publier notre feuille. Mais quand, le lendemain, nous nous présentâmes tout contents pour publier notre premier numéro, il nous asséna un refus tout à fait inattendu. On avait eu le temps de l'informer que nous étions des « bolchéviks ». Nous

apprimes plus tard que, dans plusieurs cas, et peut-être dans celui-ci, la milice avait fait pression sur les imprimeurs. Nous étions de nouveau sans imprimerie.

Mais l'obstination et la ténacité bolchéviks viennent à bout de tout. Après bien des mésaventures, nous trouvâmes enfin une imprimerie. C'était l'Imprimerie du peuple et du travail, rue Garokhovaya, 42. Podvoïski eut à déployer là toute son habileté de diplomate. En pareil cas il était inégalable. Avec quelle adresse, avec quel savoir-faire ne savait-il pas convaincre un imprimeur ! On aurait pu le croire épris de son interlocuteur. Pour mieux séduire le patron, nous organisâmes une petite soirée intime avec de l'eau-de-vie, fort rare à cette époque. Kédrov aida Podvoïski à préparer la soirée. Ces efforts réussirent à attendrir le patron et nous pûmes publier notre journal. Nous répartîmes promptement les rôles. La rédaction fut composée de Podvoïski, de Nevski et de moi, Kédrov et Iagoda assurèrent l'administration. Anda et Assia, deux charmantes et vaillantés jeunes femmes entièrement dévouées au Parti, furent chargées de l'expédition¹. Ma femme² se remit à la correction des manuscrits et des épreuves.

Ce qu'il y eut de nouveau dans notre rédaction, ce fut le gérant, personnage en réalité fictif comme il y en avait dans les journaux bolchéviks sous l'ancien régime. Ce fut l'ouvrier Nartchouk. Il ne travaillait pas au journal, mais son nom figurait dans tous les numéros afin qu'il pût en cas de poursuite comparaître seul devant les juges, et donner ainsi à la ré-

1. J'ai su plus tard que le nom de famille d'Anda était Dresdenstock. Je n'ai jamais connu le nom d'Assia. Je crois qu'elle est morte.

daction véritable la possibilité de continuer son activité.

Je me souviens de l'intérêt et de l'émotion avec lesquelles nous lançâmes le premier numéro de *l'Ouvrier et le soldat*. Notre nouveau journal avait pris ce titre. La libre parole bolchévik renaissait sous nos yeux. Nous reconquérions de haute lutte une position perdue. Nous anticipions avec plaisir sur la joie des ouvriers et des soldats de Pétrograd quand ils retrouveraient le lendemain leur journal chez le marchand. Nous étions également fiers d'avoir battu tous les records de vitesse et devancé le Comité central et le Comité pétersbourgeois du Parti. Notre feuille reparaissait avant la *Pravda*. Par précaution, le journal ne se présenta pas comme celui de l'Organisation militaire, mais porta simplement en sous-titre : « Parti ouvrier social-démocrate de Russie. — Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » Dans le texte, nous nous qualifions sans ambages de bolchéviks. Les employés de la typographie nous prédirent que nous serions dès le lendemain assaillis par les bandes cosaques.

La situation était réellement pleine de dangers. L'impression des journées de Juillet ne s'était pas encore effacée. Les obsèques solennelles des cosaques tués dans les bagarres, « victimes de l'émeute bolchévik », venaient d'avoir lieu. La calomnie s'acharnait contre nous. Alexinski en arriva à ne plus se contenter de ses tracts abominables et se mit à publier avec le jeune écrivain Dobronravov toute une petite gazette intitulée *Sans Phrases inutiles* dont le seul objet était de dénoncer les bolchéviks en les termes les plus venimeux. Cette feuille publiait notamment, comme des « preuves » des « intelligences des bolchéviks avec l'ennemi », des télégrammes politiques de Lénine, probablement four-

nis par le service du contre-espionnage, mêlés à la correspondance commerciale de Ganetzki et Parvus. Ces documents étaient présentés par quelque maître faussaire de manière à produire sur les gens étrangers à la politique la plus grande impression. Lisant tout à coup, au milieu de la correspondance politique de Lénine, un télégramme inattendu de Ganetzki à Parvus, au sujet d'un stock de crayons, l'homme de la rue se demandait malgré lui si ces crayons n'avaient pas une signification conventionnelle. C'était habilement fait. Quelque provocateur expérimenté travaillait à nous déshonorer.

Dans ces conditions, une agression était plus que probable. Plus d'une fois, travaillant au journal, il nous arriva de jeter par la petite fenêtre un coup d'œil dans la longue courette qu'il fallait traverser pour venir de la rue à l'imprimerie. Nous nous attendions à y voir paraître quelque bande de forcenés. Mais le temps passait et personne ne venait. Nous publiâmes sans encombre plusieurs numéros.

Les gens les plus différents se réunissaient à l'imprimerie. Un pope, appelé, je crois, Galkine, se montrait une fois par semaine pour publier son hebdomadaire *l'Eglise libre*. Il était singulier de voir les longues manches noires de la soutane se mouvoir au-dessus des caractères et des épreuves. Des menchéviks venaient aussi, car ils publiaient là quelque chose. Justement, la venue des menchéviks coïncida avec la publication dans notre journal du premier article de Lénine écrit depuis les événements de Juillet. Cet article concernait l'instruction ouverte par le procureur à la suite des événements des 3-5 juillet. Un menchévik, parcourant négligemment une épreuve de notre journal y découvrit tout à coup avec saisissement la signature de Lénine. Il faut dire qu'une feuille du boulevard avait annoncé le « re-

tour de Lénine en Allemagne » et que cette fausse nouvelle était reprise avec des clameurs de joie par les autres journaux. Bien des gens et peut-être aussi les menchéviks ajoutaient foi à cette absurde rumeur. Et voici qu'un article de Vladimir Ilitch attestait qu'il était là, quelque part, suivant attentivement les événements. Le menchévik me jeta un regard soupçonneux et dit lentement, en scandant chaque mot : « Il serait bien intéressant de savoir où est en ce moment le camarade Lénine ! » — « Votre joie serait grande, pensai-je, si le camarade Lénine était entre vos mains. » Son travail achevé, avant de partir le menchévik, me considéra encore avec attention et répéta une nouvelle fois, en scandant ses paroles : « Il serait bien intéressant de savoir où se trouve en ce moment le camarade Lénine ! » Cela le tracassait visiblement.

Je ne rencontrai pas que des ennemis à l'imprimerie. J'y trouvai aussi un ami, Ouritzki, qui y venait chaque semaine publier l'organe du groupement social-démocrate des rayons, une feuille intitulée je crois *l'Internationaliste*. Ouritzki appartenait encore au groupement des rayons. Je vois encore sa silhouette courtaude et un peu bancale, quand, de sa démarche balancée, il allait à sa table, en portant des tas d'épreuves et en rajustant à chaque instant son pince-nez. A sa table, il se juchait sur un tabouret extrêmement inconmode. Sa tête s'enfonçait dans ses épaules, il s'armait d'un crayon et se mettait à corriger ses épreuves. Il n'était que cordialité et intimité. Plus tard, l'ayant mieux connu, j'ai pu apprécier son caractère ouvert et joyeux, son grand cœur, la simplicité qu'il gardait devant toutes choses et en premier lieu avec ses camarades de travail¹.

1. Président de la Tcheka de Pétrograd, Ouritzki fut assassiné en 1918.

Travaillant au journal, je figurais encore, après les journées de Juillet, au bataillon de réserve de l'arme chimique et des lance-flammes en qualité d'officier subalterne.

Les officiers du bataillon connurent bientôt mon rôle actif dans les événements de Juillet. Quelqu'un m'avait vu dans l'automobile des parlementaires bolchéviks avec Eréméev et les marins, quelqu'un d'autre avait entendu dire que j'avais été arrêté à la citadelle Pierre et Paul. Les officiers ne voulurent pas manquer cette occasion de se joindre à la persécution contre les bolchéviks, ce qui leur était une façon de prouver au Gouvernement provisoire leur zèle de « bons citoyens ». Bref, ils ouvrirent une instruction contre moi.

J'ai gardé un souvenir très net du comité d'officiers devant lequel je comparus. Des visages secs et glacés étaient devant moi. J'avais même peine à croire que ces hommes étaient mes collègues et que je les avais maintes fois rencontré au mess devant des verres de thé. Le lieutenant Nadéjdine, adjoint au commandant du bataillon, présidait. C'est lui qui m'interrogea. Les autres ne me posèrent que quelques questions. Sans rien dissimuler, je confirmai une fois de plus mon adhésion au Parti bolchévik et relatai par le menu ma participation aux événements de Juillet. Quand j'eus terminé, il y eut un silence. Puis, le lieutenant Nadéjdine, me dit que j'étais libre et qu'il me convoquait chez lui le lendemain pour me faire connaître la décision du comité.

Cette décision me fut remise le lendemain à l'heure dite. J'ai conservé ce document. Le papier s'est flétri et déchiré, mais le texte est très clair. Je ne résiste pas au désir de publier ce document des plus curieux, bien caractéristique pour l'époque. Le voici :

Le 17 juillet 1917.

*Décision du Comité des officiers
du bataillon chimique.*

Présents : Lieutenant Nadéjdine, capitaine en second Voskressenski, capitaine en second Dimo, sous-lieutenant Rikmann, sous-lieutenant Mikhaïlov, enseigne Babitch, enseigne Jadjkine.

Le comité des officiers ayant interrogé l'enseigne Illine a établi que ce dernier :

1. Est en étroite liaison avec le Comité central de l'Organisation social-démocrate bolchévik ;

2. Appartient à la rédaction de la *Pravda des soldats* et collabore à ce journal.

3. Invitait, le 4 juillet, le Comité de la compagnie à se joindre sans tarder au mouvement, les armes à la main pour ne pas se trouver au dernier rang dans une action qu'il croyait être celle de la garnison tout entière.

4. L'enseigne Illine n'a pris la parole à la compagnie, en son nom propre, que parce que, bien que sachant que le Comité central avait décidé de prendre la direction du mouvement, il n'était pas officiellement mandaté.

5. Le 6 juillet, l'enseigne Illine s'est trouvé, de son propre aveu, à la tête des forces qui gardaient le palais de la Krzésinska et passèrent ensuite à la citadelle Pierre et Paul.

Pour ces raisons, considérant la participation certaine de l'enseigne Illine à l'activité d'une organisation qui a provoqué la démolition de l'armée, la débâcle au front et des milliers de morts d'hommes ignorants et peu coupables, le Comité des officiers invite l'enseigne Illine à se mettre à la disposition des autorités judiciaires et le commandant de compagnie à mettre l'enseigne Illine dans l'impossibilité d'exercer une influence directe sur la troupe (*Signé et muni du sceau de la compagnie.*)

L'adjudant de la compagnie :

Sous-lieutenant KOSTYLEV.

Je lus cette décision et le lieutenant Nadéjdine me dit : « Vous allez maintenant vous présenter à la commission d'enquête. » « Pourquoi ? » — « Pour vous faire arrêter ». Je n'y pus tenir. « Non, dis-je,

arrêtez-moi si vous voulez et envoyez-moi où vous voudrez, mais je n'irai pas me faire arrêter de mon plein gré. » Le lieutenant Nadéjdine s'efforça de me persuader que je devais, dans mon intérêt propre, me présenter moi-même devant la commission d'enquête, mais je demeurai inflexible. Nous nous séparâmes ainsi, chacun restant sur ses positions. Il n'osa pas m'arrêter, craignant sans doute la colère des soldats. J'eus bientôt la preuve que ses craintes n'étaient pas vaines et que mon arrestation eut indigné nos hommes. D'abord le Comité du bataillon, élu par les soldats, en appela de la décision du Comité des officiers et exigea mon retour au bataillon. Ensuite je devins le candidat perpétuel des soldats à toutes les élections. Je fus tout d'abord élu président du tribunal du bataillon, puis vice-président du Comité du bataillon et enfin député du bataillon au Soviet de Pétrograd. Mais j'y reviendrai. J'ai encore à relater ce qui suivit l'instruction.

J'avais évité la prison. La commission d'enquête du Gouvernement provisoire étudiait, semblait-il, mon cas, à la suite de mon arrestation à la citadelle de Pierre et Paul, mais les circonstances étaient telles que le Gouvernement provisoire n'eut bientôt plus le loisir de s'occuper de moi.

Divers de mes camarades du Parti étaient arrêtés, comme je l'ai déjà dit. La plupart des officiers bolchéviks étaient sous les verrous à la prison militaire de la place, au coin des rues Sadovaya et Injénier-naya. Passant souvent par là, je voyais à travers les barreaux des visages de connaissance : Dachkévitch, Koudelko, Zamko, Ter-Aroutiouniantz, et d'autres encore. Ils me souriaient et me saluaient amicalement. Quoique emprisonnés en bonne compagnie, ils n'étaient pas contents du tout. Le temps passait et on ne leur signifiait aucune inculpation. Ils se

fâchèrent à la fin, et, dirigés par Nicolas Vassiliévitch Krylenko, arrêté avec eux, déclarèrent la grève de la faim en exigeant leur libération immédiate. La grève de la faim de nos camarades suscita parmi nous une grande émotion.

Le Bureau de l'Organisation militaire délégua Podvoiski au Comité central pour étudier le secours à donner aux emprisonnés ; je fus envoyé à la prison militaire, avec mandat de prier les camarades de cesser la grève de la faim.

Dans le tramway, je me préparai à ma délicate mission. J'allais me trouver dans une atmosphère très chargée et me heurter à une vive résistance. Mais quand j'entrai dans leur chambrée (l'administration de la prison m'en avait donné immédiatement l'autorisation), la plupart des camarades étaient à table. Ils venaient de recevoir la visite de Riazanov, envoyé par le Comité central du Parti, et Riazanov les avait persuadés de cesser la grève de la faim. Ils étaient pourtant nerveux et très excités. Krylenko donna un grand coup de poing sur la table, en déclarant d'une voix emportée qu'ils s'étaient laissés rouler en cessant la grève. Combien de temps resteraient-ils encore ici ? Le Gouvernement provisoire ne pensait pas à leur libération.

Je fis de mon mieux pour provoquer une détente.

Quelques jours après, le résultat de cette protestation et de notre pression se fit sentir et l'on commença à élargir les officiers. Il ne resta bientôt plus un seul officier bolchévique à la prison militaire. Nous étions inexprimablement contents. Les forces de notre organisation s'accroissaient sensiblement.

Le premier congrès du Parti depuis la révolution de Février — notre VI^e congrès en titre — devait se réunir le 25 juillet. Le travail de la rédaction de la *Pravda des Soviets* doubla. Notre journal était

le seul organe du Parti à Pétrograd. Remplaçant l'organe central, il devait donner aux masses du Parti les renseignements sur le congrès. J'assistai à presque toutes les séances. Le congrès s'ouvrit assez solennellement au siège de la Fraternelle de Sampsonievski, Grande perspective Sampsonievski, au rayon de Vyborg. Les délégués étaient nombreux. Il y eut pas mal de messages. L'absence de Lénine se fit tout de suite sentir. Le bureau avait un air désolé. On se souvenait involontairement de la récente conférence panrusse. On croyait voir Vladimir Ilitch écoutant dans sa pose coutumière quelque délégué de province. Toute sa personne exprime l'attention : la tête est tendue et légèrement penchée. La main en éventail derrière l'oreille ; les yeux ont un éclat rieur et malicieux. Mais on croit seulement le voir. Lénine n'est pas là. Il est loin, il se cache, Staline et Sverdlov sont les principaux dirigeants du congrès. Sverdlov surtout a du caractère ; sa voix de stentor fait retentir toute la salle. C'est à cette époque que Démon Bédny lui consacra quelques vers moqueurs non destinés à la presse :

Notre Jacques
a toujours
de la voix
et des cheveux,

et toujours dans sa poche une résolution prête :
« Vive la révolution mondiale ! »

Les représentants de l'organisation social-démocrate des rayons avec laquelle nous fusionnons assistent au congrès. Leurs leaders sont élus au bureau. Iouréniev prend place à la table présidentielle. Trotski, enfermé à la prison de Kresti, est élu membre d'honneur du bureau.

Les procès-verbaux du congrès ont été publiés en 1919. Je ne puis m'arrêter ici que sur quelques

moments pathétiques de ces assises. Je me souviens de l'enthousiasme qui s'empara du congrès quand le président fit savoir qu'un des leaders des menchéviks internationalistes, Larine, désirait nous apporter le salut de son organisation. Larine traversa lentement la salle, d'une démarche saccadée, en traînant avec peine sa jambe paralysée ; une ovation prolongée l'accompagna tandis qu'il montait à la tribune. Et plus il approchait, plus les applaudissements devenaient bruyants. Quand il fut à la tribune, on vit sa pâleur. Il était très ému. Il parla avec flamme. Il déclara saluer le congrès au nom de la tendance menchévik internationaliste qui inscrivait sur son drapeau la rupture immédiate avec les partisans de la défense nationale. Les applaudissements éclatèrent de nouveau. Il dit encore que l'heure de l'union de tous les internationalistes, menchéviks et bolchéviks, avait sonné. « Je sais, ajouta-t-il, que le leader des menchéviks internationalistes, Martov, ne tardera pas à venir ici et à parler officiellement. » Ce qui se passa au congrès quand il termina son discours serait bien difficile à décrire. Il faut, pour se le représenter, se figurer dans quelle atmosphère de mensonges et de calomnies vivait alors notre parti. Toute manifestation de sympathie, tout soutien nous était précieux à ce moment. Il nous semblait que Martov et avec lui tout ce qu'il y avait de vivant et de doué dans la fraction menchévik, revenait à notre unité social-démocrate. Notre joie était prématurée. Martov ne vint pas au congrès. Il se contenta de nous envoyer un message fraternel, beaucoup plus réservé que le discours de Larine, et ne témoigna par la suite d'aucun désir particulier de fusionner avec les bolchéviks. Larine et ses amis se virent plus tard obligés de sortir du Parti men-

chévik internationaliste et d'adhérer individuellement à notre parti.

Le congrès débuta dans une légalité parfaite. Toutes les convocations avaient été publiées dans notre journal avec les adresses destinées aux délégués. Nous avions pourtant pris quelques précautions. Povvoïski avait fait sous le pseudonyme de Nikolaï son rapport sur l'organisation militaire ; après quoi il avait quitté la salle.

Mais il parut bientôt nécessaire de continuer clandestinement nos travaux. Les dernières séances eurent lieu au delà la porte de Narva, rue Novossivkovskaya, 23, au comité du rayon de Narva. C'est là que le congrès se termina. Les comptes rendus publiés par le journal étaient rédigés par Staline qui les esquissait pendant les séances mêmes sur d'étroites feuilles de papier qu'il me passait aussitôt.

Après le congrès, je fus chargé de maintenir la liaison avec Staline et le secrétariat du Comité central. Le Comité central avait à ce moment son siège semi-légal au coin des rues Bolchaya Moskovskaya et Raziéjzjaya, dans un appartement du premier ou du second. J'y allais presque chaque jour chercher la copie du journal et j'y retrouvais souvent le même tableau familial. On prenait le thé. Un grand samovar ronronnait doucement sur la table. Véra Roudolfovna Menjinskaya, un essuie-main jeté sur l'épaule, lavait les verres, les essuyait et offrait du thé aux arrivants. Je me laissai presque toujours aller à en prendre un verre ou deux. Notre rédaction mettait au point la copie du Comité central comme nos propres articles. Nous ne perdions jamais de vue que notre journal, bien que remplissant temporairement, par la force des choses, les fonctions d'un organe central du Parti restait, quant à ses fins essentielles et à l'ensemble de ses lecteurs, un organe de masse

des soldats-paysans. Comme auparavant, nous bannissons les expressions que les soldats n'eussent pas comprises et en tout premier lieu les mots étrangers. Nous eûmes pour cette raison des frottements avec certains membres du Comité central.

Au début d'août, un article trop énergique fit supprimer notre journal. Le patron de l'imprimerie dut se faire laver la tête, car il nous informa qu'à son grand regret, il ne pourrait pas publier notre feuille sous un autre titre, comme nous comptions le faire. Et notre pauvre gérant, Nartchouk, dut répondre d'un crime qu'il n'avait pas commis, — c'est-à-dire d'un article subversif, — tandis que Podvoïski et moi, nous nous mettions à la recherche d'une nouvelle imprimerie.

Cette fois, notre tâche fut beaucoup plus facile. Nous nous entendîmes vite avec la typographie du Soviet de rayon de Vassili-Ostrov (ancienne typographie Schacht), Touthkov Péréoulouk, 17, où notre journal reparut sous un nouveau titre : *le Soldat*.

A la mi-août, l'imprimerie du travail, qui appartenait au Parti, mise à sac dans les journées de Juillet, fut réorganisée et l'organe du Comité central reparut sous ce titre : *le Prolétaire*.

Boubnov qui avait représenté à la rédaction du *Soldat* le Comité central nous quitta. Podvoïski se montra moins assidu à la rédaction. Le travail grandissant dans les rayons et à l'Organisation militaire l'absorbait de plus en plus. Je dus faire le journal presque seul. Par bonheur, cette période ne fut pas longue. Je reçus l'aide nécessaire. Viatchislav Roudolfovitch Menjinski¹, le frère de Véra Roudolfovna, émigré politique qui venait d'arriver de France, entra à la rédaction du journal.

1. Aujourd'hui président du Guépéou. (N. du Tr.)

L'influence de notre feuille s'étendait peu à peu, son tirage augmentait et nous trouvâmes bientôt raisonnable de revenir à notre imprimerie antérieure, l'imprimerie du peuple et du travail. Nous étions devenus si forts que le patron qui nous avait lui-même mis à la porte naguère nous rappelait maintenant avec insistance. Nous continuâmes pendant quelque temps à composer le journal à l'imprimerie du Soviet de Vassili-Ostrov, pour transporter ensuite la composition en voiture à l'imprimerie du peuple et du travail, mais nous finîmes par revenir entièrement à cette dernière. Cette période de la vie du journal a laissé un peu moins de traces dans ma mémoire, car je m'écartais peu à peu de notre feuille. Mon activité au bataillon de réserve de l'arme chimique et des lance-flammes devenait de plus en plus absorbante. J'en parlerai dans l'ordre chronologique.

Après avoir comparu devant le Comité des officiers, je cessai pendant un certain temps, sur l'ordre du commandant du bataillon, de venir à la caserne. Un soldat m'apporta un extrait du procès-verbal du Comité du bataillon, protestant contre les mesures prises à mon égard. Un autre jour, le même soldat m'apporta les résultats des élections au tribunal du bataillon dont j'étais élu président à la place du sous-lieutenant Rikmann tombé malade. « Demain, me dit le soldat, il faut que vous soyez au tribunal. » — « Mais le commandant ne va-t-il pas me faire arrêter si, enfreignant son ordre direct, je viens au bataillon ? » demandai-je. Il m'était intéressant de connaître ce que le soldat répondrait à cette question. Il n'eut pas une minute d'hésitation. « Ne craignez rien M. l'enseigne, nous saurons vous défendre ! » C'est ainsi que, m'inclinant devant la volonté des soldats, je revins au bataillon et entrai en fonctions.

Parallèlement avec mon activité au tribunal du bataillon, je fis aux soldats des causeries, très suivies, sur l'histoire du mouvement révolutionnaire en Russie.

Le bataillon acquérait peu à peu un état d'esprit de plus en plus révolutionnaire. Ses effectifs furent complétés par de nouveaux venus qui étaient pour la plupart des ouvriers d'usine d'une mentalité nettement bolchévik, ce qui ne contribua pas peu à cette transformation. La mutinerie de Kornilov provoqua un revirement définitif parmi les soldats. Les endormis s'éveillèrent. Les officiers n'ayant pas su cacher leurs sympathies pour Kornilov s'étaient à jamais discrédités aux yeux des soldats. Ceux-ci voyaient bien que l'ennemi accumulait des forces pour rétablir, au moment favorable, par la force, l'ancien régime. Après l'affaire Kornilov, une nouvelle période s'ouvre dans la vie de notre bataillon. Je fus élu président de la première assemblée générale convoquée à l'occasion de l'affaire Kornilov. Un des leaders menchéviks de l'endroit, grand démagogue qui avait joui auparavant d'une influence colossale, me fit la contradiction au cours des débats. Son discours n'eut presque pas de succès. Pour assurer le vote de ma résolution, je l'avais intentionnellement conçue en termes modérés, mais les amendements des soldats lui donnèrent une allure plus catégorique et mirent des points sur les i. Les soldats exigeaient la libération des bolchéviks arrêtés, la fin de la campagne contre Lénine et Zinoviev, l'abrogation des mesures prises contre la *Pravda des soldats* et bien d'autres choses. Je mettais avec joie aux voix chacun de ces amendements et ils étaient adoptés à l'unanimité par applaudissements. C'était la première résolution nettement bolchévik adoptée en assemblée générale par les soldats du bataillon.

Ce changement d'état d'esprit suscita de grandes inquiétudes chez les chefs. L'adjoint au commandant du bataillon, le lieutenant Nadéjdine, se rendit lui-même à la réunion suivante. Excellent orateur, rusé et intelligent, il fit tout son possible pour provoquer un revirement chez les soldats, mais sans y réussir. Comme la fois antérieure, une résolution nettement bolchévik fut adoptée.

La « conférence démocratique » s'ouvrit à Pétrograd le 14 septembre. La question du pouvoir devait y être posée une fois de plus (pour la quatrième fois ?). Pétrograd étant représenté à la conférence par la délégation menchévik et socialiste-révolutionnaire du Soviet qui n'exprimait pas les aspirations des masses, le Comité central de notre parti organisa l'envoi à la conférence de délégations des usines, des fabriques et des unités de troupe. Cette fois encore le Comité du bataillon adopta une résolution constatant la nécessité du passage du pouvoir au Soviet de députés ouvriers et soldats et me chargea d'en donner lecture à la conférence. Je vois encore le vestibule du théâtre Alexandre bondé d'ouvriers et de soldats appartenant aux délégations de Pétrograd. Il fait étouffant, le vestibule est rempli de fumée. L'excitation est générale. Nous exigeons qu'on nous laisse entrer pour donner lecture de nos résolutions à la conférence. Les factionnaires se refusent absolument à nous laisser passer. Nous nous énermons, nous nous fâchons. A la fin, se montre une sorte de contre-délégation : c'est un groupe de dirigeants de la conférence démocratique que l'on nous envoie. Le socialiste-révolutionnaire Roudnev, maire de Moscou, vient en tête. Il nous regarde en dessous. Son grand front quadrangulaire est penché. Il a l'air de vouloir foncer, la tête la première, contre un mur. Il nous explique en s'efforçant de garder son calme

que nous ne pouvons être admis à la conférence parce que nous y sommes déjà représentés par la délégation du Soviet. Nous répondons que Tchédzé et les « Liber-Dan » n'expriment pas nos opinions et que nous exigeons le passage du pouvoir aux Soviets. Roudnev ne se contient plus. Le sang lui monte au visage. Il répète en haussant la voix qu'il ne peut pas nous laisser entrer et s'éloigne rapidement avec tout son état-major. Nous n'avons rien obtenu. Une réunion s'improvise sur le champ. Boubnov surgit je ne sais d'où, nous invite à ne pas nous séparer et à rédiger une protestation contre la conférence démocratique qui refuse de nous entendre. Cette proposition est adoptée à l'unanimité. On discute le texte de la résolution. Je jette un coup d'œil autour de moi. Un petit groupe de délégués de l'Union des jeunesses socialistes récemment formée, retient l'attention. Ces jeunes gens discutent et font du bruit. Une charmante jeune fille aux joues roses et aux yeux bleus, Lisa Pylaéva, que j'ai maintes fois rencontrée autrefois au comité bolchévik du rayon de Vyborg, est la plus vive et la plus hardie. Elle saute sur une chaise et, la première d'entre ses camarades, prononce d'une voix vibrante une harangue passionnée, au nom de l'Union des jeunesses socialistes ouvrières. Ses camarades sont visiblement gênés de voir les choses prendre cette tournure. Pendant qu'elle parle, ils la tirent par sa robe et, quand elle descend de sa chaise, l'accablent de tous côtés : « Sotte, de quoi te mêles-tu ? faut agir avec organisation. Tu n'as pas dit le dixième de ce qu'il y avait à dire ! » Pylaéva, toute rouge, se justifie d'un air confus. Je ne puis m'empêcher de sourire. A la fin la résolution est rédigée, nous la signons au nom des régiments et des usines qui nous ont mandatés et nous nous séparons.

Les progrès du bolchévisme au bataillon y entraînèrent, comme dans d'autres unités pétersbourgeoises, la réélection des députés aux Soviets. On se mit à élire des bolchéviks à la place des menchéviks et des socialistes-révolutionnaires. Il fut bientôt décidé de procéder à la réélection des députés du bataillon. Le noyau bolchévik présenta ma candidature. Ma tâche était d'autant plus facile que le menchévik Oussenko élu au lendemain de la révolution de Février et entré au Comité exécutif du Soviet ne s'était presque pas montré chez nous et n'avait rendu aucun compte de son mandat à ses électeurs. Il ne vint même pas se faire réélire. Un de ses camarades de parti tenta pour cette raison de faire remettre les élections au lendemain, mais les bolchéviks se prononcèrent énergiquement contre le renvoi et je fus élu à une grande majorité.

Muni du procès-verbal de cette réunion, je me présentai le lendemain à l'Institut Smolny, à la commission des mandats du Soviet de Pétrograd. « Vous êtes élu à la place du camarade Oussenko ? — me demanda le président de la Commission des mandats. — Oussenko est justement là, allons le voir. » Nous passâmes dans une chambre voisine où j'aperçus Oussenko qui travaillait à une table près de la fenêtre. Il nous vit aussi et, comme s'il eut pressenti quelque chose, se leva et vint à notre rencontre.

« On vous a remplacé », lui dit le président de la Commission des mandats en lui tendant la main et il lui montra l'extrait du procès-verbal que j'avais apporté. Oussenko lut ce papier en silence, déboutonna sa vareuse sans mot dire, en tira son mandat et le mit sur la table. Il y avait un menchévik de moins au Soviet de Pétrograd.

L'élection au Soviet me valut quantité de nouvelles obligations. Je devais assister aux assemblées

générales, faire partie de la section militaire du Soviet et du Soviet du rayon de la rive de Pétrograd (où était caserné mon bataillon), présidé par un bolchévik, Skorokhodov, qui me fit participer au travail soviétique. Ici je fus élu, avec l'ouvrier bolchévik Prokhorov, délégué à la direction de l'Union des jeunes socialistes du rayon ; je fus encore nommé secrétaire de la Commission des conflits du Soviet. Mon activité à la Commission des conflits était curieuse. L'objet de cette commission était d'apporter une solution aux conflits qui se produisaient entre ouvriers et patrons. A cet égard la commission était un organe typiquement révolutionnaire qui faisait, de son propre chef, exécuter ses décisions. Au point de vue formel, elle n'avait aucun pouvoir, mais l'autorité du Soviet des députés ouvriers et soldats était si grande que toutes nos mesures étaient exécutées sans discussion, non seulement par les ouvriers, mais, chose plus étonnante, par les patrons. Dans tous les cas, l'apparition de notre délégué, c'est-à-dire d'un membre de la Commission des conflits, était décisive. La bonne congédiée à tort était reprise, l'ouvrier lésé au règlement des comptes recevait la somme réclamée, etc. L'autorité de la Commission des conflits, et aussi celle du Soviet du rayon, en était accrue. Il arrivait qu'aux heures des réceptions, je fusse en ma qualité de secrétaire de la commission des conflits entouré de plaignants ouvriers et ouvrières. Les jours de séance j'avais toujours toute une série d'affaires à examiner de sorte que, la besogne partagée, chaque membre de la Commission avait à se rendre à plusieurs endroits. Tout en m'acquittant de ce travail, je ne cessais pas de collaborer au journal et de rester en contact avec le bataillon. Je m'efforçais surtout de garder un contact étroit avec les soldats qui m'avaient élu au Soviet de

Pétrograd. Pour bien souligner la différence entre leur député précédent, le menchévik, et moi, je leur rendais compte de chaque séance du Soviet, les informant en détail du travail du Soviet et leur indiquant comment j'avais voté avec la fraction bolchévik. Mes comptes rendus étaient écoutés avec intérêt et attention.

Les orages d'Octobre approchaient. Le Gouvernement provisoire s'était décidément révélé incapable d'administrer le pays dans les conditions présentes. Les ministères succédaient aux ministères, mais sans résultat. Un état d'esprit semblable à celui de nos journées de Juillet mûrissait dans les provinces. Seulement les masses étaient désormais beaucoup plus prudentes. « Maintenant, disait-on ici et là, nous n'agissons pas aussi simplement. Il faudra tout préparer à l'avance. » Et l'on se préparait partout, à fond : on sondait le terrain dans les unités de troupes et dans les usines, on recensait les armes. On se préparait si manifestement que nos ennemis étaient parfaitement au courant. Les journaux bourgeois dénonçaient vigoureusement la préparation du coup de force bolchévik. Ils en indiquaient même la date approximative. Ils ne purent pourtant rien faire pour l'empêcher.

Le congrès des Soviets du Nord, qui eut lieu le 10 octobre, joua un grand rôle dans l'organisation des forces de la révolution. J'y fus délégué, avec quinze autres bolchéviks, par le Soviet de Pétrograd. C'est à ce congrès que les bolchéviks eurent pour la première fois une majorité voisine de l'unanimité. Il apparut que Pétrograd était entouré, comme d'un cercle de fer, de Soviets bolchéviks qui pourraient en cas de nécessité lui venir en aide. La situation était très favorable à l'insurrection. Le moral en était amélioré, de grands espoirs naissaient. Le men-

chévick Bogdanov, membre du Comité exécutif panrusse des Soviets, qui invita le congrès à la circonspection fut raillé et sifflé. On parla nettement surtout aux réunions de la fraction bolchévick de la prise imminente du pouvoir par les Soviets. On se demandait surtout quelle serait la façon la plus simple et la plus indolore de prendre le pouvoir. Des délégués provinciaux proposaient de prendre d'abord le pouvoir chez eux, pour faciliter la révolution à Pétrograd. Rien de précis ne fut décidé sur ce point. On se borna à former un bureau, composé en majeure partie de militaires, capables de préparer et au besoin de faire l'insurrection. Krylenko, Antonov, Dybenko, d'autres, et notamment mon frère Raskolnikov, — bien qu'il fut encore emprisonné à ce moment — en firent partie. La fraction bolchévick du Soviet de Pétrograd se préparait aussi avec énergie à l'action prochaine. Je me souviens d'une séance secrète de notre fraction, à laquelle assistèrent les représentants des groupes bolchéviks des régiments, des fabriques et des usines. Lachévitch présidait. En dépit de la prudence et de la réserve avec laquelle les délégués parlèrent de l'état d'esprit de leurs unités, il apparut que le moment de l'action était venu et que les masses attendaient l'offensive. A la fin de la séance, quand l'état d'esprit de Pétrograd ouvrier et soldat eut été exposé avec assez de clarté, un des délégués, n'y tenant plus, posa au président de séance Lachévitch, une question directe : « A quelle date agirons-nous donc ? » Lachévitch eut un léger sourire, garda un moment le silence, puis répondit fermement en scandant ses mots : « Vous en serez informés en temps voulu. »

Mon bataillon s'agitait aussi et se préparait avec animation à l'action prochaine. Nous convoquâmes pour le 12 octobre un grand meeting auquel nous in-

vitâmes les unités casernées dans le voisinage. — Quand nous y arrivâmes, le manège de l'école militaire Vladimir était déjà plein de soldats. Je pris tout de suite la présidence et j'ouvris le meeting. En dépit du scepticisme dont il venait de faire preuve dans une conversation privée avec nous, Kaménev prononça un discours plein de fougue révolutionnaire et de combativité qui eut un gros succès. Mais le succès de mon frère qui appela brièvement les soldats à l'insurrection fut peut-être encore plus grand. Ce meeting me montra plus clairement encore que le moment était venu, qu'une nouvelle révolution s'imposait et qu'elle était inévitable.

Nous allions vers le 20 octobre. Je me multipliais, assistant chaque jour à cinq ou six réunions... Podvoïski, assistant aux conférences qui se succédaient sans arrêt à Smolny, ne se montrait presque pas au journal. Je voyais très bien sur son visage que l'heure attendue approchait. Il était rayonnant. « Voulez-vous être... général!... » me demanda-t-il une fois à l'improviste, et son regard brilla. Une autre fois, il demanda à ma femme : « Voulez-vous mourir pour la révolution ? Vous servirez d'agent de liaison pendant la bataille de rues ! » Il m'arrêta une fois au vol, dans les locaux du Soviet du premier rayon central, et m'ayant mystérieusement pris à part, me demanda conseil sur la désignation du chef de nos forces armées : lequel vaudrait mieux de Dzévanltovski, de Krylenko ou de Raskolnikov ? Je répondis que Dzévanltovski n'entraît pas en ligne de compte à mon avis, car nous le connaissions trop peu ; que, par une déveine exceptionnelle, mon frère, grippé, était alité, de sorte que le seul candidat était Krylenko, d'ailleurs officier du front. Podvoïski fut de mon avis et nous nous séparâmes.

Enfin, le 21 octobre, me trouvant de service à mon

bataillon, je reçus la visite d'Anda qui m'apporta de la part de Podvoïski un papier ainsi conçu :

COMITÉ EXÉCUTIF
DU
SOVIET DE DÉPUTÉS
OUVRIERS ET SOLDATS
DE PÉTROGRAD
SECTION MILITAIRE
21 octobre 1917
N° 1099

CERTIFICAT

Le camarade enseigne Illine, A.F., est nommé commissaire du Comité révolutionnaire militaire près le Soviet de députés ouvriers et soldats de Pétrograd, au bataillon de l'arme chimique et des lance-flammes.

Le président, G. SOUKHARKOV.
(Sceau.)

Le secrétaire, ANTONOV.

Ce mandat était suivi du billet que voici :

Alexandre Fédorovitch,

Nicolas Ilitch¹ vous prie de venir sans faute à l'Institut Smolny. Voici pour tous les cas votre mandat. Vous êtes nommé commissaire de votre compagnie. Vous pouvez téléphoner à Nicolas Ilitch, 148-11, adressez les renseignements et la liaison au Liteyny. — Institut Smolny.

Salut fraternel,

ANDA.

A titre de renseignement

Aucune décision ne peut être prise, aucun ordre ne peut être donné à la compagnie sans que vous en soyez informé. Dire aux camarades que rien ne doit être fait, quoi qu'il puisse se passer et quels que soient les événements, sans la sanction du Soviet de Pétrograd. Nicolas Ilitch complètera vos instructions.

Je sursautai. Je compris que l'action était déjà commencée. Des mots nous passions aux actes.

1. Podvoïski.

La révolution d'Octobre

J'allai tout d'abord informer les soldats de ma nomination et leur donner en qualité de commissaire mes premières instructions. Je fis dans toutes les compagnies des réunions auxquelles j'exposai la situation et expliquai la signification et l'objet de ma nomination. « La contre-révolution, disais-je, groupée autour du Gouvernement provisoire, mobilisait ses forces et le Soviet de Pétrograd avait plus que jamais besoin de l'appui des masses ouvrières et paysannes qui l'avaient élu. »

« La situation est extrêmement tendue, ajoutai-je. La question peut se poser ainsi: ou le Gouvernement provisoire ou le Soviet des députés ouvriers et soldats. Les régiments de la garnison de Pétrograd doivent être prêts à prendre les armes pour défendre leurs élus. »

Les soldats m'applaudissaient unanimement. Et quand, pour conclure, je déclarai qu'aucun ordre du commandant de bataillon ne pourrait désormais être exécuté sans mon approbation, les soldats s'engagèrent à ne recevoir d'ordres que de moi. Leur état d'esprit était à la fois réfléchi et révolutionnaire. Je me souviens que, dans une compagnie, comme je finissais mon exposé, un des soldats s'exclama avec une joie sincère : « Il est bien temps ! » Toutes les compagnies informées me sentant appuyé des soldats, je résolus d'informer de ma nomination le commandant du bataillon. Je me rendis à l'état-

major. Le colonel Martiouchov, commandant du bataillon de la garde, n'était pas là ; son adjoint, le lieutenant Nadéjdine, me reçut.

Il m'écoula, lut mon mandat, leva sur moi ses yeux d'acier froid et me répondit d'une voix indifférente : « Nous ne recevons d'ordre et de nominations que de l'état-major de la place. En votre qualité d'officier, vous devriez le savoir ». Je me fâchai. « Bien, dis-je, essayez seulement d'agir à mon insu ! Mais sachez qu'aucun de vos ordres ne sera exécuté par les soldats, sans ma confirmation. »

Un éclair sinistre passa dans les yeux du lieutenant Nadéjdine, mais il se maîtrisa, haussa les épaules, et répliqua : « Soit, je transmettrai votre communication au commandant. Souvenez-vous seulement que vous jouez un jeu dangereux. » Je ne répondis rien, saluai et sortis. J'étais pressé de me rendre à Smolny où Nicolas Ilitch Podvoïski devait compléter mes instructions. J'arrivai rapidement en tramway et montai presque en courant au troisième étage. La section militaire du Soviet de Pétrograd occupait naguère de petites chambres qui étaient maintenant celles du Comité révolutionnaire militaire.

Une agitation fébrile régnait ici. Des gens arrivaient et repartaient, porteurs d'ordres. Presque à la porte, je rencontrai un camarade du Parti, le sous-lieutenant des mitrailleurs Tarassov-Rodionov. Il m'accompagna dans le cabinet du Comité révolutionnaire militaire où il raconta son histoire infiniment curieuse. L'état-major de la place de Pétrograd avait décidé de placer sur les toits, pour assurer sa propre défense, un détachement de mitrailleurs dont il avait confié le commandement au... sous-lieutenant Tarassov-Rodionov, — naturellement, dans l'ignorance complète de son rôle de militant bolchévik.

La défense de l'état-major de la place contre les bolchéviks était ainsi confiée à un bolchévik ! Tarassov-Rodionov venait demander au Comité révolutionnaire militaire ce qu'il devait faire ; refuser ce poste ou l'accepter pour agir dans l'intérêt du Comité. Pour autant que je m'en souviens le Comité se prononça dans ce sens. Tarassov-Rodionov fut invité à former son détachement des bolchéviks les plus sûrs pour prendre à revers les défenseurs du Gouvernement provisoire.

J'avais écouté avec un vif intérêt la discussion de cette directive. Je passai dans une autre chambre à la recherche de Nicolas Ilitch Podvoïski. Je le trouvai en conversation avec un sous-lieutenant qui m'était inconnu. « Ah ! vous arrivez bien ! me dit Podvoïski avec joie, allez au régiment des grenadiers, nous n'y avons pas encore de commissaire. » — « Mais Nicolas Ilitch, je viens d'être nommé commissaire à mon bataillon. » — « Ça ne fait rien, vous cumulerez, ces deux unités sont casernées à la rive de Pétrograd à peu de distance l'une de l'autre. Ayez en vue que votre poste est des plus important. Le régiment des grenadiers a pris part aux événements de Juillet, il a été de ce fait l'objet de sanctions de la part du Gouvernement provisoire, et il est assez démoralisé en ce moment. Or, il nous est essentiel de le tenir en mains. » L'officier que j'avais trouvé en conversation avec Podvoïski se présenta à moi comme le sous-lieutenant Nikonov, des grenadiers, et insista également pour me faire accepter ce poste. « Je pourrais être moi-même le commissaire de mon régiment, dit-il, étant aussi bolchévik, mais ce serait manquer de tact, car je ne suis bolchévik que depuis peu : j'ai combattu le bolchévisme jusqu'aux journées de Juillet, tout le monde le sait au régiment. »

Je ne fis plus d'objections et Podvoïski me remit au bout de quelques minutes le mandat suivant :

COMITÉ EXÉCUTIF
DU
SOVIET DE DÉPUTÉS
OUVRIERS ET SOLDATS
DE PÉTROGRAD

SECTION MILITAIRE

22 octobre 1917

N° 1109

CERTIFICAT

Le camarade enseigne, Iline, A.F., est nommé commissaire du Comité révolutionnaire militaire près le Soviet de députés ouvriers et soldats de Pétrograd, au régiment des grenadiers de la garde.

Le Président : B. LASIMIR.

Pour le Secrétaire : N. PODVOÏSKI.

(Sceau).

Muni de ces instructions de Podvoïski et lui ayant promis de garder le contact avec lui par téléphone, je me rendis, accompagné du sous-lieutenant Nikonov, au régiment de réserve des grenadiers de la garde.

La situation que j'y trouvais était assez curieuse. Le colonel Korénev, qui commandait le régiment, n'avait plus aucune autorité ; toutes les affaires étaient gérées par un comité presque entièrement formé de socialistes-révolutionnaires de gauche. Le Parti socialiste-révolutionnaire de gauche venait de se former ; c'était une organisation amie, mais extrêmement confuse. Ses représentants au régiment confirmaient la règle. Les membres du Comité me reçurent assez poliment et approuvèrent en réunion extraordinaire ma nomination, mais je sentais, dans tout ce qu'ils faisaient, une sorte de réserve, et com-

prenais qu'il ne fallait pas trop compter sur ces « amis ». Nous n'étions amis que pour un temps.

L'assemblée générale des soldats que je convoquai aussitôt après que ma nomination eut été sanctionnée par le Comité me fit un tout autre accueil. J'y fis un long exposé de la situation politique et, dès mes premiers mots, je sentis s'établir entre mon auditoire et moi des liens de confiance mutuelle. Mon exposé fut souvent interrompu par les « très bien ! » et quand je le terminai et proposai une résolution disant que le régiment se lèverait tout entier pour la défense du Soviet de Pétrograd, les mains calleuses des soldats se dressèrent en foule.

Convaincu que les grenadiers me soutiendraient, je retournai à mon bataillon. En chemin, je pensai que le plus raisonnable serait de m'établir au régiment des grenadiers, qui avait la plus grande importance, et de me borner à communiquer par téléphone avec mon bataillon et à lui rendre visite de temps à autre. Au bataillon, je convoquai d'abord les principaux militants du noyau bolchévik et les informai de la situation politique et de mes projets. Les camarades furent enchantés de ma nomination au régiment des grenadiers et considérèrent le contact avec une unité aussi forte comme excellent pour notre bataillon, faible quant à ses effectifs et à son armement. Ils approuvèrent mon installation chez les grenadiers et crurent nécessaire de demander au Comité du bataillon de former un comité révolutionnaire de trois membres qui me remplacerait en quelque sorte en mon absence. M'étant ainsi entendu avec les camarades, je revins chez les grenadiers.

Nous décidâmes, le sous-lieutenant Nikonov et moi, de ne pas nous absenter du régiment ; et nous nous installâmes dans les locaux des mitrailleurs où il se

trouva des lits disponibles. Avant de nous coucher, nous visitâmes toutes les casernes, pour que je pusse connaître de plus près les soldats et leur état d'esprit. Nous fîmes même sur la prière des soldats une sorte de petit meeting au cours duquel nous exposâmes le travail et les vues du Parti bolchévik. Les soldats nous faisaient partout l'accueil le plus amical. Je me rendis compte une nouvelle fois que je pouvais être tout à fait tranquille à leur sujet. Ils ne brûlaient pas, il est vrai, du désir de se battre. Mais on pouvait dire en toute confiance qu'ils nous soutiendraient en masse le cas échéant.

Nous nous abstinmes de nous déshabiller, pour être prêts à toute éventualité, et nous bornâmes, en nous couchant, à ôter nos bottes.

Le lendemain matin de bonne heure, je téléphonai à Podvoïski pour me renseigner et demander des instructions. Podvoïski me dit que le conflit avec le Gouvernement provisoire s'envenimait. Le Gouvernement provisoire s'efforçait de réunir des troupes sûres et tenterait certainement de dissoudre le Soviet. Il fallait donc rester sur le qui-vive, prêts au combat. J'adressai aussitôt au bataillon de l'arme chimique l'ordre suivant :

AU BATAILLON ET A TOUS LES COMITÉS DE
COMPAGNIE,

Le Soviet de Pétrograd est en danger. Procédez, par compagnies, au recensement de tous les hommes capables de prendre les armes pour la défense du Soviet de Pétrograd.

Le Commissaire du bataillon de l'arme
chimique et des lance-flammes,

Enseigne ILLINE.

Je reçus en réponse le rapport suivant que je garde encore dans mes papiers :

Au camarade commissaire du bataillon de
réserve de l'arme chimique et des lance-
flammes,

Un organisme central provisoire composé de trois membres a été élu sur décision du comité de bataillon. En font partie : Ermakov, Rogatkine et Tchijevski et nous sommes déjà [organisés]. Les armes sont en bon état. Effectif : 400 présents. Votre ordre sera exécuté. C'est tout pour l'heure. Vous tiendrons au courant.

Le membre de garde : ERMAKOV.

Ayant donné le même ordre au régiment des grenadiers, j'appris que 1.900 hommes étaient portés à son effectif mais qu'il y avait 600 non combattants et 300 hommes affectés à des postes divers, de sorte que le moment venu le régiment n'aurait que 1.000 baïonnettes. C'était déjà une force respectable. L'armement était assez bon. Fusils et munitions en quantités suffisantes. Je pris en tout cas note de la quantité exacte des armes dont je disposais.

A peine avais-je terminé ces comptes qu'un soldat accouru m'informait que le Gouvernement provisoire faisait lever les ponts. Je fus tout de suite debout. Je me rappelai les journées de Juillet pendant lesquelles le Gouvernement provisoire avait commencé son offensive contre nous en faisant lever les ponts. Cette mesure me parut être le début d'une action dont l'objet serait de nous écraser. Le Gouvernement provisoire l'emporterait-il de nouveau ? Non, le rapport des forces avait bien changé. Toute la garnison de Pétrograd était avec nous. Il fallait seulement que nous fussions nous-mêmes plus résolus. Nous ne pouvions en aucune façon tolérer la levée des ponts. Je réunis immédiatement des soldats, j'en formai deux patrouilles que j'envoyai l'une au pont des grenadiers et l'autre au pont Sampsonievski avec l'ordre de faire rétablir à tout prix la

communication. « En cas de résistance, employez la force », leur dis-je pour finir. Quelques minutes plus tard, l'une des patrouilles revint, traînant après elle de la ferraille. « Camarade commissaire, me dit le chef de la patrouille, nous avons rétabli la communication, et pour plus de sûreté emporté les clefs de la machinerie du pont. » Le vieux gardien du pont arrivait aussi, geignant et jurant, furieux de voir saisir par les soldats des choses qui lui étaient confiées. « Ne t'en fais pas, vieux père, ne t'inquiète pas, lui dis-je, tes clefs n'ont rien à craindre chez nous. Nous allons les déposer au Comité du régiment et, dans deux ou trois jours, quand tout ira bien, nous te les rendrons. » — « Moi, ça va, ça va », bougonnait le vieux. Il jeta encore un coup d'œil sur les clefs et s'en alla. Je donnai à l'autre patrouille l'ordre d'envoyer également au Comité du régiment les clefs de la machinerie de l'autre pont. Bientôt tout un coin de la chambre du Comité fut rempli de lourdes clefs.

À peine avais-je terminé cette affaire, qu'on m'appela au téléphone. C'était Podvoïski. « Eh bien, dit-il, on lève les ponts chez vous ? » Je lui racontai en détail ce qui s'était passé et l'informai des dispositions prises.

« Parfait, répondit Podvoïski, — ne laissez en aucun cas lever les ponts. Une directive analogue est donnée à tous les régiments. La garde de chaque pont est confiée au régiment le plus proche. Les ponts des Grenadiers et Samposonievski doivent être gardés par votre régiment, le pont de la Trinité par la citadelle Pierre et Paul et le pont Touchkov par le bataillon de réserve de l'arme chimique. » Je donnai aussitôt à ce bataillon l'ordre de surveiller le pont Touchkov et de n'admettre en aucun cas qu'il fut levé.

Cet épisode est caractéristique en ce que nous intervenions pour la première fois comme une force opposée au Gouvernement provisoire. Nous empêchions, de notre propre initiative, par la force, l'exécution d'un ordre du Gouvernement provisoire. Nous engageons ainsi la lutte. On pouvait maintenant s'attendre à la riposte du gouvernement. Il tenterait probablement de faire donner contre nous les unités fidèles. Je résolus en tout cas de surveiller la rive de Pétrograd et j'envoyai des patrouilles dans toutes les rues avoisinantes avec ordre de m'informer de tout fait suspect.

Les informations que je reçus de toutes parts confirmèrent pleinement mes craintes. Le Gouvernement provisoire rassemblait les troupes fidèles. Venaient en premier lieu les écoles militaires. Il fallait à tout prix empêcher l'exécution de son dessein, empêcher la concentration des troupes auprès de l'état-major de la place. Ma tâche était tout à fait claire : surveiller les écoles militaires Pavlovskoé et Vladimirovskoé situées entre mon bataillon et le régiment des grenadiers. Je chargeai le bataillon, caserné à proximité des deux écoles, de la majeure partie de cette surveillance.

La surveillance de l'école Pavlovskoé nous était facilitée par l'existence, dans cette école même, d'un détachement de troupes qui la desservait, détachement faible, mais dont l'esprit révolutionnaire ne laissait rien à désirer. J'établis avec lui la liaison la plus étroite afin de savoir tout ce qui se faisait dans l'école.

Dans la soirée du 23 octobre, un soldat du détachement accourut tout essoufflé et m'informa que l'école Pavlovskoé avait reçu du Gouvernement provisoire l'ordre de se rendre au complet à la place

du Palais et que les junkers, — les aspirants, — se préparaient.

Accompagné de deux membres du Comité du régiment, l'enseigne Gan et un camarade soldat, tous deux socialistes-révolutionnaires de gauche, je me rendis à l'école militaire.

Nous aperçûmes aux abords de l'école des groupes de soldats en tenue de campagne. Une mitrailleuse était placée au milieu de la rue. Dans la pénombre d'un soir d'automne, ce tableau, faiblement éclairé par les réverbères avait quelque chose d'étrange et d'inquiétant.

Nous approchâmes : les soldats qui veillaient là appartenaient à mon bataillon. Ils furent heureux de me voir. Surveillant l'école militaire, ils étaient prêts, me disaient-ils, à se battre si les aspirants se mettaient en tête de soutenir le Gouvernement provisoire. Leurs visages respiraient la vaillance et l'enthousiasme.

Mon entretien avec ces soldats me laissa très confiant. Leur instinct révolutionnaire et leur initiative étaient réconfortants. Je leur avais seulement recommandé d'observer les écoles militaires. Venant à peine d'apprendre les intentions de l'école Pavlovskoé, je n'avais pas eu le temps de donner de nouveaux ordres ; mais les soldats avaient compris ce qu'il y avait à faire et, bien que leurs forces fussent insuffisantes, cerné l'école, prêts à mourir à leur poste révolutionnaire.

Avec de tels hommes, il n'y avait rien à craindre !

Je me dirigeai vers l'école. Une vive surexcitation régnait dans le détachement de l'école. La petite chambre crûment éclairée par une ampoule électrique suspendue au plafond était bondée de soldats qui discutaient bruyamment. Le président du Comité, visage énergique et intelligent, me mit au cou-

rant. L'école, au reçu de l'ordre du Gouvernement provisoire s'était préparée à sortir, mais les soldats avaient déclaré qu'ils ne toléreraient aucune action et résisteraient par la force. Avec les détachements de la garde rouge de la fabrique Ducat et le bataillon chimique, ils avaient placé un cordon autour de l'école, disposé les mitrailleuses de manière à dominer toutes les issues et s'étaient préparés, bien que peu nombreux, à opposer aux junkers une résistance désespérée. Le président du Comité me fit connaître à l'aide d'un croquis la disposition des forces ; l'emplacement des mitrailleuses y était indiqué. Tout s'était fait avec bon sens et organisation. Les visages des chefs de ce petit groupe de vaillants qui se dressaient contre toute une école militaire exprimaient la résolution et la bravoure. « Nous ne laisserons pas sortir les junkers, me dit énergiquement le président du Comité, un soldat. — Nous nous ferons plutôt tuer tous jusqu'au dernier. » Je lui promis le soutien du bataillon chimique et des grenadiers.

Apprenant que le Comité de l'école délibérait justement, je m'y rendis avec mes deux camarades. Notre entrée provoqua un certain mouvement dans l'assistance. On ne savait qui nous étions ni pourquoi nous venions. Tous les yeux se tournèrent vers nous avec étonnement. Un officier, spécialement délégué à cette réunion, membre de l'Exécutif central des Soviets, encore menchévik, qui vivait ses derniers jours, était en train de parler. Il insista d'abord sur l'exécution immédiate de l'ordre du Gouvernement provisoire ; mais voyant que l'assemblée était loin de le soutenir avec unanimité, il proposa un compromis : le Comité de l'école considérerait l'action dans la rue comme indésirable, mais, si le Gouvernement provisoire réitérait son ordre, l'école obéirait immédiatement.

Dès qu'il eut fini, je demandai la parole. Le président de séance, informé que je représentais le régiment des grenadiers, crut devoir demander au Comité l'autorisation de me donner la parole. Le Comité consentit.

J'étais très ému, car je savais que si je ne réussissais pas à convaincre cet auditoire, il faudrait se battre. C'est ce que je déclarai d'emblée. Je dis que si la guerre civile nous menaçait, l'action des junkers pouvait en marquer le début. Le régiment des grenadiers était prêt. Nous ne tolérerions pas que les junkers descendissent dans la rue.

Mes camarades grenadiers parlèrent après moi. Ils indiquèrent que toute la garnison de Pétrograd ayant décidé de ne pas descendre dans la rue sur l'ordre du Gouvernement provisoire, les junkers, s'ils agissaient, manqueraient à la camaraderie et compromettraient une action désorganisatrice qui ferait à l'école militaire une situation très spéciale.

La question fut presque aussitôt mise aux voix. Les résultats du vote firent très bien ressortir l'hésitation et l'irrésolution des junkers. Il y eut trois voix pour l'action, cinq contre et dix-huit abstentions. Un second tour donna à peu près les mêmes résultats. Il fut alors décidé de tenir le vote pour acquis.

Le président proposa pour conclure d'adresser au régiment des grenadiers le salut fraternel de l'école militaire. De faibles applaudissements lui répondirent.

Je recommandai aux soldats de l'école de maintenir la liaison avec le bataillon chimique, et au Comité de bataillon de ne pas relâcher sa surveillance et de se tenir à toute heure prêt à soutenir les soldats de l'école. Cette liaison fut maintenue et joua son rôle dans les événements ultérieurs.

Le lendemain 24 octobre, la situation s'éclaircit. Des détachements peu importants de junkers et de soldats de toutes armes avaient répondu à l'appel du Gouvernement provisoire. Il était évident que toute la garnison était avec le Soviet de Pétrograd. Réunissant les données que je recevais de toutes parts, je dressai le tableau suivant des forces qui s'étaient rendues devant le Palais d'Hiver, pour défendre le Gouvernement provisoire : 1) Deux sections de l'Ecole militaire Michel; 2) 700 junkers de l'école des sous-officiers de Péterhof; 3) 300 hommes de l'Ecole d'Oranienbaum; 4) Trois compagnies (près de 500 hommes) de l'Ecole de Gatchina; 5) 200 baïonnettes du bataillon des femmes; 6) 200 cosaques. Au total, d'après mes calculs, près de 2.000 hommes. C'était là tout ce que le Gouvernement provisoire pouvait opposer aux Soviets! On comprend qu'il eût été ridicule d'attendre davantage. Le Soviet de Pétrograd prit l'offensive pour renverser le Gouvernement provisoire et s'emparer du pouvoir. La journée du 24 octobre fut la première de l'insurrection.

Je demeurai en contact permanent avec le Comité révolutionnaire militaire. Je suivais les événements et les péripéties de notre offensive contre le Palais d'Hiver. Le régiment des grenadiers ne fut pas appelé à prendre part à ces opérations. Le Comité révolutionnaire militaire avait décidé de le tenir en réserve, car il avait assez souffert dans les journées de Juillet. Le jour commençait à baisser quand retentit le premier coup de canon. *L'Aurore*, entrée dans la Néva, tirait à blanc sur le Palais d'Hiver. Je traversai la cour, un soldat marchait devant moi. La surprise le fit jurer en butant. « Le diable m'emporte, nous avons donc notre propre guerre », dit-il. Puis on entendit crépiter une mitrailleuse. La bataille s'engageait. Je me rendis au Comité du régi-

ment et envoyai un soldat au capitaine en second Dzévaltovski, qui participait à la direction des opérations contre le Palais d'Hiver. Dzévaltovski, récemment revenu du front, appartenait au régiment des grenadiers avec lequel il restait en liaison. Je chargeai mon envoyé de lui demander comment allaient les affaires et s'il n'avait pas besoin de renfort. Je fis prendre en même temps les armes à la moitié du régiment. Le soldat revint bientôt et me dit que tout allait bien : Les forces du Palais d'Hiver se rendaient peu à peu et Dzévaltovski nous envoyait, pour être gardé, le bataillon de femmes, son dernier trophée.

La nuit était tout à fait tombée quand le bataillon de femmes arriva, sous bonne escorte, au régiment des grenadiers. Je voyais pour la première fois ces soldates du bataillon de choc; je les considérai avec intérêt. Elles produisaient en général une impression assez pitoyable. Têtes rasées, visages simples, grossiers, hâlés, on pouvait les prendre pour de jeunes soldats, mais leur petite taille — à côté des grenadiers, elles étaient vraiment des naines — leurs petites mains et leurs gros mollets, cocasses sous les molletières, sautaient aux yeux. Trois d'entre les prisonnières, et de ce nombre la commandante, s'évanouirent à l'arrivée. Nous les entraînâmes tout bien que mal au Comité, nous les fîmes asseoir, nous leur donnâmes de l'eau. Elles reprirent peu à peu leurs sens : « Qu'aviez-vous besoin de vous battre ? » s'exclama un soldat. — « Mais qu'est-ce que nous en savions ? répartit vivement la commandante, on nous a trompées, pour nous faire venir à la Place du Palais. Nous avons reçu l'ordre de défilé et nous nous sommes trouvées engagées dans une bataille. »

Les membres du Comité se regardaient avec surprise. C'est à ces moyens-là qu'avait dû recourir Kérenski pour défendre le pouvoir qui se dérobaît !

Il fallait loger les prisonnières. Il y en avait 138. Les salles de police du régiment ne pouvaient les recevoir toutes. Je choisis avec le président du Comité du régiment, Fédorov, un bâtiment vide et isolé. Nous y logeâmes le bataillon de femmes, sous bonne garde. Je reçus le lendemain du Comité révolutionnaire militaire l'ordre de mettre les prisonniers en liberté et de leur donner le moyen de se rendre à la gare de Finlande pour regagner leur caserne de Levachovo. Je les informai aussitôt de leur libération et elles se préparèrent joyeusement à partir. La presse bourgeoise écrivit plus tard que le bataillon de femmes avait été maltraité et que des combattantes avaient été violées. Pur mensonge. Une délégation du bataillon nous remercia du traitement fraternel que les prisonnières avaient reçu chez nous.

Je serrai de bon cœur les mains des déléguées et leur souhaitai bon voyage. Leur petite colonne grise disparut bientôt derrière les portes massives de la caserne des grenadiers. La révolution était faite. A l'exception de Kérenski, les ministres du gouvernement provisoire étaient arrêtés. Le Soviet de Pétrograd tenait fermement le pouvoir. Nous résolûmes, le camarade Fédorov et moi, de réunir le Comité du régiment pour nous rendre compte de son attitude en présence des événements. Fédorov décida également d'inviter le commandant du régiment. Fait curieux, à partir du moment où j'avais fait mon apparition au régiment, le colonel semblait avoir disparu sous terre. Je donnais mes ordres, j'envoyais des patrouilles, je gardais sous clef des prisonniers, j'étais le vrai maître du régiment dont le chef en titre ne manifestait en rien sa présence. A première vue cela pouvait paraître singulier. Mais le rusé compère savait ce qu'il faisait, son attitude était calculée et même raisonnable, — à son point de

vue. Que pouvait-il faire ? Il sympathisait certainement avec le Gouvernement provisoire auquel il devait obéissance. D'autre part, il voyait bien que nous étions les plus forts et que toute tentative de me contrecarrer n'eût pu que le discréditer. Il préférerait donc se retirer et garder l'expectative, quitte à se joindre à la fin au vainqueur.

Il vint à la réunion en grande tenue, la taille bien prise ; ému d'ailleurs, car il ne savait pas bien pourquoi on l'invitait. Pendant la séance, tandis que les orateurs se prononçaient l'un après l'autre pour la révolution, il semblait être sur des épingles, préparant sans doute son discours. Il comprenait naturellement que les bolchéviks avaient vaincu et qu'il devait lui aussi, s'il voulait rester à la tête du régiment, se prononcer pour la révolution, mais toute sa nature d'officier protestait. Il avait certainement souhaité la victoire du Gouvernement provisoire, il nous eût alors fait souvenir de son humiliation momentanée. Mais ce que ni lui ni ses pareils n'avaient pu prévoir était arrivé : les bolchéviks avaient vaincu.

Je ne sais s'il fût resté là en proie à ses émotions, mais un membre du Comité le mit en cause. « Il serait bien intéressant de savoir, dit un camarade en finissant son discours, quelle est l'attitude du commandant du régiment en présence des événements. » Le colonel se dressa comme mû par un ressort, pivota élégamment sur ses talons et déclara d'un ton un peu criard qui voulait être dégagé : « Quelle attitude pourrais-je avoir devant cette révolution quand c'est une révolution vraiment populaire ? Voici ce que j'ai vu hier. On tirait autour du Palais d'Hiver. Le canon tonnait même, mais le tramway passait tranquillement sur le pont de la Trinité et les passants allaient à leurs affaires comme

si les événements étaient simples et normaux. Non, c'est une révolution vraiment populaire et je l'accueille avec joie. » Les arguments du colonel ne convainquirent sans doute personne, mais on ne l'inquiéta plus. Le principal était qu'il ne se fût pas dressé à ce moment contre le régiment ; on lui pardonna volontiers l'incohérence relative de son discours. La réunion se termina vite et le colonel visiblement rassuré s'en alla.

De nouveaux événements mûrissaient sous Pétrograd. Kérénski avait fui du Palais d'Hiver et incitait le général des cosaques Krasnov à marcher sur Pétrograd pour rétablir par la force le Gouvernement provisoire. Je l'appris du Comité révolutionnaire militaire et du général Krasnov lui-même. Voici comment : j'étais au Comité du régiment quand un commis vint des bureaux et m'apporta une feuille dactylographiée. C'était un appel du général Krasnov invitant les régiments de la garnison de Pétrograd à se débarrasser des bolchéviks et à se joindre aux cosaques. Je sursautai. L'appel de Krasnov, librement répandu à Pétrograd, pénétrait dans une caserne ! Je courus aux bureaux pour éclaircir ce fait. L'appel avait été reçu de l'état-major du général Krasnov par télégraphe ou téléphone, je ne m'en souviens plus exactement. « Qu'en avez-vous fait ? » demandai-je. — « Nous l'avons recopié en deux exemplaires transmis, l'un au commandant du régiment, l'autre au Comité ». — « Vous ne l'avez transmis à personne d'autre ? » — « Non. » — « Eh bien, chers camarades, dis-je, à l'avenir ne recevez plus rien de l'état-major du général Krasnov. Il est ennemi déclaré du peuple et je considérerai tout rapport avec lui comme une trahison. » — « Compris », répondit le chef de bureau, mais je voyais bien sur son visage et sur celui des autres scribes qu'il

n'y avait pas à compter sérieusement sur ce petit monde. Ces embusqués, fils à papa tirés à quatre épingles, ne sympathisaient certainement pas avec la révolution; ils avaient à coup sûr reçu et transmis en connaissance de cause l'appel de Krasnov. « C'est joli, pensai-je en revenant au Comité, le général Krasnov qui nous combat communique sans difficulté avec les régiments de Pétrograd ! » Je téléphonai aussitôt à ce sujet au Comité révolutionnaire militaire et j'attirai son attention sur l'œuvre de trahison de nos organismes de liaison.

Parallèlement à l'offensive du général Krasnov contre Pétrograd commençait la concentration des éléments contre-révolutionnaires dans la capitale même. On ne pouvait douter que ces éléments fussent en contact avec l'état-major de Krasnov. La moitié de mon régiment était toujours sous les armes. Les patrouilles que je continuais à envoyer m'amenaient souvent des agitateurs contre-révolutionnaires et des suspects. Une patrouille m'amena un soldat du bataillon de la mort, à figure d'intellectuel, qui faisait de l'agitation contre le pouvoir des Soviets. Il portait un uniforme noir avec sur sa casquette plate un crâne et deux tibias entrecroisés. « Pourquoi affirmiez-vous que le pouvoir des Soviets en est à ses dernières heures ? » lui demandai-je. — « Sans doute ai-je pour cela mes raisons », me répondit-il bien en face avec insolence. Je l'envoyai à la salle de police comptant faire plus tard plus ample connaissance avec lui. Hélas ! le chef des factionnaires m'apprit le lendemain matin qu'on avait trouvé la salle vide, les barreaux de la fenêtre sciés, le prisonnier avait disparu. Je regrettais d'avoir laissé envoler un oiseau aussi intéressant. J'observai surtout avec une grande attention les écoles militaires Vladimirskoé et Pavlovskoé. On pouvait s'y

attendre à bien des désagréments. L'école Pavlovskoé m'inquiétait surtout, les effectifs et le personnel enseignant de l'autre ayant, d'après mes renseignements, un état d'esprit plus démocratique. Les événements tournèrent autrement; c'est précisément l'école « démocratique » qui allait prendre l'offensive. Mais nous en reparlerons.

Quand le général Krasnov occupa Gatchina et continua sa progression, je demandai à Podvoïski, au cours de l'un de nos entretiens téléphoniques, s'il ne fallait pas faire donner contre Krasnov mon régiment de grenadiers. « Soyez sans inquiétude, me répondit Podvoïski, votre régiment aura encore l'occasion de se rendre utile sur place. » Le fait est que je reçus le même jour l'ordre du Comité révolutionnaire militaire de prendre contact avec la citadelle Pierre et Paul et de désarmer les junkers. Je me rendis à la citadelle pour étudier la meilleure façon de mener à bien cette opération. Le commissaire de la citadelle, notre camarade Blagonravov, était absent et j'allai trouver son adjoint Ter-Aroutiouniantz, que je connaissais bien pour l'avoir souvent rencontré à l'Organisation militaire. Le pauvre Ter-Aroutiouniantz s'était tellement fatigué au cours des derniers jours qu'il en était devenu méconnaissable. Il s'était endormi à sa table de travail. Autour de lui on marchait sur la pointe des pieds et l'on baissait la voix pour ne pas le réveiller. Il me fut pénible de troubler son repos, mais l'affaire était urgente. Nous lûmes ensemble l'ordre du Comité révolutionnaire militaire et nous nous mîmes à préparer notre plan d'action. J'exposai que l'Ecole Pavlovskoé constituait pour nous le plus grand danger et qu'il fallait par conséquent commencer par elle. La tâche nous était facilitée du fait de l'existence dans les murs de l'école d'alliés précieux, plus précisément d'un

détachement de troupe de la fidélité et du dévouement duquel j'avais pu me convaincre. J'étais en relations permanentes avec ce détachement et je pensais désarmer l'école grâce à son concours. Ter-Aroutiouniantz approuva mon projet et me promit l'appui des forces de la citadelle. Revenu au régiment, je négociai tout d'abord avec le détachement de l'école. Les soldats accueillirent avec satisfaction l'idée de désarmer les junkers et déclarèrent qu'ils s'acquitteraient de cette tâche par leurs propres moyens si je les autorisais à s'assurer du concours d'une partie du bataillon chimique, avec lequel ils étaient en relations suivies.

Je fus passablement inquiet des résultats de cette opération. Mais elle s'effectua sans la moindre difficulté. Les aspirants furent désarmés, placés sous escorte et envoyés à ma caserne des grenadiers.

Je vois encore venir par un soir pluvieux d'automne la longue colonne des élèves-officiers entourés de soldats. Ces jeunes gens jetaient vers l'avenir inconnu des regards craintifs. Peut-être certains d'entre eux s'attendaient-ils à être massacrés. Je les installai du mieux que je pus dans les locaux qui avaient été occupés par le bataillon des femmes. Quand on put, au bout de quelques jours, élargir ces prisonniers, à la condition, il est vrai, qu'ils rentreraient immédiatement dans leurs foyers, une délégation vint également me remercier en leur nom pour les bons traitements dont ils avaient été l'objet.

Tandis que je m'occupais ainsi des élèves de l'Ecole Pavlovskoé, de gros événements se préparaient à l'Ecole Vladimirskoé. Les agitateurs socialistes-révolutionnaires réussirent à persuader les aspirants de prendre les armes pour soutenir le général Krasnov. Les agitateurs allèrent jusqu'à mentir. C'est ainsi qu'ils certifièrent aux junkers

que le général Krasnov était déjà aux portes de la ville, à la porte de Narva.

A la veille de la mutinerie, le commissaire nommé par le Soviet de Pétrograd près de l'Ecole Vladimirskoé, Lebédev, je crois, me téléphona qu'une certaine effervescence se faisait sentir à l'école et me pria de lui envoyer, afin de parer à toute éventualité, un détachement du bataillon de l'arme chimique. Je donnai les ordres nécessaires, mon bataillon fournit le détachement demandé et ce fut ce détachement qui, je l'appris plus tard, eut le premier affaire aux junkers mutinés.

Ce fut une nuit d'inquiétudes. Comme toujours en ce temps-là je ne dormis que d'un œil et sans me dévêtir. Un bruit de pas me réveilla. Je sautai du lit. Un soldat de mon bataillon me dit, bouleversé, que les aspirants avaient tenté de désarmer le détachement envoyé par mes soins, que les soldats avaient résisté et que l'on échangeait des coups de fusil. Un nouveau détachement du bataillon était arrivé à la rescousse, mais les junkers avaient la supériorité du nombre et le bataillon fléchissait, subissant des pertes. Je fis immédiatement prendre les armes à la moitié du régiment qui était de garde. Il n'y avait que deux cents hommes, mais je pensai que c'était suffisant. Je confiai le commandement de cette troupe au sous-lieutenant Nikonov, seul officier bolchévique du régiment. Je n'osais pas compter, dans une circonstance aussi sérieuse, sur les socialistes-révolutionnaires de gauche.

L'aube pointait à peine quand les grenadiers descendirent dans la rue.

J'appris un peu après qu'aussitôt arrivés devant l'Ecole Vladimirskoé, les grenadiers avaient engagé le combat.

D'abord Nikonov avait pensé à attaquer l'école

de front, mais voyant que c'était extrêmement difficile, il s'était borné à placer là des postes et avait décidé de pénétrer dans l'école par une maison voisine et de prendre les junkers à revers.

J'allai me rendre compte de la disposition des forces en présence, avec le président du Comité du régiment, Fédorov. Quand nous arrivâmes, les autos blindées étaient déjà sur place, ainsi que le fameux canon qui devait contraindre, à la fin des fins, les junkers à déposer les armes. Le commandant de la ville nommé par le Soviet de Pétrograd, un socialiste-révolutionnaire de gauche, l'enseigne Nestérov, était là. C'était un homme de petite taille, aux cheveux longs tombant sur les épaules.

M'étant assuré que les forces engagées n'auraient pas besoin de renfort, du moins dans les heures qui suivraient, je rentrai à la caserne.

Je fis en route une rencontre curieuse et qui m'affligea profondément. J'aperçus au coin de la Grande perspective et de la rue Chamchéva, l'un de mes anciens maîtres du lycée Védenski, le pope Nicolas Mikhaïlovitch Gouriev. L'ayant salué, je vis qu'il n'était pas seul. A côté de lui se trouvait un de mes anciens condisciples, qui avait aussi été mon camarade dans le travail révolutionnaire illégal, Vladimir Vladimirovitch Proussak. C'était la deuxième fois que je le voyais depuis mon retour d'exil. Je fus naturellement heureux de cette rencontre. « Ah! Volodia! » m'écriai-je joyeusement, la main tendue. Ma joie demeura sans écho. Mon ancien camarade resta les mains dans les poches sans broncher. Il me regardait en dessous. « Travailles-tu à Smolny ? » me demanda-t-il à brûle-pourpoint. — « Oui » dis-je. — « En ce cas je ne puis pas te donner la main », fit-il en enfonçant ses mains dans ses poches. Je lâchai un juron et passai.

Cet épisode me peina profondément. Nous avions été, Proussak et moi, de grands amis. Nous avions milité ensemble dans l'organisation illégale intersecolaire, été arrêtés ensemble le 9 décembre 1912 dans la même affaire et nos chemins n'avaient divergé que plus tard. J'étais parti pour l'étranger, tandis qu'arrêté de nouveau et inculpé dans l'affaire de la « Ligue révolutionnaire », Proussak était condamné à temps à la déportation en Sibérie. La révolution l'avait ramené à Pétrograd. Et maintenant, cette rencontre !...

Je me convainquis une fois de plus d'un fait incontestable. A l'époque où j'avais milité illégalement, en 1910-11-12, les tendances anarchistes et d'autres tendances révolutionnaires assez imprécises avaient un grand succès dans la jeunesse estudiantine et surtout dans les écoles. A première vue, on pouvait croire que les représentants de ces tendances ne se distinguaient en rien de nous, social-démocrates. Ils poursuivaient en effet le même travail, ils organisaient la classe ouvrière pour la lutte contre l'autocratie et le patronat, ils étaient comme nous arrêtés, emprisonnés, persécutés. Ils déclaraient même se situer à notre gauche. Mais cela ne devait pas durer longtemps. A peine des épreuves aussi sérieuses que la guerre étaient-elles survenues que les membres de ces groupes glissaient pour la plupart sur la pente. L'absence d'une philosophie cohérente se faisait sentir chez eux. Les social-démocrates bolchéviks, armés de la méthode marxiste léniniste, surent seuls voir clair dans les événements, garder leur sang-froid et leur cohésion.

Dans l'entre-temps, le feu du seul canon des assiégeants avait produit son effet sur les junkers qui s'étaient rendus. Un détachement des grenadiers entra le premier dans l'Ecole Vladimirskoë dont le camarade Nikonov fut nommé commandant.

Informé de la capitulation des aspirants, je me fis immédiatement conduire à l'école, craignant que les prisonniers ne fussent lynchés. Mes craintes n'étaient pas dépourvues de fondement. La scène suivante s'offrit à mes yeux dans la rue. Les prisonniers, entourés de soldats, avançaient au milieu de la chaussée ; une foule houleuse s'agitait autour d'eux, exigeant leur exécution immédiate. L'excitation de la foule était si grande qu'il n'eût pas été sans danger, arrivés au pont Touthkov, de faire continuer leur chemin aux aspirants et qu'il fallut les conduire au parc Pétrovski, placer un poste nombreux sur le pont qui mène au parc, et attendre que la foule se calmât.

Il fut très difficile de conduire les junkers au lieu où ils devaient être internés.

Tandis que la mutinerie des junkers était réprimée, un coup décisif était porté au général Krasnov. Krasnov et son état-major furent même faits prisonniers par les troupes soviétiques. Seul Kérenski réussit encore à fuir. Krasnov ne resta pas longtemps captif. Le Comité révolutionnaire militaire lui rendit la liberté sur sa parole d'honneur de ne plus porter les armes contre les Soviets. C'était plus que naïf. Krasnov s'empressa naturellement de gagner le Midi où il prit la part la plus active à l'organisation des armées blanches et à leurs luttes contre les Soviets. En général, nous faisions preuve, à cette époque, d'une magnanimité excessive ; nous répétions presque trait pour trait les erreurs de la Commune de Paris, qui lui coûtèrent si cher. Ne fut-ce pas une erreur, par exemple, que de libérer des junkers et même des écoles entières ? On sait que la plupart de ces élèves-officiers partirent tranquillement pour le Midi où ils formèrent le noyau des armées blanches qui devaient plus tard nous com-

battre. Et les journaux bourgeois ? La liberté de la presse nous parut longtemps « sacrée » ! Ces journaux nous crachaient chaque jour au visage, nous abreuyaient d'outrages et de calomnies, appelaient ouvertement la population à nous combattre les armes à la main, et nous tolérions tout, et ce ne fut qu'au bout de deux mois que nous nous ressaimés et que l'idée nous vint de boucher cet égoût.

A bien des égards, nous avions complètement oublié les leçons de la Commune de Paris. Il fallut de fortes secousses : l'assassinat de plusieurs de nos chefs, l'action de plusieurs bandes blanches, pour que nous apprissions enfin à nous montrer sévères et impitoyables.

Après la liquidation de l'offensive de Krasnov on s'était mis à discuter la formation d'un nouveau gouvernement. Notre parti avait formé un cabinet purement bolchévik, mais ne faisait pas d'objections à l'entrée dans le gouvernement d'un certain nombre de socialistes-révolutionnaires de gauche. Ces derniers, par contre, réclamaient un cabinet socialiste unifié qui eut compris les représentants des partis socialistes de droite. La polémique à ce sujet ne tarda pas à gagner aussi nos régiments.

Le 31 octobre de bon matin, je reçus du camarade Soloviev, secrétaire du groupe bolchévik du bataillon de réserve de l'arme chimique, le billet suivant :

Camarade enseigne ! Venez absolument tout de suite, à 9 heures à l'assemblée générale, car l'assemblée d'hier s'est divisée par moitié et n'a abouti à rien. Il est possible que les partisans de la défense nationale fassent adopter leur résolution.

Le Secrétaire : SOLOVIEV.

31-X-17.

Je me rendis aussitôt à la réunion, où je pris la parole un des premiers. Je parlai assez longtemps.

Je racontai les péripéties de la lutte avec le Gouvernement provisoire, la formation du pouvoir des ouvriers et des paysans, et j'analysai longuement les premiers décrets du gouvernement soviétique sur la paix, la terre et le contrôle ouvrier. Pour conclure, je m'arrêtai sur les frottements que nous avions eu avec les socialistes-révolutionnaires de gauche. « On nous propose, dis-je, un bloc avec le Parti socialiste de droite et la formation d'un gouvernement socialiste unitaire. Nous n'y faisons pas d'objection en principe, mais il s'agit de savoir sur quelle plate-forme s'unir. On nous dit : unissons-nous d'abord, nous parlerons ensuite d'une plate-forme. Nous n'y consentons pas. On veut simplement nous amener à quitter la voie des réformes dans laquelle nous nous sommes engagés. Nous disons ceci : Etablissons d'abord une plate-forme et voyons ensuite avec qui nous pouvons nous unir. Notre plate-forme est claire. Nous avons déjà commencé à satisfaire les principales revendications de la classe ouvrière. Nous ne renoncerons en aucun cas à notre tâche. Quelque flattés que nous puissions être de collaborer avec les « honorables » menchéviks et socialistes-révolutionnaires, nous ne sacrifions pas pour cela les intérêts de la classe ouvrière. Tous ceux qui approuvent l'orientation générale de notre action sont les bienvenus, s'ils veulent collaborer avec nous. A ceux qui ne sont pas d'accord avec nous, nous disons : la porte est grande ouverte. Dans ce cas, il ne peut être question d'aucune union. » L'enthousiasme des soldats fut indescriptible. Je terminai en criant : « Vive le pouvoir des ouvriers et des paysans ! » Un hourrah retentissant couvrit ma voix. Des dizaines de mains vigoureuses me saisirent et me portèrent en triomphe. Personne ne prit plus la parole, une résolution approuvant la formation du

nouveau pouvoir des ouvriers et des paysans fut adoptée à l'unanimité. Le bataillon montrait une fois de plus son haut degré de conscience politique. Après avoir participé à la révolution d'Octobre, il devait encore se montrer ferme et sûr dans la défense du pouvoir des Soviets.

Le spectacle fut malheureusement assez différent au régiment de réserve des grenadiers de la garde. Comme je l'ai déjà dit, le Comité du régiment était presque entièrement formé des socialistes-révolutionnaires de gauche. Et il apparut nettement combien ces « amis » étaient douteux. Ils faisaient manifestement leur propre politique, sans dédaigner de recourir à des petits procédés plutôt tristes.

La situation se révéla le jour même de la réunion du bataillon. De bon matin, me préparant à aller à cette réunion, j'appris par hasard que le camarade Fédorov convoquait le Comité du régiment. J'avais invariablement assisté à toutes les réunions du Comité, ce serait donc la première que je manquerais. « Pourquoi réunissez-vous le Comité ? » demandai-je à Fédorov. — « Nous avons plusieurs questions administratives urgentes à trancher », me répondit-il. — « Mais ne vaudrait-il pas mieux remettre la réunion jusqu'à mon retour ? Je ne voudrais pas la manquer. » — « Non, me rassura Fédorov, vous pouvez tranquillement n'y point venir. On ne discutera que des questions administratives. Allez tranquillement au bataillon. »

Mais quand, de retour au régiment, je jetai un coup d'œil sur le procès-verbal de séance du Comité, je me pris littéralement la tête à deux mains. La première place était tenue par une résolution nettement socialiste-révolutionnaire qui exprimait le mécontentement du Comité en présence du gouvernement « d'un seul parti » et déclarait qu'un gouver-

nement comprenant les représentants de tous les partis socialistes pourrait seul sauver la révolution. Hors de moi, je me précipitai chez Fédorov et lui demandai ce que cela signifiait. D'abord gêné, il m'expliqua que la question s'était posée par hasard, mais que cette résolution, mûrement réfléchie, exprimait bien l'opinion du Comité.

Il mentait effrontément. Que pouvais-je faire désormais ?

Il me dit un autre jour que le Comité entendait organiser au régiment un grand meeting auquel assisteraient les représentants de tous les partis socialistes. Je n'y fis pas d'objection. A l'heure dite, comme les soldats commençaient déjà à se rassembler au manège, je me renseignai sur les partis représentés. Quel ne fut pas mon étonnement d'apprendre que quatre orateurs socialistes-révolutionnaires étaient présents. « Pourquoi tant de socialistes-révolutionnaires ? demandai-je étonné, et où sont les menchéviks ? » — « Sans doute n'ont-ils pas pris la peine de venir », me répondit Fédorov. — « Dois-je croire que les bolchéviks dédaignent aussi de parler au régiment des grenadiers ? » demandai-je. — « Non, me dit Fédorov effrontément, nous ne les avons pas invités. Nous avons pensé que vous les représenteriez. » — « Eh bien, non, excusez-moi, dis-je, indigné. Si vous invitez les représentants de tous les partis, prenez donc la peine d'inviter les bolchéviks. Il me serait difficile de discuter avec des contradicteurs car, entièrement absorbé par les affaires du régiment, je ne suis pas au courant des derniers événements. Tant que les bolchéviks ne seront pas représentés, je n'ouvrirai pas le meeting. » Fédorov courut, en maugréant, prendre de nouvelles dispositions et je me rendis au mess des officiers pour y jeter un coup d'œil sur les agitateurs socia-

listes-révolutionnaires. Fédorov m'y rejoignit bientôt.

Un incident des plus curieux dont je ne puis encore me souvenir sans sourire se déroula au mess. Je reconnus parmi les agitateurs socialistes-révolutionnaires un vieux condisciple d'école, qui portait l'uniforme des marins : Lazare Alianski. Alianski avait participé au mouvement révolutionnaire, mais sans appartenir jusqu'à la révolution au Parti socialiste-révolutionnaire et à plus forte raison sans être de ses agitateurs. Je m'étonnai aussi de le voir vêtu en marin. Exclu, avant la guerre, du gymnase de Pétersbourg, il avait fait ses études à Paris. Pendant la guerre il avait été sans cesse mis en sursis pour raison de santé. Je fus tellement stupéfait de le voir là que je m'exclamai : « Lazare, mais que fait-tu donc là ? » Cette exclamation dut lui déplaire fortement, car il parut se replier sur lui-même, enfoncea plus profondément encore ses mains dans ses poches et proféra en me regardant d'un air sombre : « Je ne parle pas à un homme qui a trahi la patrie et la révolution ». J'éclatai. J'étais insulté en présence de mes hommes. Je m'adressai aux membres présents du Comité et, en premier lieu, à Fédorov. « Camarades, vous l'avez entendu, le représentant du Parti socialiste-révolutionnaire m'a insulté, moi qui suis ici au nom du Soviet de Pétrograd. J'en appelle à vous. Je vous demande de m'éviter la nécessité d'entendre de pareilles choses. »

Un socialiste-révolutionnaire pouvait-il se dresser contre son camarade de parti ? Fédorov balbutia quelques mots conciliants, les autres membres du Comité gardèrent le silence. Je haussai les épaules et m'en allai. « Attendez un moment, me disais-je, au meeting je porterai l'incident à la connaissance des soldats. » Je n'eus pas à attendre jusque là. Des soldats avaient été témoins de la scène. Ils cou-

rurent au manège où le régiment presque entier était déjà rassemblé, racontèrent que le commissaire du régiment avait été insulté et que le président du Comité avait eu une attitude inadmissible. Leur récit provoqua une explosion d'indignation. Les cris : « A la porte ! » « A bas ! », « Nous ne voulons plus écouter ces salauds ! », ébranlèrent la voûte. Il n'y avait rien à faire, le Comité du régiment dut informer poliment les « pauvres » socialistes-révolutionnaires que les soldats ne voulaient pas les écouter et que pour éviter des incidents ils feraient bien de s'en aller au plus vite.

Les choses n'en restèrent pas là. L'assemblée générale s'ouvrit toute seule, fit comparaître Fédorov, me convoqua, et institua au lieu du meeting un véritable procès. Plusieurs orateurs s'en prirent au président du Comité pour avoir laissé insulter au sein du régiment, le commissaire du Soviet. Des assistants allèrent jusqu'à demander la destitution et l'arrestation de Fédorov. Fédorov, désolé, s'expliqua. Il avait toujours travaillé en contact étroit avec le commissaire ; quant à l'incident il n'avait pas bien entendu ce que j'avais dit, quand je lui avais demandé de prendre ma défense. Ces explications étaient piteuses. Il eut suffi d'un mot de moi pour faire destituer le président du Comité. Mais par qui le remplacer ? Le sous-lieutenant Nikonov commandait à l'Ecole Vladimirskaïe et il n'y avait personne, en dehors de lui, qui partageât nos idées et eût de l'autorité dans le régiment. Que Fédorov reste donc en fonctions, pensai-je ; peut-être la leçon lui servira-t-elle.

Je pris la parole et déclarai que l'incident était certes révoltant, mais que Fédorov avait bien pu ne pas entendre mon appel. Ce n'était pas la peine de le destituer, car nous avions jusqu'à ce moment tra-

vaillé en bon accord. « Contentons-nous de ce qui a été dit ici et considérons l'incident comme clos. »

Fédorov me jetait des regards reconnaissants. L'assistance finit par se ranger de mon avis.

Le meeting sur la situation politique eut lieu le lendemain. Je ne sais si le Comité du régiment voulait m'être agréable ou si la chose se fit à son insu, mais, en tous cas « les partis » ne furent représentés que par un bolchévik, Nicolas Nikolaévitch Kouzmine, qui fit un exposé circonstancié. L'assistance adopta à l'unanimité sa motion bolchévik. J'assistai à ce meeting sans me douter que je passais ma dernière journée au régiment des grenadiers. Ma vie devait, ce soir-là, s'aiguiller dans une voie nouvelle.

Je ne sais plus ce que je faisais quand une voiture de louage s'arrêta devant la caserne. Mon frère Ras-kolnikov se rendit tout droit au Comité et me trouvant seul, me dit de but en blanc : « Les troupes du Soviet et du Gouvernement provisoire sont aux prises à Moscou. L'artillerie donne. Le Soviet de Pétrograd envoie du renfort à Moscou. La troupe de choc du détachement est formée de marins placés sous mes ordres. Par malheur, nous n'avons pas un seul officier qui ait fait la guerre. Consens-tu à nous accompagner ? »

Tout semblait tranquille à Pétrograd ; il n'y avait pas lieu de s'attendre à des événements ; mais le sang coulait à Moscou ; c'était là qu'on avait besoin de nous. J'acquiesçai. La voiture nous attendait, elle nous emmena, mon frère et moi, à Smolny, où nous devions régler la question de mon remplacement au régiment des grenadiers et recevoir de nouvelles instructions.

Table des Matières

AVANT-PROPOS	3
A la veille de la révolution de Février.....	5
La révolution de Février.....	9
Un voyage à Helsingfors.....	24
L'organisation militaire du P.O.S.D.R. (bolché- vik) et la <i>Pravda des Soldats</i>	52
Les journées de Juillet.....	67
A la veille d'Octobre.....	87
La révolution d'Octobre.....	113